

OBERKAMMERPRÄSIDENT IN MINDEN

388. Ministerial-Reskript an Stein

Berlin, 12. Mai 1796

St.A. Ausfertigung.

Nach dem Tod des bisherigen Präsidenten der mindenschen Kriegs- und Domänenkammer v. Breitenbauch wird Stein mit der vorläufigen Wahrnehmung seiner Funktion beauftragt und angewiesen, sich „des Endes sofort nach Minden zu begeben und das Präsidium bey gedachter Kammer zu übernehmen“¹.

¹ Von Stein der märk. und mind. Kammer am 18. Mai mitgeteilt (St.A. Konzept. Eigenh.). Schon am 8. Mai hatte die mind. Kammer dem General-Direktorium den Tod ihres Präsidenten angezeigt und angefragt, ob Stein seine Vertretung übernehmen solle. Das General-Direktorium war durch Kabinetts-Ordre vom 10. Mai angewiesen worden, Stein mit der interimistischen Leitung der Geschäfte der Kammer zu beauftragen (beides im Regest früher I. S. 254 nach den Akten des General-Direktoriums. Minden-Ravensberg. Tit. III. 1.). Am 21. Mai 1796 reiste Stein zur Übernahme seiner neuen Amtsgeschäfte aus Hamm nach Minden ab (Brief an Heinitz vom 18. Mai 1796).

389. „Bestallung und Instruction für den Kammer Praesidenten vom Stein als Ober-Praesidenten über die Kammer-Collegia der Provinzen Minden, Ravensberg, Tecklenburg und Lingen, Cleve und Meurs, Mark und Geldern“

Berlin, 21. Juni 1796

St.A. Ausfertigung¹. – Früher I. S. 255 (ebenso).

¹ Ebenda auch das Ministerial-Reskript „An den Ober Kammer Praesidenten Freiherrn vom Stein zu Minden wegen des ihm übertragenen Praesidii über die Mindensche, mit Beibehaltung des Praesidii über die Clevische und Maerksche Krieges- und Domainen-Kammer“. Berlin, 28. Juni 1796. Ausfertigung.

390. Stein an Wallmoden

Minden, 21. Juli 1796

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositum. 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 255 f. – Hier um den ersten Absatz gekürzt.

Trostlose Lage des Reiches als Folge der französischen Offensive gegen Österreich. Der Herzog von Braunschweig. Schärfste Verurteilung der Haltung Möllendorffs im letzten Feldzug.

Gesundheitszustand der Frau vom Stein angesichts ihrer bevorstehenden Entbindung.

[...] La situation de l'Empire est cruelle, Francfort, et par cette ville toute l'Allemagne supérieure, sera spoliée et toute aisance y sera détruite¹. Le Duc² est fortement agité par tous ces événements, il en gémit et en souffre plus qu'on ne le croirait, si on ne voyait point dans son intérieur. Il est tombé malade à Hameln voulant faire le voyage de Pymont, nous espérons de le revoir bientôt ici.

Sa santé est toujours encore mauvaise, il a eu des accès de crampes très fortes à plusieurs reprises.

Je ne puis croire qu'il soit de conseil que les hommes bien intentionnés et énergiques s'éloignent des affaires, l'abandon que le Duc a fait du commandement l'année 1794 a amené la malheureuse campagne et toutes les suites désastreuses qui nous affectent maintenant. Jamais le Duc ne se serait abandonné à la stupide inertie et à la politique sotte et fourbe que le Général Moellendorff a adoptée et qui, en [nous]³ désignant à l'exécration et au mépris [de] tous les siècles, a entraîné la perte de millions [de] victimes.

¹ Im Sommer 1796 waren die Österreicher durch das Zusammenwirken Moreaus und Jourdans und durch die Siege Napoleons in Italien zur Aufgabe des rechten Rheinuferes und zum Rückzug bis weit nach Franken gezwungen worden. Das Lahntal war im Juni ein Hauptkriegsgebiet (Gefecht bei Wetzlar am 15.), die eroberten Gebiete wurden aufs schlimmste gebrandschatzt.

² Der Herzog von Braunschweig hatte im Mai 1795 das Kommando über das zur Deckung der Demarkationslinie bestimmte preuß. Armeekorps übernommen. Auf diese Weise ergab sich eine enge Verbindung zwischen ihm und Wallmoden, der das hannov. Observationskorps befehligte (vgl. oben S. 295, Anm. 2), einerseits und Stein andererseits, insbesondere seit dessen Übersiedlung nach Minden. Da der Herzog von Braunschweig außerdem bei dem bald darauf zur Regierung kommenden Friedrich Wilhelm III. in hohem Ansehen stand und vielfach von ihm herangezogen wurde, konnte Stein hoffen, auf diesem Wege seine Ansichten über die Möglichkeiten und Aufgaben der preuß. Politik an entscheidender Stelle geltend zu machen. Vgl. dazu insbes. Nr. 415.

³ Abgerissen, durch Konjektur ergänzt. Ebenso im Folgenden.

391. Stein an Wallmoden

Minden, 29. Juli 1796

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 256.

Rückzug der Österreicher durch Ansbach-Bayreuth. Gute Haltung der französischen Truppen. Auch Stein gibt das linke Rheinufer verloren. Gerüchte über Säkularisationen. – Der Herzog von Braunschweig.

J'emploie l'occasion qui se présente par l'envoi d'une ordonnance pour faire part à Votre Excellence de différents faits qui pourraient l'intéresser. Un officier, arrivé en courrier de Bayreuth, annonce le passage des Autrichiens par le Margraviat, suivis des Français qui ont tout payé et observé une bonne discipline. On dit que l'armée autrichienne est en très mauvais état.

Le sort de nos provinces sur la rive gauche du Rhin est, à ce qui me paraît, décidé, et nous devons les considérer comme perdues, on parle à Pymont¹, à Berlin et à Vienne de sécularisations, de dédommagements. J'ignore de quel côté que se dirigera la rapacité de nos grands seigneurs².

Le Duc est profondément affligé de tout ceci, sa santé commence d'ailleurs d'être chancelante et mauvaise, il se propose de faire une tournée par Osnabrück, Hoya, etc., comme cependant il attend une réponse du Roi sur différents objets, je ne crois point qu'il entreprendra ce voyage d'ici en huit jours, et je suis sûr de le savoir 3 jours d'avance [...].

¹ Wo sich der Hof seit dem 13. Juli aufhielt.

² Stein zeigt sich hier gut informiert. Seit Mitte Juni waren diese Fragen wiederum sehr akut geworden, wenige Tage nach dem Abgang dieses Briefes (5. August) kam der Geheimvertrag zustande, der Preußen im Fall der Abtretung des linken Rheinufers bei einem allgemeinen Reichsfrieden das Vest Recklinghausen und Teile des Bistums Münster als Entschädigung in Aussicht stellte. S. Braubach u. Schulte, Die politische Neugestaltung Westfalens 1789–1815 (Raum Westfalen II. S. 71 ff.), eine grundlegende Arbeit, auf die für alles weitere, insbes. auch der reichhaltigen Literaturangaben wegen, ein für allemal verwiesen sei.

392. Stein an Gräfin von Wallmoden

Minden, 6. August 1796

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 257.

Geburt seiner ältesten Tochter Henriette. Befinden von Mutter und Kind.

Nous avons été bien touchés de l'intérêt tendre et vif que vous avez énoncé dans vos lettres du 5 d. c., et je m'empresse à vous donner les détails sur la santé de Wilhelmine et de la petite¹.

Les journées du 2 et du 3 n'étaient marquées que par un accablement très fort et très naturel, pendant les nuits le sommeil était plutôt l'affaissement de la fatigue que repos. Le 4, la fièvre de lait a commencé à se manifester, le sommeil a été presque nul, la tête prise pendant le 5, la nuit du cinq au 6 a été très tranquille, la fièvre a quitté aujourd'hui la malade, les maux de tête sont passés [...], l'appétit a repris, mais on a dû continuer à se soumettre à un régime très sévère, un peu de soupe et ce soir un peu de compote de cerises, voilà tout ce que les médecins mâles et femelles permettent.

Je crois cependant que Wilhelmine aurait, vu la quantité de lait qu'elle forme, mieux fait de nourrir son enfant, comme alors tous les remèdes intérieurs et extérieurs, employés à donner à la nature une direction fautive, eussent été inutiles.

La petite a été, le premier et le second jour, où elle a dû se soumettre, elle et la nourrice, à des évacuations en tous sens, criarde, maintenant elle est très tranquille et se voue avec un zèle que rien n'égale au développement

de sa petite figure en dormant ou prenant le lait. Elle s'impatiente singulièrement quand on la lave et se défend déjà de ses mains et des ses pieds quand on l'approche pour cet effet. Quand elle est éveillée, elle ouvre deux grands yeux bleus, séparés par un nez d'une grandeur honnête, pour examiner les objets qui l'entourent, en un mot elle se nourrit, dort et regarde avec étonnement et curiosité le monde dont elle vient d'être citoyenne [...].

¹ Henriette vom Stein, geb. am 2. August 1796. Sie heiratete 1825 den Reichsgrafen Friedr. Herm. v. Giech auf Thurnau (geb. 1791), bayr. Reichsrat, Gesandter in Turin. Sie starb 1855 kinderlos.

393. Stein an Gräfin von Wallmoden Minden, 14. August 1796

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 257.

Gesundheit von Frau und Kind. Bevorstehende Übersiedlung nach Minden. Der Herzog von Braunschweig.

Nous pouvons enfin faire les arrangements nécessaires pour nous rétablir vers le commencement de septembre dans notre nouvelle maison et nous réunir dans la même habitation. Le Duc est toujours indisposé, les malheurs du temps l'affectent vivement et profondément.

394. Stein an Wallmoden Minden, 5. September 1796

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 258. – Hier etwas gekürzt.

Die Mission Le Coqs bei Jourdan. Nachrichten vom Kriegsschauplatz. Niedergeschlagenheit und physische Krankheit des Herzogs von Braunschweig. Geringes Vertrauen zu den leitenden Persönlichkeiten der preußischen Politik („de tout côté il n'y a que calamités et souffrances“).

Votre Excellence voudra bien me pardonner mon silence sur les lettres qu'Elle m'a fait l'honneur de m'adresser, je ne puis l'excuser qu'avec les occupations que me donnent mille détails dont je me trouve chargé dans ce moment.

Le Lieutenant Colonel Lecoq¹ est revenu de sa mission auprès de Jourdan, on a accordé une suspension des hostilités jusqu'à l'issue des négociations commencées à Paris qui prennent une tournure avantageuse². On n'a encore que des nouvelles vagues sur l'échec que l'armée de Jourdan a essuyé³, d'un autre côté, on assure que la jonction de l'armée de Buona- parte avec celle de Moreau s'est faite, ce qui paraît cependant peu vraisemblable.

Les vexations des pays occupés par les Français sont intolérables, les

contributions très fortes, mais les réquisitions énormes, de même que le voiturage. Chaque jour de poste me donne les nouvelles les plus affligeantes sur le sort des malheureux habitants des bords de la Lahn [...].

Le Duc est toujours malade, le yeux éteints, le teint jaune, le peau sèche, les mains décharnées, la solitude dans laquelle il vit, la situation des affaires générales, l'incertitude dans laquelle on le laisse, le peu de confiance que peuvent inspirer les personnes influantes et se trouvant à la tête des affaires, tout cela le mine et détruit sa santé et sa tranquillité [...].

Enfin, de tout côté il n'y a que calamités et souffrances.

¹ Karl Ludw. Jakob Edler v. Le Coq (1754–1829) kam 1787 aus sächs. Diensten in die preuß. Armee und wurde 1790 Quartiermeister der Armee. 1796 war er beim Herzog von Braunschweig in Westfalen als Generalquartiermeister des Demarkationskorps. Gleichzeitig begann er eine trigonometrische kartographische Neuaufnahme Westfalens. Während dieser Tätigkeit im Westen wurde er mit Scharnhorst bekannt, dessen Übertritt in die preußische Armee er vermittelte. 1801 als Chef eines Grenadier-Bataillons nach Potsdam versetzt, arbeitete er dort weiter an seinem Kartenwerk und richtete eine Junkerschule ein. 1806 wurde er (inzwischen Generalmajor) Führer des Observationskorps an der Ems und kapitulierte dann schmachlich mit der Festung Hameln. Deswegen wurde er 1809 nach kriegsgerichtlicher Untersuchung kassiert und zu Festungsarrest in Spandau verurteilt. Nach Beendigung der Befreiungskriege konnte er nach Berlin zurückkehren, wo er 1829 verstarb.

² Vgl. dazu Nr. 380.

³ Bei Amberg am 14. August 1796 durch den Erzherzog Karl.

395. Stein an Wallmoden

Minden, 7. September 1796

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 259.

Die Niederlage Jourdans und der Rückzug der Franzosen in Süddeutschland.

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence les nouvelles qui sont arrivées aujourd'hui au Duc, qui cependant sont encore assez incohérentes et dont il faut attendre les détails plus exactes¹. Les lettres du 29 de Nassau parlent également d'une retraite des Français sur Nüremberg. Peut-être que Votre Excellence est plus instruite que nous le sommes.

Le Duc a encore eu aujourd'hui ses crampes. Wilhelmine et sa petite fille se portent bien.

¹ Unterdessen war Jourdan bei Würzburg am 3. September durch den Erzherzog Karl erneut entscheidend geschlagen worden.

396. Stein an Wallmoden

Minden, 12. September 1796

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositem 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 259.

Vorschlag einer Zusammenkunft zu dritt mit dem Herzog von Braunschweig in Minden. Die Mission Le Coqs.

Je puis assurer avec certitude que le Duc serait extrêmement charmé de voir Votre Excellence ici, de se voir rapprocher d'un homme qu'il estime, qu'il aime, qui a une manière conforme à la sienne de voir sur la situation présente des choses. Je désire d'ailleurs de vous parler sur plusieurs objets relatifs aux cantonnements et étais intentionné d'envoyer Le Coq à Hoya en cas que Votre Excellence ne serait point venue ici.

Je puis offrir à Votre Excellence une chambre qu'elle préférera certainement d'accepter au lieu de loger à l'auberge, comme elle se verra entourée alors de personnes qui lui sont aussi sincèrement dévouées comme Wilhelmine et moi.

L'objet de la mission du Lt. Colonel Le Coq était d'obtenir la neutralité de la Saxe¹, il a été accordé de Jourdan un armistice, et les négociations mêmes se font à Paris, à ce qu'on dit, avec succès.

¹ Sachsen, das bis dahin auf Seiten Österreichs gekämpft hatte, fühlte sich durch den Vorstoß der frz. Heere nach Bayern bedroht und schloß eine Neutralitätskonvention unter Anlehnung an Preußen.

397. Stein an Wallmoden

Minden, 19. September 1796

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositem 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 259 f.

Weitere Nachrichten vom Kriegsschauplatz. Teile der Mainzer Garnison im Anmarsch zur Befreiung des Lahntals.

Je suis bien fâché que Votre Excellence a trouvé des obstacles à se rendre à l'empressement que nous avons de la voir ici. J'ai remis au Duc la nouvelle qu'elle lui a destinée, nous avons ici celle que les Autrichiens marchent avec un corps pris de la garnison de Mayence sur Coblenz, qui fera déguerpir Jourdan de la Lahn¹.

Une chose très inattendue et décisive, arrivée et annoncée avant hier par un courrier russe, sera parvenue à la connaissance de Votre Excellence². Tout le monde se porte bien.

¹ Jourdan war durch die Niederlage von Würzburg nordwärts abgedrängt und zum Rückzug an die Lahn genötigt worden. Mainz wurde durch die Truppen des Erzherzogs entsetzt, die Stellung an der Lahn war für das geschlagene und in Auflösung befindliche Heer Jourdans nicht mehr zu halten, er mußte über den Rhein zurück.

² Katharina II. hatte sich auf die Nachricht vom Rückzug der Österreicher entschlossen, eine Armee von 60 000 Mann zur Unterstützung Österreichs nach Deutschland zu senden. –

Am 28. September 1795 hatten nach dem Ausfall Preußens Rußland, Österreich und England ihr Kriegsbündnis gegen Frankreich erneuert.

398. Stein an Frau v. Berg

Minden, 10. Oktober 1796

Goethe- und Schiller-A. Weimar, Berg-Voß Nr. 25; Ausfertigung; Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Rep. 92. Pertz H. 59. Abschrift. – Erstdruck I. S. 260.

Prinz Louis Ferdinand. Die preußische Politik als Ursache der Leiden Deutschlands Gegenstand allgemeiner Verachtung („perfidie de nos principes“). Die glänzenden Erfolge der Österreicher. Vorschlag einer Zusammenkunft in Hamburg.

Je suis éloigné de ne point être attaché au prince Louis¹. L'ayant toujours trouvé intéressant malgré les défauts d'un jeune homme très passionné et entraîné par des entours pervers, comment ne lui rendrais-je point justice maintenant où il joint à beaucoup de moyens de l'application, de la tenue, de la suite, conduite qui lui a acquitté l'estime de tout ceux qui l'approchent et de tout le corps d'armée auquel il appartient dans ce moment-ci. Je désirerais qu'on fasse plus pour son bonheur et pour son développement en lui facilitant les moyens d'arranger ses affaires, en lui donnant ceux de faire de temps en temps des voyages d'instruction qui lui donneraient plus de notions sur les rapports militaires et politiques qui sont de sa compétence. J'ai osé énoncer les mêmes idées à Madame de Neal, il paraît cependant par sa réponse qu'elles n'ont point obtenu le suffrage de Madame la Princesse.

Nous devons nous attribuer en grande partie les maux qui affligent l'Allemagne, encore ne retirerons-nous aucun avantage de la perfidie de nos principes, comme la mollesse de notre conduite nous rend l'objet du mépris et de la détestation générale.

Les succès des Autrichiens sont bien éclatants, l'armée de Moreau doit essayer des échecs encore plus grands que n'a fait celle de Jourdan².

N'avez-vous point des projets pour Hambourg dans le cours de cet hiver – peut-être que je pourrais m'y rendre pour quelques semaines?

¹ Prinz Louis Ferdinand stand damals als Generalmajor mit seinem Regiment bei der Armee zum Schutz der Demarkationslinie in Lemgo und Hoya.

² Moreau war durch die Niederlagen Jourdans ebenfalls zum Rückzug gezwungen, den er aber ohne „échec“ durchführen konnte.

399. Bericht Steins an das General-Direktorium Minden, 13. November 1796

Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Domänenkammer Minden. III. Nr. 141.

Bericht über die Bereisung der Weser und Vorschläge zur Verbesserung der Weserschifffahrt.

400. Stein an Prinz Louis Ferdinand

Minden, 17. November 1796

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Rep. 92. Pertz H. 59. Abschrift. – Erstdruck I. S. 262. – In deutscher Übersetzung (ohne den ersten Absatz) bei Pertz, Stein I. S. 164 ff.

Philosophisches Denken, insbesondere aber Charakterstärke als Kennzeichen großer Persönlichkeiten und Voraussetzung großen politischen Handelns. Geschichte als moralische Erziehungsmacht. Staatsform und Volkscharakter; Bürokratie als Korrelat absolutistischer Regierungsformen. Bedauert die persönliche Lage des Prinzen und sucht ihn durch Hinweis auf das Jugend-Schicksal Friedrichs d. Gr. und durch Empfehlung Plutarchs aufzurichten. – Die Reorganisation des Oberkriegskollegiums. – Die außenpolitische Lage.

Monseigneur! – V. A. R. daignera agréer l'expression de ma sensibilité et de la reconnaissance pour les marques de souvenir et de confiance qu'Elle a bien voulu m'accorder en m'adressant Sa lettre dd. 9 de ce mois¹, si remplie de réflexions intéressantes sur la question qu'Elle discute, et Elle me permettra d'ajouter les observations suivantes à celles qu'Elle vient de faire.

Il est certain que l'esprit philosophique qui généralise les rapports et qui combine les objets isolés sous un principe ou un point de vue plus élevé, est le genre d'esprit qui caractérise le grand homme. – Mais il faut qu'il réunisse à ce genre d'esprit la force de caractère qui lui donne dans les temps tranquilles l'application pour le travail, l'opiniâtreté à suivre tout ce qui influe sur son développement, et dans les temps d'activité la vigueur morale, nécessaire pour supporter les fatigues du corps et de l'esprit que l'urgence des circonstances exige. C'est ce manque de caractère qui a fait succomber dans la révolution les hommes les plus vertueux et les plus éclairés, tels que Mounier², Bergasse³, Bailly⁴, même parmi les Girondins Condorcet⁵, Roland⁶, et a forcé les uns à l'exil et a fait tomber les autres sous le poignard des factieux. C'est cette force de caractère, nommée enthousiasme, qui a fondé le trône des Caliphes; produite par le désir des richesses, l'amour de la gloire et l'esprit d'aventure du siècle, elle a animé les conquérants espagnols de l'Amérique et leurs vainqueurs, les boucaniers.

En vivant au milieu de la mollesse des cours où, entouré de gens petits, minutieux, l'homme qui se sent appelé par la nature à une carrière grande et utile ne peut se conserver et développer cette force de caractère qu'en s'entourant des grands hommes de l'histoire et en se défendant par leur exemple des impressions destructives d'un entourage pervers et petit. Les gouvernements despotiques écrasent le caractère de la nation en l'éloignant des affaires publiques et en confiant l'administration à une bureaucratie routinière et intrigante. Les petites républiques fédérées, favorisent le plus le développement de l'espèce, mais rendent l'existence de l'individu orageuse⁷.

La remarque que V. A. fait sur les caractères de la faiblesse est bien juste,

elle est envieuse et s'efforce de déprécier, point de surpasser.

Je suis bien affligé de ce qu'elle me dit sur le peu d'effet qu'ont eu Ses démarches à Berlin⁸, comme V. A. R. se propose, à ce qu'on me dit, de s'y rendre Elle-même, j'espère qu'on sera plus équitable envers Elle. Je partage Ses peines, je sens Sa situation, mais qu'Elle daigne se rappeler que Frédéric le Grand a été également à son âge écrasé par la pédanterie et l'avarice et n'a trouvé de consolation que dans la solitude et l'amour des lettres et des arts qui en offrent tant à tout âge.

Je recommande Plutarque à V. A. R. et je tâcherai, si Elle l'ordonne, de lui trouver une bonne édition de la traduction d'Amyot⁹.

Guionneau¹⁰ a été rappelé à Berlin pour concourir à la nouvelle organisation du Conseil de Guerre¹¹. On la simplifie en combinant le 1^{er}, le 2. et le 3^{ème} département dans un même bureau, annexé au Département Militaire du Directoire Général, en formant un second bureau ou département pour tout ce qui se rapporte à l'économie militaire, dans lequel on a placé Mr. de Wegern¹², et un 3^{ème} pour les invalides. Les parties de l'Etat-Major et fortifications ont été séparées du conseil de guerre et confiées à Geusau¹³.

Nous sommes ici dans une ignorance totale des événements politiques, on prétend cependant que la Russie ne veut point faire la guerre¹⁴. Je pars le 3 ou 4 de décembre, et je demande à V. A. R. la permission de lui faire ma cour à Lemgo.

¹ Fehlt.

² Jean Joseph Mounier (1758–1806), 1783 Richter in Grenoble, 1788 Generalsekretär der Stände der Dauphiné und von ihnen 1789 in die Versammlung der Reichsstände gewählt, war er es, der den berühmten Antrag stellte, nach dem sich diese zur Nationalversammlung erklärten. Er vertrat die Ideen Montesquieus und forderte 1789 in seiner Programmschrift eine durch Zweikammer-System beschränkte Monarchie, emigrierte jedoch schon nach den Vorgängen vom 5. und 6. Oktober 1789 in die Schweiz. In seinem ganzen politischen Programm stand er Stein ziemlich nahe, der ihn deswegen auch unter den Politikern der frz. Revolution besonders hoch schätzte. Mounier errichtete 1793 auf dem Schloß Belvedere in Weimar eine Unterrichtsanstalt, kehrte aber nach dem 18. Brumaire nach Frankreich zurück, wo ihn Napoleon erst zum Präfekten und später zum Staatsrat ernannte.

³ Nicolaus Bergasse (1750–1832), ein in seiner Haltung Mounier sehr verwandter und ebenfalls auf Montesquieus Theorien fußender Politiker, 1789 Mitglied der Nationalversammlung, aus der er ebenfalls im Oktober wieder austrat. Nach dem Sturm auf die Tuilerien verhaftet, überlebte er trotzdem den Terror und begeisterte sich später für Napoleons Monarchie.

⁴ Jean Sylvain Bailly, geb. 1736, der erste Präsident der Nationalversammlung von 1789, der er als Vertreter der Pariser Bürgerschaft angehörte, seit dem Sturm auf die Bastille auch Maire von Paris. Er wich 1791 dem in der Stadtverwaltung zur Macht drängenden Jacobinertum und starb 1793 als Opfer der Schreckensherrschaft.

⁵ Marie Jean Antoine Marquis de Condorcet (1743–1794), der berühmte Mathematiker und Astronom, der sich der radikalen Richtung der Nationalversammlung angeschlossen hatte und insbes. für die Abschaffung des Königtums eingetreten war. Als die Linke der Nationalversammlung zur gemäßigten Richtung des Konvents wurde, verfiel

Condorcet mit den Girondisten der Hochverratsanklage der Jakobiner und mußte fliehen. Nach monatelangem Umherirren wurde er im Frühjahr 1794 als verdächtig ergriffen und beging in der Haft Selbstmord.

⁶ Jean Marie Roland de la Platière (1734–1794), vor der Revolution Generalinspekteur der Manufakturen und Fabriken in Lyon. 1791 Mitglied der konstituierenden Versammlung als Vertreter des fortschrittlichen Bürgertums, März 1792 Minister im Ministerium der Girondet und zeitweilig ihr eigentlicher Exponent. Da die Jakobiner in ihm und noch mehr in seiner Frau die fähigsten und aktivsten Köpfe ihrer politischen Gegner sahen, wurden beide 1793 verhaftet. Roland, dem es zunächst gelungen war, zu entkommen, endete nach der Hinrichtung seiner Frau durch Selbstmord.

⁷ Vgl. dazu Montesquieu, „Esprit des Lois“. Livre V.

⁸ Nicht festzustellen, da der Brief, auf den sich Stein bezieht, nicht erhalten ist.

⁹ Jacques Amyot (gest. 1593) hatte im Auftrag Franz I. eine Plutarchübersetzung geliefert, die die folgenden Jahrhunderte überdauerte. Vgl. Lanson, Histoire de la littérature française (18. Aufl.), S. 271 ff. – Über die Bedeutung Plutarchs für das Geistesleben des ausgehenden 18. Jahrhunderts s. Schnabel, Deutsche Geschichte I. S. 169.

¹⁰ Guionneau, der im letzten Feldzug die Heeresverpflegung mit zu organisieren hatte, wurde 1795 von Möllendorff in die neu geschaffene Immediat-Militär-Organisations-Kommission berufen und wurde 1796 Finanzrat im Militärdepartement des General-Direktoriums.

¹¹ Über die Reorganisation der obersten Militärverwaltung, die Stein hier richtig beschreibt, vgl. Jany, Geschichte der preuß. Armee III. S. 340.

¹² Wegern wurde Geh. Finanzrat im Militärdepartement des Oberkriegskollegiums.

¹³ Dafür wurde ein besonderes Ingenieurdepartement gegründet, das dem Generalleutnant Levin v. Geusau (1734–1808) als Chef des Ingenieurskorps unterstellt wurde. – Geusau, Ende des siebenjähr. Krieges Quartiermeisterleutnant, war 1790 als Generalmajor vorübergehend ausgeschieden, wurde aber noch im selben Jahr als Direktor des 1. Departements des Oberkriegskollegiums wieder eingestellt. In seiner Hand lag die Vorbereitung des Feldzuges von 1792. 1794 wurde er Direktor auch des 5. und 8. Departements und zugleich Chef des Militärdepartements im Generaldirektorium. Seit 1796 war er Generalleutnant, Generalinspekteur sämtlicher Festungen und Generalquartiermeister (Chef des Generalstabes). In dieser Eigenschaft hatte er (70jährig) die Mobilmachungen von 1805 und 1806 durchzuführen, Aufgaben, denen er nicht mehr gewachsen war, obwohl Scharnhorst, der ihm schon 1801–1804 während seiner Tätigkeit an der Militärakademie in Berlin unterstanden hatte, als Generalquartiermeisterleutnant neben ihm stand. Geusau hat ihn in manchem gefördert, im wesentlichen aber nicht begriffen. Im Dezember 1806 wurde Geusau auf eigenen Antrag entlassen. S. Priesdorff II. Nr. 820, dazu auch Höhn, Kriegsbild, SS. 457, 493, 681.

¹⁴ In Rußland war im November 1796 Paul I. der Zarin Katharina II. gefolgt, der außenpolitische Kurs seiner Regierung war noch völlig undurchsichtig und von unberechenbaren Launen abhängig. Der Zar war als Gegner der Revolution bekannt, trotzdem weigerte er sich zunächst, der Koalition beizutreten.

401. Stein an Prinz Louis Ferdinand

Hamm, 18. Dezember 1796

Ehemals Brandenburg-Preußisches Hausarchiv. Rep. LVII. Prinz Louis Ferdinand. Abschrift. – Erstdruck I. S. 263 f.

Freundschaftliche Ermahnungen zur Ordnung seiner häuslichen und persönlichen Verhältnisse. Bevorstehende Reise Steins ins linksrheinische Cleve. Verurteilung der preußischen Politik.

S'il est d'une âme forte d'aimer la vérité, pourquoi hésiterais-je de faire part à Votre Altesse Royale de la lettre ci-jointe¹, Elle en reconnaîtra le caractère et y trouvera le langage de l'amitié active et de l'intérêt. Son contenu enferme quelques observations sur les dispositions des personnes auxquelles Votre Altesse Royale appartient, qui pourront lui être utiles à plusieurs égards. Puissent les vœux que je forme pour vous, Monseigneur, se réaliser, puis-je vous voir réconcilié avec vos parents, supportant leurs défauts avec l'indulgence si méritoire dans les âmes élevées, joindre l'économie des moyens, si essentielle pour conserver l'indépendance de l'âme, à tous les talents que la nature vous a prodigués, puis-je les voir développés par un travail suivi, opiniâtre, dirigé sur un point déterminé et par les circonstances les plus avantageuses et employé pour l'humanité si avilie et si souffrante dans la période du siècle dans laquelle nous vivons. Je compte partir demain pour Wesel et me rendre de là pour quelques jours sur la rive gauche du Rhin voir les malheureuses victimes d'un gouvernement mol, d'une politique perfide et de la conduite militaire de cet homme faible et abject qui a été l'année 94 à la tête des armées prussiennes².

¹ Fehlt.

² Möllendorff.

402. Stein an Reden

Hamm, 20. Dezember 1796

Ehemals Preuß. Staatsarchiv Breslau. Eigenh. – Erstdruck I. S. 264.

Empfehlung zweier Beamter zur Verwendung in der schlesischen Bergverwaltung. Tod Krusemarcks. Abreise Steins nach Wesel. Die Saline Königsborn.

Vermerk Redens: „resp.“

Je vous envoie, mon cher ami, deux brochures rédigées par le frère de notre Conseiller de Guerre Ribbentrop – natif de Brunswic – ce jeune homme est à Freyberg depuis plusieurs années et a fait imprimer les deux pièces ci-jointes pour prouver son application¹. Il désirerait de pouvoir travailler dans un Conseil de Mines comme volontaire, surtout de s'informer de là des mines de fer et de plomb avec de la houille – veuillez me dire un mot à ce sujet.

Vous avez perdu Krusemarck² et avec lui un bon travailleur, quoiqu'inquiet et remuant. Auriez-vous besoin auprès du Oberberg Amt von einem Feder Arbeiter, der Acten lesen, compiliren, expediren und currente Sachen vorträgt – Etats macht, überhaupt zu Verfassungsarbeiten geschickt ist, je puis vous recommander l'assesseur de la Chambre de Minden, Everhardi³ – le ministre le connaît et lui donnera un bon témoignage. – Vous me demandez, pourquoi je ne le garde point, c'est parce que la chambre de Minden est surchargée de conseillers, qu'au lieu de 7 qu'il nous faut, nous en avons 12, dont 5 sont fruges consumere nati, de manière qu'il n'y a

aucune perspective pour ce jeune homme et que je suis fâché de le voir languir et croupir dans l'inertie ou mieux dire dans la pauvreté [...].

Je pars aujourd'hui pour Wesel, veuillez y adresser votre réponse – je compte faire une tournée de là à Clèves, Crefeld etc.

Ma femme est avec la petite Henriette (tel est son nom) à Hanovre, je ne pourrais aller la voir avant le printemps, méditant une course à Lingen et Tecklenbourg.

La saline de Königsborn va mal par rapport au déchet de la source, je voudrais que l'affaire du puits et de la machine à feu s'arrange.

Serez-vous cet hiver à Berlin?

¹ Gottfr. Friedr. Ribbentrop, der 1796 „Vermischte Bemerkungen und Versuche über das Eisen“ herausgegeben hatte und im selben Jahre noch ein chemisch-metallurgisches Buch aus dem Französischen übersetzte (Meusel, VI. S. 338). Er kam dann in Braunschweig unter, wurde dort Bergrat und war zuletzt als Berghauptmann Leiter aller braunschw. Berg- und Hüttenwerke.

Sein Bruder Friedr. Wilh. Ribbentrop (1768–1841) war 1788 Referendar bei der Kammer in Minden, 1790 in Hamm, dann Kriegs- und Domänenrat in Minden, 1802/03 Mitglied der Organisations-Kommission (s. Nr. 465), 1804 Kriegs- und Domänenrat bei der Kammer in Münster. Schon während dieser Zeit wurde er verschiedentlich für die Aufgaben der Heeresverpflegung herangezogen, 1805 und 1806 war er Direktor des Feldkriegskommissariates bei Blücher, der ja damals in Westfalen stand; und bei Rüchel. Da er sich auf dem Rückzug nach der Schlacht von Jena durch große Umsicht ausgezeichnet und damit viel zur Rettung der Kriegskassen beigetragen hatte, wurde er 1808 als Staatsrat mit der Leitung des nunmehr ständigen Feldkriegskommissariates beauftragt. Im Feldzug von 1813 war er Generalintendant der schlesischen, 1815 der gesamten preuß. Feldarmee. Er blieb Generalintendant des Heeres bis 1835, wurde dann Chefpräsident der Oberrechnungskammer, 1839 verabschiedet. 1823 war er geadelt worden. – Während seiner westfälischen Zeit hatte er gelegentlich am Westf. Anzeiger mitgearbeitet (s. Rassmann, I. S. 273). Auch späterhin hat er verschiedene Arbeiten aus seinem Sachgebiet veröffentlicht (Hamberger-Meusel, XIX. S. 331).

² Er war am 29. November 1796 gestorben. Vgl. oben S. 321, Anm. 6.

³ Nicht festgestellt.

403. Immediat-Bericht Steins „Nachweis[ung] des Betrags der Französischen Erpressungen in den Provinzen Cleve und Meurs“.

Wesel, 10. Januar 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Cleve Kammer. Nr. 3379. Konzept (ohne Ortsangabe). Eigenh. – Ausfertigung ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Gen.-Dir. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 6. Vol. 9, mit kleinen Abweichungen. – Erstdruck nach der Ausfertigung I. S. 265, hier nach dem Konzept.

Betrag der von den Franzosen im linksrheinischen Cleve erpreßten Kriegssteuern, Dienstleistungen und Lieferungen. „Schleunigste Wiederherstellung der Preußischen Landesverwaltung“ als Wunsch der Bevölkerung.

Die Deputirte des jenseits [Rheins] gelegenen Theils des Herzogthums Cleve und des Fürstenthums Meurs¹ haben bey meiner gegenwärtigen Anwesenheit mich aufgefordert, E. K. Majestät den Betrag der von den Fran-

zosen während ihrer Occupation erpreßten Dienstleistungen, Lieferungen und Kriegs Steuern vorzulegen.

Dieser Betrag ist:

an Kriegs Steuern	274 020–34
an Dienstleistungen	119 203–22
an Lieferungen	809 012–34
	<u>1 202 236–30²</u>

Der Ausfall, welchen E. K. Majestät Cassen seit dem 19ten October 1794, als dem Tage der Französischen Occupation, leiden, ist 765 888–16 fl.

Jeder Tag der längern Dauer einer willkührlichen, räuberischen und verderbten Landesverwaltung in den Händen der unwissenden und verkäuflichen Französischen Agenten vermehrt das Leiden von 100 000 treuer Unterthanen und die Zerrüttung der Quellen des Wohlstandes dieser Länder auf eine unberechenbare Weise.

Es ist daher die schleunigste Wiederherstellung der Preußischen Landes Verwaltung und die Rückkehr unter die väterliche Regierung eines menschenfreundlichen wohlwollenden Monarchen der Wunsch von Tausenden und die Epoche, mit der die Herrschaft der Gesetze und durch sie die Sicherheit des Eigenthums, Betriebsamkeit bey seiner Benutzung und öffentliches und häußliches Glück wieder hergestellt wird³.

¹ Über Entstehung, Zusammensetzung und Tätigkeit dieser „Cleveschen Deputation westseits Rheins“, die sich schon Anfang 1796 in höchst unorthodoxer Weise aus preußischen Beamten und Vertretern der Eingesessenen gebildet hatte, s. Steffens a. a. O. S. 423 ff. Führend war der Landrat v. Hertefeld und der Geh. Regierungssekretär bei der Regierung in Cleve, G. G. Böhme (1744–1799). Der Erfolg ihrer Tätigkeit zur Abwendung der französischen Bedrückungen war gering und weitgehend von den Schwankungen der preuß. Außenpolitik abhängig. Eigentlichen Rückhalt hatten sie nur bei Heinitz und Stein.

² Die Zahlen von Kanzleihand eingesetzt.

³ Inzwischen hatte Stein durch Immediat-Bericht vom 14. Dezember 1796 (Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3379. Konzept) erneut (vgl. Nr. 380) darum gebeten, gegen die Aussaugung des Landes auf diplomatischem Wege vorzugehen.

403a. Stein an v. d. Leyen

[Wesel, Ende Januar 1797]

Erstdruck Keussen, Gesch. d. Stadt u. Herrlichkeit Krefeld . . ., S. 528 (dort fälschlich auf 1795 datiert).

Versuche zur Wiederherstellung der alten Landesverfassung in Cleve. Pessimistische Beurteilung der Lage der Dinge.

Ich unterlasse es nie, dem Hof die Notwendigkeit, auf die Wiederherstellung der alten Verfassung zu bestehen, vorzulegen, indem alles übrige Flickwerk ist, dem die List und die Habsucht der Französischen Agenten zu entgehen, immer neue Mittel finden wird. Man hat in Berlin die Absicht, Herrn von Loë¹ nach Paris zu schicken, um auf die Wiedereinführung der Preußischen Landesverwaltung zu bestehen und gemeinschaftlich mit Herrn

von Sandoz² darauf zu arbeiten. Wenn auf die Alternative nicht eine Kriegserklärung gesetzt ist, so, fürchte ich, werden Worte wenig wirken. Unterdessen glaube ich, ist es ratsam, nicht zu zahlen bis Execution kömmt, diese eine Zeit lang zu dulden und am Ende durch den Weg einer mit Geld unterstützten Negotiation sich mit denen Blutigelu abzufinden. Hoffentlich wird die neue Requisition einen neuen Grund der Überzeugung für unser Ministerium abgeben, daß man mit Ernst bei der Sache zu Werke gehen muß.

Nachschrift: Ich werde morgen nach der Lahn [...] abreisen, da ich einen [14]tägigen Königlichen Urlaub erhalten.

¹ S. unten S. 451, Anm. 4.

² S. unten S. 470, Anm. 1.

404. Stein an Johann Friedrich vom Stein Nassau, 8. Februar 1797

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Mersburg. Rep. 92. Joh. Friedr. v. Stein 41. 42. Eigenh. – Erstdruck I. S. 265 f.

Einladung nach Nassau. Neue Verwendungsmöglichkeiten für Johann Friedrich v. Stein? Die Minister Hoym und Schroetter. Vermehrte Amtspflichten Steins. Ein Ministerium als wenig verlockende Perspektive. Kritik der hohen preußischen Bürokratie. Die Verheerung des Nassauer Landes und die Verpflichtungen der Grundherren gegenüber ihren notleidenden Hintersassen.

Votre lettre du 23 m. p. m'est parvenue en route et je me hâte d'y répondre dès mon arrivée. – Je suis bien fâché que vous me refusez le rendez-vous proposé, comme il se présente des difficultés très grandes pour entreprendre le voyage de la Franconie, malgré les motifs très urgents qui m'y engageraient et le désir vif que j'ai de me rapprocher de vous, mon cher frère. Mon semestre n'est que de quinze jours, je dois même, en le prolongeant de mon chef, être de retour au plus tard le 5 de mars. – Déduisez ce qu'il me faut pour jeter un coup d'oeil sur mes affaires très embrouillées par les invasions françaises et les cantonnements autrichiens, vous verrez qu'il ne me reste point le temps nécessaire pour entreprendre un voyage de 48 milles pour aller et venir. Si les obstacles qui s'opposent à votre voyage sont purement pécuniaires, veuillez agréer, mon cher frère, l'offre que je hasarde de faire d'en porter les fraix.

Vous ne m'avez point informé de la déclaration que M. de H[oym] vous a faite – mais je ne puis me persuader que vous auriez réussi en travaillant sous un homme d'un caractère aussi brusque qu'est Mr. de Schroetter¹ et sous Mr. de Hoym dont la mollesse prête tant à l'intrigue et aux influences les plus incroyables.

Cette nomination de Chef Président me donne une très grande augmentation de travail et de responsabilité – mais je vous avoue que la perspective qu'elle pourrait offrir n'est point séduisante, comme nos ministres

sont réduits à la place de premier commis d'un bureau d'expéditionnaires du courant des affaires et qu'il n'y a plus de considération attachée à la place, ni d'ensemble dans les affaires qui ne présentent plus qu'un amas décousu de détails, en grande partie puérils. – Je vous avoue que tout ici est bien dégoûtant.

Ce pays-ci souffre prodigeusement par les invasions françaises, les cantonnements autrichiens, accompagnés de réquisitions qu'on ne paie point, de prestations de corvées innombrables, l'épizootie – les pertes que je fais ne sont pas petites – depuis l'année 1794 on ne retire plus un denier de la [rive]² gauche, – et il est naturel que les fermiers, pillés par les [uns]³, épuisés par la réquisition des autres, doivent en justice et [...] obtenir du propriétaire des rémissions.

Adieu, mon cher frère, j'attends votre réponse avec impatience⁴.

¹ Friedr. Leopold Reichsfreiherr v. Schroetter (1743–1815) hatte, noch nicht 20jährig, einen großen Teil des siebenjähr. Krieges mitgemacht und war danach im Umgang mit dem geistigen Königsberg der Zeit für seine spätere Laufbahn herangereift. Er kam 1787 als Major und Assessor ins Oberkriegskollegium, wurde 1790 Oberstleutnant und Vortragender Rat im General-Direktorium, 1791 Oberpräsident für Ost- und Westpreußen, 1795 Staats- und Finanzminister für Alt-Preußen und Neu-Ostpreußen. Als Schüler Kants und des Nationalökonomen Kraus bildete er bald selbst wieder einen Stab hochqualifizierter Beamter heran. Sein hervorragendster Schüler war Theodor v. Schön. In diesem Kreise lebte ein starker Reformwille vor der Reform, der sich auch schon vor 1806 praktisch durchzusetzen begann. Vgl. Kurt v. Raumer, Schrötter und Schön, Altpreuss. Forschungen XVIII (1941).

² u. ³ Abgerissen, durch Konjektur ergänzt.

⁴ S. Nr. 433.

405. Stein an die clevesche Kammer

Hamm, 17. März 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3369. Konzept. Eigenh. – Nr. 1324. Vol. VII. Ausfertigung. – Erstdruck I. S. 266 f. nach der dem Minister v. Heinitz eingereichten Abschrift. Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. I. – Hier nach der Ausfertigung (fast wörtlich mit dem Konzept und der Abschrift übereinstimmend).

Der Aufforderung des Generals Hoche zur Rückkehr der ehemaligen Behörden soll stattgegeben werden, da Stein sich davon die Rückkehr einer geordneten Verwaltung zum Besten des schwer leidenden Landes verspricht. Vorschläge über die Zusammensetzung einer Kammerdeputation.

Die Absicht der Französischen Regierung: die alte vor der Occupation geltende Landesverfassung der jenseit rheinschen Provinzen sowohl in Ansehung der Grundsätze der Verwaltung als der Persohnen wieder herzustellen, ist einem hochlöblichen Krieges und Domainen Kammer Collegium bereits bekannt aus denen ihm durch den Herrn Krieges und Domänen Rath Sack mitgeteilt

Avis important du Général Hoche¹ 18 Ventose,
Règlement provisoire pour les Provinces Prussiennes
12 de März a. c.

Letzteres enthält in seinem 2ten Articul eine Aufforderung an die Königliche Landes Collegien und sämtliche Beamten, ihren Dienstverrichtungen vom 21sten März curr. a. an sich wieder zu unterziehen, und

art. 4 die Rechnung und Geschäftsführung der bisherigen Agenten zu untersuchen.

So bedenklich es nun ist, daß ein hochlöbliches Collegium seinen Sitz nach dem einer fremden militärischen Authority unterworfenen Wohnort verlege und seine Geschäfte unter der Aufsicht eines Französischen Bevollmächtigten verrichte, so nötig ist es doch, zu verhindern, daß nicht zudringliche, unerfahrene und vielleicht übel gesinnte Persohnen die Lücke auszufüllen suchen, die in der Verwaltung entstehen würde, wenn ein hochlöbliches Collegium von der ihm angebotenen Gelegenheit, den jenseits rheinischen Provinzen die Vortheile einer einigermaßen geordneten einländischen Verwaltung zu verschaffen, nicht Gebrauch machen wollte.

Dieser Zweck kann aber unbeschadet der Unabhängigkeit eines hochlöblichen Collegii erreicht werden durch Anordnung einer Deputation aus demselben, der² die polizeyliche und Finanz Verwaltung der jenseits rheinischen Provinzen [anvertraut werden könnte?] unter denen Modificationen, die das noch immer schwankende Verhältniß derselben, das Rescript de dato Berlin, 31. Jan. a. c. und die in den beyden Publicatis des Generals Hoche enthaltene Behauptung nötig machen. Zu dieser Deputation bringe ich den mit diesem Geschäfte bereits beauftragten Herrn Krieges Rath Sack und den bisherigen Departements Rath Herrn Krieges Rath v. Bernuth [in Vorschlag?], welche unter Leitung eines hochlöblichen Collegii und der oberen Behörde und in wichtigen Angelegenheiten mit Zuziehung der bereits zur Abschließung einer Convention ernannten Landes Deputirte³ ihre Geschäftsführung mit dem 21ten März antreten und den General Hoche davon benachrichtigen könnten.

Ich habe dieserhalb bereits das Erforderliche dem Departements Minister Herrn Freyherrn von Heinitz Excellenz, unterm 16ten m. curr. und unter dem heutigen Dato angezeigt und erwarte die Genehmigung dieses Verfahrens⁴.

¹ Lazare Hoche (1768–1797), von ähnlicher Karriere wie Jourdan und Vandamme, übernahm 1797 den Befehl über die Maas-Sambre-Armee und ließ sich neben der Militärgewalt auch die Zivilgewalt im Gebiet zwischen Mosel, Maas und Rhein übertragen, nicht zuletzt in dem Bestreben, wenigstens dem übelsten Treiben der Nationalagenten und sonstigen beamteten Räuber entgegenzutreten. Seine eigene politische Konzeption war die Gründung einer cisrhenan. Republik als Pufferstaat zwischen Landau und Düsseldorf, der Maas und dem Rhein. An den preuß. Gebieten deshalb weniger interessiert, war er dort zu einem Ausgleich bereit, soweit ihm das Direktorium Spielraum ließ. Hier lag ihm vor allem daran, sich die Mittel für den Feldzug von 1797 aus dem Lande zu beschaffen. Es war deshalb auch sein eigenes Interesse, zu verhindern, daß ein großer Teil der Landeseinkünfte in die Taschen räuberischer Offiziere und Kommissare floß. Außerdem versprach er sich eine leichtere und wirksamere Aufbringung der Kriegsleistungen, wenn

an die Stelle des bisherigen Erpressungssystems ein gütliches Zusammenwirken mit den Landesbehörden trat. 1797 drang er lahnauwärts über Gießen vor. Er starb plötzlich nach dem Waffenstillstand von Leoben in seinem Hauptquartier am 19. September 1797. – Sein „Avis ...“ vom 18. Ventose gedr. Hansen Rheinland, III. Nr. 251 (S. 899). Vgl. dazu ebd. Nr. 246 (S. 888), außerdem Hansen III. S. 5* und S. 8*f.; IV. Kapitel III, 1.² „die“ in der Abschrift.

³ Die Bildung dieser Landesdeputation und ihre am 18. März 1797 erfolgte Umwandlung zur „Deputation der Landesbehörden und der Landstände“ unter dem Vorsitz Sacks schildert Steffens a. a. O. S. 432 ff. Steffens zeigt auch den schon in der Bezeichnung liegenden, in der Deputation selbst immer wieder zum Ausdruck kommenden Gegensatz bürokratischer und ständischer Tendenzen auf. Es war hauptsächlich Sack, der den Führungsanspruch der staatlichen Bürokratie mit solchem Nachdruck vertrat, daß „ein wirkliches landchafts- und zeitgemäßes Organ des Landes sich nicht aus ihr entwickeln konnte“. „Die Haupttätigkeit blieb der Kammer-Deputation“ (Steffens a. a. O. S. 439). So ist zwar Steins schon 1794 erhobener Forderung: „*Von der Deputation aber können die Landstände nicht ausgeschlossen werden*“ unter veränderten Umständen in veränderter Form Genüge geschehen, aber doch eben so, daß, wie Steffens mit Recht konstatiert, „die staatlichen Instanzen aus der Institution nicht gemacht haben, was sich hätte daraus machen lassen“.

⁴ Steins Schreiben an Heinitz bei den Akten des Generaldirektoriums Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. I. – Zu erwähnen sind noch Steins Reskripte an die Kammer zu Wesel, Soest, 24. März 1797 sowie Minden, 10. und 13. April 1797, die sich mit der Errichtung der Kammerdeputation noch im einzelnen beschäftigten, außerdem das Publicandum der clev. Kammer vom 21. März 1797, sämtl. in Konzepten Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 1324. Die beiden ersten Schreiben im eigenh. Entwurf Steins ebd. Nr. 3369. Dort auch weiteres Material über die Organisation und persönliche Zusammensetzung der Kammerdeputation, auf das hier nicht in Einzelheiten eingegangen werden kann. Stein selbst verweist dabei wiederholt auf die, wie es in dem Schreiben an die Kammer zu Wesel vom 24. März 1797 heißt, „*ungewisse Lage der Dinge*“, bei der „*alle nunmehr zu treffende Einrichtungen nur als provisorisch und nicht als definitiv anzusehen sind*“. Ähnlich an Goldbeck, ebenfalls unter dem 24. März: „*Bey denen im Bericht d. d. Geldern, 13. März ac. geschehenen Anträgen scheint es mir jedoch wegen der noch immer sehr schwankenden Laage der Dinge zu frühzeitig, alle erledigte Stellen [...] wieder zu besetzen und wird es wohl besser seyn, sich mit interimistischen oder provisorischen Einrichtungen so lange zu helfen, bis man in der Sache etwas klarer sieht, als gegenwärtig noch geschehen kann*“ (Kleve Kammer. Nr. 3369).

406. Ministerial-Reskript an Stein

Berlin, 20. März 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3369. Ausfertigung.

Auf Grund der von General Hoche erlassenen Verfügung über die Suspendierung der bisherigen frz. Verwaltung und ihrer Agenten, die Wiedereinsetzung der Geistlichkeit in ihre Güter und die Abstellung anderer Mißbräuche, sowie die Wiederherstellung der Zivilverwaltung dieser Provinzen nach den vor der Okkupation geltenden Grundsätzen, „dergestalt ... daß in jedem Lande sich nur ein Französischer Commissaire, jedoch ohne Autoritaet und nur der nöthigen Abrechnung halber aufhalten solle“ wird Stein angewiesen, „sofort Vorkehrungen zu treffen, damit die dahin einschlagenden Geschäfte ihrer bisherigen Verwirrung entrissen und zur Beruhigung und zu möglichstem Soulagement ... dasiger getreuer Unterthanen auf die gehörige Art besorgt [!] werde.“

Zu diesem Zweck soll im besetzten Teil Cleves eine Kammer-Deputation nach den

Vorschlägen Steins gebildet, in Mörs die Geschäfte von einem Kammer-Sekretär wahrgenommen und in Geldern durch die Mitglieder des Landes-Administrationskollegiums und zwei namentlich genannte Kriegs- und Domänenräte besorgt werden. Stein wird angewiesen, die Erhebung der Landesrevenue und die Verwaltung der Geschäfte des Kamerdienstes sofort wieder in Gang zu bringen und es wird ihm anheim gestellt, sich erforderlichenfalls nach Wesel zu begeben. Die cleve. Deputation erhält Auftrag, sich „ohne den mindesten Aufschub“ nach Cleve zu verfügen¹.

¹ Sie nahm ihre Tätigkeit bereits am 21. März 1797 auf, doch durfte sie nicht als „königliche“ Behörde amtieren, da die „Obergewalt der französischen Republik“ auch von Hoche ausdrücklich festgehalten wurde. Die in der Sache liegenden Unklarheiten mußten schnell zu neuen Konflikten führen, in denen die tatsächlichen Machtverhältnisse alsbald wieder deutlich zutage traten. S. unten Nr. 410, sowie Steffens a. a. O. S. 434 ff.

407. Immediat-Bericht Steins „in Betreff der veränderten Landesverwaltung der Provinzen jenseits des Rheins“ Minden, 10. April 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3369. Konzept. Kanzleihand. – Wörtlich übereinstimmend die Ausfertigung ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. 1. – Erstdruck I. S. 268 f. Nach der Ausfertigung. – Hier nach dem Konzept.

Bildung der Verwaltungsdeputation für das linksrheinische Cleve und Geldern. Erste günstige Auswirkungen ihrer Tätigkeit. Französische Durchmärsche in Richtung auf Ehrenbreitstein und Mainz.

[...] Ew. Königl. Majestät Befehl zu Folge werde ich nicht verfehlen, bey der ersten Veranlassung, welche mir die Deputation oder die Natur des Geschäfts geben wird, selbst nach Wesel abzugehen. Ich bemerke nur, daß, da der General Hoche bereits von der Organisation der Deputation unterrichtet ist, alle schriftliche Verhandlungen mit ihm durch diese gehen können. Sollten mündliche Conferenzen und persönliche Absendungen erforderlich seyn, so wird sich diesen der Krieges und Domänen Rath Sack mit dem Regierung Secretär Böhme unterziehen können.

Nach einer Relation des ersteren vom 4. d. M. äußern sich jetzt schon wohlthätige Folgen von der bewürkten Veränderung in der Civil Administration, auch zeigt sich das Französische General Commando geneigt, alle Hindernisse, die sich der Wirksamkeit ihrer Verfügungen entgegenstellen, aus dem Wege zu räumen. – Alle Acten und Nachrichten von der bisherigen Administration und den bureaux des domaines sind der Deputation bereits überliefert worden, wobey sie der General Matthieu¹ durch executive Verfügungen unterstützt hat².

Durch einen unvermuteten Befehl des General Hoche zur Truppen Versammlung in der Gegend von Meurs und Geldern sind in dem letzten Zeitraum von 14 Tagen häufige Bewegungen und Durchmärsche veranlaßt worden³.

Die große Eilfertigkeit hat dem Französischen Krieges Commissair die An-

schaffung der erforderlichen Fourage unmöglich gemacht, weshalb solche auf ergangene Requisition und zur Vermeidung einer gewaltsamen Fouragierung durch die Deputation besorgt worden ist. Die dermaligen Kosten belaufen sich auf 4000 rth., welche nun entweder auf die Domainen Gefälle angewiesen oder von der Contribution abgezogen werden.

Bey der vorigen Einrichtung würde ohne Hoffnung des Ersatzes ein vierfacher Aufwand erforderlich gewesen seyn. Es wird jetzt eine vollständige Liquidation angefertigt, welche der Krieges Commissaire zu attestiren versprochen hat.

Am 2. d. M. hat sich der Ueberrest des Hauptquartiers von Cleve entfernt, und nach der Versicherung des General Matthieu ist vor der Hand keine weitere Einquartirung zu erwarten. Die Bestimmung der Expedition geht nach allen Nachrichten gegen Ehrenbreitstein und Maynz [...].

Französische Verwaltungsorganisation jenseits des Rheins.

Ich werde meiner Seits nichts versäumen, um den guten Erfolg der jetzigen Einrichtung zu unterstützen.

¹ David Marie Joseph Mathieu de la Redorte (1768–1833), Generalstabsoffizier bei der Sambre- und Maas-Armee. Er zeichnete sich unter Napoleon in Italien und später in Spanien aus, wo er den ganzen Krieg von 1809–1814 mitmachte.

² Es sollte sich sehr schnell zeigen, wie wenig berechtigt Steins Optimismus war. Vgl. Steffens a. a. O. S. 435.

³ Es handelt sich um den Aufmarsch zu der kurzen, schon am ersten Tag durch die politischen Ereignisse überholten Frühjahrsoffensive, die Hoche am 18. April, dem Tag der Unterzeichnung des Vorfriedens von Leoben, vom Mittelrhein her begann, während Moreau bei Straßburg über den Rhein ging.

408. Stein an die clevesche Kammer-Deputation Minden, 23. April 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3369. Konzept. Eigenh. – Ausfertigung ebd. Maas-Rhein. Nr. 2677. – Nach dem Konzept.

Lobt Haltung und bisherige Tätigkeit der Kammerdeputation, die politische und moralische Bedeutung ihrer Stellung und ihres Auftretens, insbesondere gegenüber den französischen Autoritäten.

Das sehr geehrte Schreiben Ew. Hochwohlgebohrnen d. 18. und 21. April a. c.¹ beweist, mit welcher Einsicht und Berufstreue Sie sich denen ihnen anvertrauten Geschäften zu unterziehen und den mannichfaltigen Bemühungen der Selbst- und Habsucht zu widerstehen bestreben. Je verwickelter und schwieriger die Verhältnisse sind, worunter Ew. Hochwohlgebohrnen zu handeln genöthigt, um so viel größer sind die Ansprüche, welche Sie sich auf die Dankbarkeit gutgesinnter Eingesessenen erwerben und der Zweck, sehr vieles Böse zu verhindern, dem Eigennutz Gränzen zu setzen und das Betragen zweideutiger Menschen zu beobachten, wird nimmer erreicht, wenn gleich nicht alles Gute bewürkt wird, was unter vorteilhafteren Um-

ständen gedeihen könnte. Es ist zu erwarten, daß der commandirende General nicht jetzt bereits mit sich selbst in Widerspruch geraten, sondern denen Anträgen des H. Geheimen Sekretär Boehme Gehör geben, daß er sowohl als die Französische Agenten alle Extremitäten wenigstens vor das erste vermeiden, und daß daher ein festes² und consequentes Benehmen fernerhin nicht allein den Gesetzen und Pflichten, sondern auch denen der Klugheit angemessen seyn wird. Der Inhalt des Schreibens Ew. Hochwohlgebornen an General Hoche³ ist eine Sprache, die entweder Gehör erzwingt, oder Versatilitaet und List sich zu demasquieren nöthigt, und der Schritt dieser Sendung ist sehr zweckmäßig und in jedem Fall von gutem Erfolg.

¹ Bei den Akten Kleve Kammer. Nr. 3369.

² „stütes“ in der Ausfertigung.

³ Vom 17. April 1794, in dem die Kammer den Verkehr mit ihrem ehemaligen Kassierer Vincke, der als Steuereinnnehmer in franz. Dienste getreten war, ablehnte.

409. Stein an Heinitz

Minden, 6. Mai 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3369. Konzept. Eigenh. – Ausfertigung ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin, jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. 2.

Mitteilung seines Schreibens an die clevesche Kammer-Deputation vom gleichen Tage unter Hinweis auf das dem General Hoche zu unterbreitende Zahlungsangebot. „Sollte dies aber nicht reüssiren, so wird es besser seyn, daß die königliche Beamte ihre Stellen bey der ersten näheren Veranlassung niederlegen und eine Lage, worin sie nur als Werkzeuge zur Befriedigung der Habsucht Französischer Generalpächter und ihrer Associés [dienen sollen], verlassen.“

410. Stein an die clevesche Kammer-Deputation

Minden, 8. Mai 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Maas-Rhein. Nr. 2677. Ausfertigung. – Abschrift ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin, jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. 2. – Hier nach der Ausfertigung. – Regest früher I. S. 269.

Enttäuschung Steins über das Verhalten des Generals Hoche und seine Unterstützung weiterer auf die Aussaugung des besetzten Cleve berechneter Maßnahmen. Es wird vorgeschlagen, eine monatliche Zahlung von 40 bis 50 000 Livres anzubieten, um auf diese Weise weiteren Erpressungen zuvorzukommen, im Falle des Mißerfolgs dieser Aktion und weiterer Gewalttätigkeiten Deputation und Landes-Administrationskollegium auseinandergehen zu lassen.

Aus Ew. Hochwohlgebornen sehr verehrlichen Schreiben habe ich den Gang, welchen die Französische Commission Intermédiaire¹ beobachtet, um ihren Generalpächter² zu unterstützen, ihm die Erhebung der öffentlichen Abgaben zuzuwenden und sie der Preußischen Landesverwaltung zu entziehen, ersehen. Das Reglement des General Hoche d. 28. Ventose a. c. art. 3 et 4³ [. . .] beweisen hinlänglich, daß man der Preußischen Landesverwal-

tung die Edition aller auf die öffentliche Abgaben Bezug habende Nachrichten und die Vertheilung derselben zur Pflicht machen und sie zu Werkzeugen der Französischen Finanzoperation machen will. Die in dem Bericht des H. Boehme enthaltene Aeußerungen stimmen hiermit vollkommen, und werden alle Reclamationen vergeblich seyn, wenn man nicht mit dem Durbach oder dem General Hoche ein Abkommen zu finden sucht. Ich halte es daher für rathsam, den H. Major v. Loë⁴ und H. Boehme zur Unternehmung einer solchen Reise nach Bonn oder in das Hauptquartier zu veranlassen und hier zu versuchen, ob nicht eine Unterhandlung anzufangen und ein Abkommen über eine monatlich zu zahlende, allenfalls 40 bis 50 000 Livres ausmachende Summe zu schließen.

Sollte dieser Schritt vergeblich seyn, so bleibt nichts übrig, als bei erneuerten ähnlichen Gewaltthätigkeiten wie der Quatrevaux⁵ gegen das Geldrische Administrations Collegium vorgenommen, als daß die Deputation und das Administrations Collegium mit Uebersendung eines die Bewegungsgründe zu diesem Schritt enthaltenden an die Commission Intermédiaire und den General Hoche abzusendenden Mémoires auseinandergehe.

Den Inhalt des gegenwärtigen Schreibens habe ich unter heutigem Dato p. Estafette des Wirkl. Geh. Staatsministers Freiherrn v. Heinitz Excellenz zugesandt⁶.

¹ Die von Hoche bei Übernahme der Zivilverwaltung gebildete oberste Regierungsbehörde. Vgl. Steffens a. a. O. S. 435.

² Den Generalregisseur und Receveur Durbach, der zugleich als Generalverwalter der Domänen die Steuern und Abgaben in den eroberten Gebieten im Auftrag der Intermediär-Kommission zur Verpachtung ausschrieb.

³ Folgt der Text der angezogenen Artikel. Abschrift des Reglements bei den Akten Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 1324.

⁴ Der Major B. Frh. von der Loë-Imstenradt auf Wissen war als Vertreter der geldernschen Stände Mitglied der Landeskommission und überhaupt einer der führenden Männer im Kampfe gegen die Fremdherrschaft. S. Steffens a. a. O. S. 432, Anm. 69. – Über Bö h m e s. oben S. 443, Anm. 1.

⁵ Generaleinnehmer des geldernschen Arrondissements.

⁶ Heinitz erwiderte darauf am 12. Mai im allgemeinen zustimmend, erhöhte sogar das dem General Hoche anzubietende monatliche „Aversum“ auf 50 bis 70 000 L., sprach sich jedoch entschieden dagegen aus, „daß die Mitglieder der Deputation, wenn dieser Versuch wegen Schließung einer Convention mißglückte, ihre Stellen niederlegen müßten“. Er habe sie im Gegenteil aufgefordert, ihren Posten nicht zu verlassen, indem sie selbst dann, wenn sie auf die „bloße Abgabe von Renseignements und Nachrichten von den Französischen Commissarien eingeschränkt werden sollten, doch immer manches Gute stiften und manches Übel würden abwenden können“. (Heinitz an Stein, Berlin 12. Mai 1797. Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3369.)

Die den Franzosen zu zahlende Pauschale wurde schließlich durch Konvention vom 7. Juni 1797 den Forderungen Hoches entsprechend auf monatlich 80 000 Livres festgesetzt. Dafür sollten die alten Gesetze und Steuern wieder in Kraft treten und durch die Landesdeputation (s. oben S. 447, Anm. 3) aufgebracht werden. Vgl. auch Nr. 407, sowie Steffens a. a. O. S. 438 ff. – Auch diese Regelung war nur von kurzer Dauer, da das Jahr 1797 mit der Auswirkung der napoleonischen Siege in Italien, dem Staatsstreich vom 4. September und

dem Frieden von Campo Formio im Oktober eine völlige Veränderung der politischen Lage brachte. Im Dezember 1797 und Januar 1798 wurde es jedem klar, daß Preußen das linke Rheinufer aufgegeben hatte. Mitte Januar wurde die Besitzergreifung des Landes von den Franzosen in aller Form verkündet und die alten Landesgewalten aufgelöst, die preuß. Gebiete zum Departement de la Roer geschlagen. Am 14. Februar erklärte die preuß. Vertretung in Rastatt die Zustimmung des Königs zur Abtretung des linken Rheinufers. – Ein letzter Lichtstrahl für die schwer betroffene und so tapfer gegen ihr Schicksal ankämpfende Bevölkerung war es gewesen, daß Heinitz und Stein auf einer gemeinsamen Dienstreise im Sommer 1797 von Wesel aus noch einmal mit der cleveschen Kammer-Deputation die Leiden und Sorgen der linksrhein. Teile der Provinz und ihrer Bevölkerung besprochen hatten. – Vgl. Steffens a. a. O. S. 440 ff.

411. Stein an den Rendanten Houben und andere Minden, 11. Mai 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3369. Konzept. Eigenh.

Warnung an verschiedene Kassenbeamte vor jeder Art von Gelderhebung und Kassensführung für Rechnung der französischen Administration. Strafandrohung.

Dem [...] gebe ich hiedurch auf, sich jeder Art von Geld Erhebung und Cassensführung für Rechnung der Französischen Administration¹ zu enthalten, und es wird derselbe, wenn er diese ihm gegebene Vorschrift zu befolgen unterläßt, sowohl zum Ersatz des für den hiedurch denen Einzelnen oder dem Ganzen verursachten Schadens verbindlich, als auch denen im § 377, 357, Pars II, Tit. 20 des L. R. gegen untreue Beamte gesetzten Strafen zu seiner Zeit nicht entgehen.

¹ Ursprünglich: „General Pächter“.

412. Stein an Heinitz

Minden, 11. Mai 1797

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3369. Konzept. Eigenh.

Verlangt die Verhaftung des ehemaligen Kassierers Vincke wegen Hochverrats.

Veranlaßt durch den mir vom H. G. R. v. Goldbeck mitgetheilten Bericht dd. ...¹, so er an ein hohes General Directorium abgestattet, habe ich anliegende Warnung an den Lomm und Houben erlassen².

Die Handlungen des Cassiers Vincke sind nach § 141, Tit. XX. P. II des Land Rechts würclicher Hochverrath, indem er zum Schaden des Landesherrn und des Staats einer fremden Macht Staats Geheimnisse mittels Uebergabung des Etats geoffenbart und dieses Verbrechen mit dem in § 423 Tit. XX. P. II beschriebenen Cassen Verbrechen verbunden.

Es wird daher, da es zu befürchten ist, daß er sich entfernen werde, die Cammer Deputation anzuweisen und der Commandant zu Wesel zu requiriren seyn, sobald es nach den Umständen geschehen kann, für seine Verhaftung und seine Transportirung nach Wesel zu sorgen.

¹ Lücke im Text.

² S. das vorhergehende Stück.

413. Denkschrift Steins „Ueber die Fixation der ohnbestimmten Gefälle der guthsherrlichen Eigenbehörigen“¹⁴ Minden, 1. Juni² 1797

Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Domänenkammer Minden. V. Nr. 25. Reinschrift (Überschrift eigenh.). – Abschrift ebd. Nr. 54. – Erstdruck I. S. 269 ff.

Überblick über den bisherigen Gang der Fixationsverhandlungen. Die Forderungen der Grundherren. Volkswirtschaftliche Begründung der Reform (nach einer Denkschrift Schraders vom Jahre 1793). Weitergehende Reformbestrebungen. Stein schlägt weitere Ermittlungen und die Zuziehung Schraders als Defensor der Eigenbehörigen vor. Befürwortet die Verleihung des uneingeschränkten Eigentums.

Das Dom Capitul meldet sich ao. 1751 um die Fixation und schlägt 1772 ein Fixations Principium vor.

Die Fixation der unbestimmten Gefälle der guthsherrlichen Eigenbehörigen ist bereits seit 1752 ein Gegenstand der Aufmerksamkeit und der Bemühungen des Hochlöbl. Kriegs und Dom. Kammer Collegii, und sie wurde zuerst durch einen darauf gerichteten Antrag des Dom Capituls vom 21ten December 1751 in Anregung gebracht.

Erst im Jahre 1772, d. 22. Juni, brachte das Dom Capitul zum Fixationsgrundsatz in Vorschlag

1) bei dem Sterbfall und dem Weinkauf die Ueberlassung der Hälfte des durch einen Wirtschaftsanschlag ausgemittelten reinen Ertrags der eigenbehörigen Stette an den Gutsherrn,

2) bei dem Freikauf

10 pCt. des Brautschatzes im Fall diese 5 rth. ausmachen, sind sie aber geringer, überhaupt 5 rth.,

3) die Bezahlung des Fixationsquanti in Roggen,

4) Ueberlassung der Jurisdiktion über die Eigenbehörige.

Die Sache wurde von den Ravensbergschen Eigenbehörigen ununterbrochen betrieben, ohnerachtet die Stände sie abzulehnen suchten, bis ao. 1782 der H. Groß Canzler v. Carmer sie bei seiner Anwesenheit wieder in Anregung brachte und das General Directorium veranlaßte, die Entwerfung eines Fixationsplans zu verordnen.

Die Fixation soll durch ein gütliches Uebereinkommen zwischen Gutsherrn und Eigenbehörigen erfolgen ao. 1782.

Die Stände selbst erbaten sich in einer bei des Königs Majestät eingereichten Vorstellung d. d. 8ten Mai 1783 den Herrn Groß Canzler zum Chef der Einrichtungs Commission.

Bei der Leitung des Geschäfts nahm man zum Grundsatz an in der commissarischen Instruction d. d. 2ten Febr. 1784,

daß es iura singulorum betreffe, die Fixation also durch ein gütliches Uebereinkommen zwischen Gutsherrn und Eigenbehörigen erfolgen müsse.

Das Fixations Principium ist Gegenstand der Gesetzgebung.

Die Eigenbehörige wandten sich wiederholt mit einer Vorstellung an des Königs Majestät ao. 1793, und nunmehr sah das Finanzdepartement die Fixation als einen Gegenstand der Gesetzgebung [an] und verordnete p. Rescript d. d. Berlin, d. 5. Februar 1793, daß, da die unbestimmte Eigenthumsgefälle der gegenwärtigen Verfassung nicht mehr angemessen und wegen der bei der Erhebung unvermeidlichen Willkühr dem Erwerbfeiß hinderlich, so soll bei des Königs Majestät dahin angetragen [werden], daß landesherrlich festgesetzt werde:

„wie die Fixation erfolgen solle auf eine Art, welche den Gutsherrn für die bisherige Nutzung entschädige und die Eigenbehörige in Stand erhalte.“ Die Fixation müsse hauptsächlich Sterbfälle, Weinkäufe, Freibriefe betreffen und nach den Sätzen, die ao. 1723 geschehen, mit einer billigen Erhöhung ausgeführt werden. Zugleich wurde die Schradersche Abhandlung³ über diesen Gegenstand den Landes Collegien mitgeteilt.

Die Regierung brachte in ihrem Bericht d. d. 8ten April 1794 verschiedene Fixationsgrundsätze in Anregung, entweder die Erhöhung der gewissen gutsherrlichen Gefälle um 25 pCt. oder eine 30 jährige Fraktion oder einen Anschlag, verwarf sie alle und hielt eine Fixation für überflüssig, weil man in iudicando bei Freibriefen 10 pCt. des Brautschatzes annahm, die Eigenthumsordnung ao. 1741, Cap. II, § 4 bei Weinkäufen ein Jahr gutsherrliche Praestation und bei kleinen Leuten 5 rtl. annehme, und bei Sterbefällen müsse man das Hofgewehr, alle nothwendige und nützliche Schulden und die rückständige Brautschätze abziehen.

Das Justizministerium erklärte in seinem Schreiben an das General Directorium d. d. Berlin, d. 14ten Juni 1794, es müsse nicht mit einzelnen Gutsherrn unterhandelt, sondern den Ständen ihr Gutachten abgefordert werden und ihnen die Wahl vorgeschlagen, die Fixation entweder nach dem Verhältnis der ordinären gutsherrlichen Gefälle oder nach dem auf die königl. Eigenbehörigen angewandten Grundsatz anzunehmen.

Die Meinung des General Directorii in dem Schreiben d. d. 29. Juli 1794 war, daß bei Freibriefen 10 pCt. vom Brautschatz, bei Weinkäufen und Sterbfällen 25 pCt. über den Satz der königl. Eigenbehörigen angenommen werden möchte.

In der mit den Ständen d. 18ten November 1795 abgehaltenen Conferenz wurde das bereits ao. 1772 von dem Dom Capitul vorgeschlagene Fixations Principium und der Antrag auf Erteilung von Jurisdiktion über die Eigenbehörige an die Gutsherrn wiederholt.

Dieses wäre die Erzählung des Ganges, welchen das Geschäft der Fixation der gutsherrlichen Eigenbehörigen befolgt hat, es bliebe nun noch übrig die Darstellung der Gründe, womit die Verteidiger dieser Veränderung sie unterstützen und einige Bemerkungen über die Anträge der Stände und die fernere Behandlung des Geschäfts und eines damit in Verbindung stehenden Gegenstandes, dem der Allodification der königl. Eigenbehörigen.

Diese Gründe sind am ausführlichsten enthalten in einer Abhandlung des Justizmannes Schrader:

„Ueber das Verhältniß der Eigenbehörigkeit gegen Landes Regierung und Gutsherrn etc. 1793“

und sind theils historisch, theils rechtlich und staatswirtschaftlich – zu Gewährsmännern der ersteren führt er Möser's Osnabrückische Geschichte und Kindlingers⁴ Beiträge zur Geschichte Deutschlands III. Theil und dessen Geschichte der Grafen an.

Der Zustand der Bauern in Westphalen vor Carl dem Großen war der eines freien Besitzers seines Eigenthums (§ 1), und diesen ließ Carl unverändert (§ 2). Nach Carl M. trat an die Stelle des Schutzes des Reichsoberhauptes der der Bischöfe, Grafen und großen Gutsbesitzer (§ 3), und diese Schutzherrschaft verwandelte sich in Eigenbehörigkeit (§ 5).

Die eigenbehörige Güter sind nicht Gaben des Gutsherrn, da der größte Theil Westphalens aus ihnen besteht, die einem Gutsherrn gehörige Höfe zerstreut liegen, der Gutsherr nicht Gerichtsherr ist und kein Verhältniß zwischen der Größe des eigenbehörigen Guts und den darauf haftenden Lasten ist (§ 7). Die das Eigenthum betreffende Observanz[en] sind erst im XVII. Saeculum zusammen getragen.

Der Eigenbehörige hat auf das Gut ein Erbrecht, disponirt während seiner Lebenszeit frei über dessen Ertrag und seinen Erwerb (§ 11).

Der römische Sklav war Sache, der Eigenbehörige ist ein Unterthan des Staats, der von diesem Recht und Schutz erhält und dagegen die öffentliche Lasten trägt (§ 15).

Der Sterbfall ist allmählich auf die Hälfte der Mobilien Nachlassenschaft, im Münsterschen nach Abzug der Schulden, ausgedehnt (§ 16) und ist im Minden Ravensbergischen nach der gegenwärtigen Verfassung die Hälfte des Hausraths, Hofgewehrs, baaren Geldes, vorräthigen Getreides ohne Abzug der nothwendigen und nützlichen Schulden (§ 17).

Die Folgen der Erhebung des Sterbfalls und Weinkaufs sind

- a) die periodische Unterbrechung der Bewirthschaftung eines Guts und dessen Entblößung vom Inventario und dem zum Betrieb der Oekonomie erforderlichen Verlag Capital (§ 20);
- b) die daraus entstehende Vorteile des Gutsherrn stehen nicht im Verhältniß mit den Nachtheilen der Bauern (§ 21);
- c) sie machen den Zustand des Eigenbehörigen ungewiß und ersticken den Erwerbsfleiß, in dem sie den Genuß des Ertrages dem Erwerbenden entziehen (§ 22);
- d) sie würken den Unterthan[en] Verhältnissen des Eigenbehörigen entgegen und machen ihn unfähig, die Lasten des Staates zu tragen, und insolvent gegen Privatgläubiger und Miterben (§ 23);
- e) durch die Dingung des Sterbfalles werden diese nachtheilige Folgen nicht vermieden (§ 24).

Die Verwandlung der gutsherrlichen ungewissen Gefälle in eine jährliche Rente hebt

- a) alle diese schädliche Folgen für den Eigenbehörigen (§ 25),
- b) sichert die Einnahme des Gutsherrn (§ 26),
- c) erhält die Zahlungsfähigkeit des steuerpflichtigen Unterthan und den Privatcredit (§ 28).

Das Fixations Principium muß mäßig und einfach sein, die Ausmittlung des Ertrags durch Anschläge nach der freien Heuer giebt falsche Resultate, nach oeconomischen Grundsätzen ist zu verwickelt (§ 32. 33).

Das Surrogat muß in Gelde gegeben werden (§ 35) und muß sich allein nach der Größe des Guts, nicht nach der Güte richten, weil die Ausmittlung der letztern äußerst schwierig und der Ertrag des Guts hauptsächlich von der Industrie abhängt (§ 37).

Das Fixations Principium, so am angemessensten wäre, ist das anno 1773 bei köngl. Eigenbehörigen angewandte, jedoch mit einer verhältnißmäßigen Erhöhung.

Herr Justizamtman Schrader geht in seiner mir übergebenen Abhandlung über Einführung der Fixation noch einige Schritte weiter und schlägt die Allodification der gutsherrlichen Eigenbehörigen sowohl als die der königlichen aus folgenden Gründen vor:

Das gutsherrliche Obereigenthum setzt das ganze damit belegte Grundeigenthum aus dem gesellschaftlichen Handelsverkehr, benimmt ihm

- 1) die Fähigkeit, dingliche Sicherheit zu geben,
- 2) nutzbar für den Eigenthümer und für den Staat veräußert zu werden,
- 3) verhindert neue Ansiedelungen,
- 4) beschränkt die wohlthätige Folgen der Gemeinheitstheilungen.

Die aus dem Obereigenthum entstehende Emanie der köngl. Cassen ist ohnbeträchtlich und kann gedeckt werden – und das freie Verkehr würde die Vertragshandlungen vervielfältigen und auch die Einnahme des Beamten an Gebühren.

Die dem Gutsherrn für den Verlust seiner Eigenthumsrechte zu ertheilende Entschädigung kann erlegt werden entweder in der Form einer Rente, die einem gewissen Teil der Contribution gleichgesetzt wird, oder in der Form eines Loskaufs Capitals.

Es bleibt dem Eigenbehörigen überlassen, überhaupt auf Fixation anzutragen oder unter den beiden angezeigten Arten zu wählen.

Für den so abgeänderten Zustand der Bauern entwirft H. Schrader eine Meyerordnung, bei der die Hauptideen zum Grunde liegen:

- Einräumung freien Eigenthums,
- Beförderung des Privat Credits,
- des Abbaues großer Stetten der Ansiedlung und
- Einschränkung der Abfindung des Nichtanerben, auf billige, die Stette conservirende Sätze.

In der anliegenden Abhandlung hält H. Justizrat Brune⁵ die Allodification der eigenbehörigen Stetten für nothwendig und bei königl. Eigenbehörigen für leicht.

Aus dem hier Vorgetragenen lassen sich folgende Resultate ziehen:

- 1) Landes Collegien und Stände sind über die Schädlichkeit der ohnbestimmten Eigenthumsgefälle und die Nützlichkeit ihrer Fixation einig.
- 2) Die Aufhebung der ersteren und die Einführung der letzteren ist von einem hohen General Directorio und dem Justizdepartement verordnet.
- 3) Stände sollen darüber gehört werden, als über einen Gegenstand der Gesetzgebung, nicht aber über iura singulorum, bei welchen nur eine gütliche Uebereinkunft Statt findet.

In einer Conferenz de 18. November⁶ 1795 sind Stände gehört und haben die vorgeschlagene Fixations Principia verworfen und ein anderes in Antrag gebracht, nämlich die

Ausmittlung des reinen Ertrages der Stette durch wirtschaftliche Anschläge und Ueberlassung der Hälfte dieses reinen Ertrags an den Gutsherrn als Aequivalent für Sterbfall und Weinkauf.

Dieses vorgeschlagene Fixations Principium giebt aber den gutsherrlichen Rechten eine größere Ausdehnung, als sie bisher gehabt haben und ist in der Ausführung weitläufig, verwickelt und kostbar.

Es ist in die Augen fallend, daß in der Regel die Hälfte des jährlichen reinen Ertrags einer Stette und der dem Eigenbehörigen hiervon auf ewig entzogene Genuß bei weitem die Hälfte seines bei dem Todesfall vorhandenen beweglichen Vermögens übersteigt, daß er aus der Hälfte jenes reinen Ertrags, welchen der Gutsherr sich zueignen will, seine Bedürfnisse des Wohllebens oder der Nothwendigkeit befriedigt, sein Haus baut oder verschönert, seine Pferde anschafft, Grundstücke ankauft oder verbessert u. s. w.

Die Stände nehmen ganz willkürlich an, daß die zufällige Gefälle gerade die Hälfte des reinen Ertrags der Stette ausmachen, und alle Anschläge sind vergeblich, da das Verhältnis der ohnbestimmten Gefälle zu irgend einem bekannten Maaßstab nicht ausgemittelt werden kann, aus dem sehr natürlichen Grunde,

weil es ohnbestimmte Gefälle sind.

Es kann also kein anderer angenommen werden als ein willkürlicher, und da scheint der von der Contribution noch der Sache am angemessensten, da er in Verhältnis mit der Größe und Güte der Stetten steht, ihn auch bereits ao. . . .⁷ die Ravensbergsche Ritterschaft in Vorschlag gebracht hat. Das von dem p. Schrader angetragene Aequivalent für Sterbfall, Weinkauf und Freikauf wäre $2^{14/16}$ des Contributionsmonats oder fast 3 Contributionsmonate.

Nimmt man nun an, daß die Hälfte der auf dem platten Lande wohnenden Steuerpflichtigen Privateigenbehörige wären, so machte dieses eine jähr-

liche Rente von 15 000 rth. aus, so man den Gutsherrn anböte zur Entschädigung.

Um der Sache jedoch näher zu treten, halte ich für rathsam,

1) eine Designation sämtlicher gutsherrlichen Eigenbehörigen mit Bemerkung der auf der Stette haftenden gutsherrlichen Lasten und Contribution anfertigen zu lassen,

2) dem p. Schrader als Defensor der gutsherrlichen Eigenbehörigen das Conferenz Protokoll d. d. 18. November 1795⁸ zur Beantwortung mitzutheilen,

3) das Sentiment einiger vernünftiger und geschickter Beamte, namentlich des Justizrath Brune, v. Sobbe⁹, Amtmann Meinders¹⁰ und Becker¹¹ und Schindler¹² über die von dem H. Schrader eingereichte Fixations- und Meyerordnung und die Möglichkeit, die Annahme der darin angenommenen Fixationssätze von den Eigenbehörigen zu erwarten – zu fordern und zwar so, daß jeder sein Sentiment entwerfe, sie sich in einer gemeinschaftlichen Conferenz darüber vereinigen und die Verhandlungen mit dem 1. August einreichen.

Was nun die Allodification der königl. Eigenbehörigen betrifft, so scheint sie mir augenscheinlich nützlich und in der Ausführung leicht.

Uebereinstimmend mit der Erfahrung und der Meinung aller Schriftsteller ist der Satz, daß der Zustand des Landmannes, der ihm persönliche Freiheit und Eigenthum sichert, am zuträglichsten ist für sein individuelles Glück und für die möglichste Beförderung seines Erwerbfließes.

Krünitz, . . .¹³ Bauer, pag. 770, neueste Ausgabe,

Pfeiffer, Allgemeine Polizeywissenschaft, Th. I, pag. 143¹⁴,

Oeder, Bedenken und Zusätze über die Frage: Wie dem Bauer Freiheit und Eigenthum zu verschaffen? 1772¹⁵,

Garve, Über den Zustand der Bauern¹⁶.

Es ist ausgemacht, daß durch die Allodification der Credit des Bauernstands gesichert, eine Menge weitläufiger Formalitäten bei Consensgesuchen usw. aufgehoben, der Abbau großer Stetten begünstigt und ein großes todtes liegendes Capital von Grundeigenthum in Circulation gebracht wird.

Nothwendig muß sowohl die Domänenkasse als die Sportulkkasse durch ein Aequivalent, welches durch Extrakte aus den Rechnungen auszumitteln ist, sicher gestellt werden. Für die so allodificirte königl. Eigenbehörige könnte die Meyerordnung gleich in Anwendung gebracht werden.

¹ Zur Geschichte der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse in Westfalen vgl. den Beitrag von H. Schotte, Die rechtliche und wirtschaftliche Entwicklung des westf. Bauernstandes bis zum Jahre 1815, in dem von Engelbert Frh. v. Kerckerinck zur Borg herausgeg. Sammelwerk „Beiträge zur Gesch. d. westf. Bauernstandes“ (Berlin 1912), und die dort einleitend genannte reichhaltige Spezialliteratur. S. außerdem Lehmann, Stein I. S. 203 ff. u. Ritter, Stein I. S. 111 ff.

² Lehmann datiert 1. Juli 1797. Es liegt auch eine von diesem Tag datierte Abschrift des Gutachtens vor, aber die hier benutzte, von Stein gezeichnete Ausfertigung trägt das Datum des 1. Juni 1797.

³ Domänenbeamter in Limberg. Die erwähnte Denkschrift befindet sich im Staatsarchiv in Münster. Kriegs- und Domänenkammer Minden. V. 55.

⁴ Nikolaus Kindlinger (1749–1819), kath. Geistlicher, der sich als Archivar und Geschichtsschreiber besonders um die Geschichte Westfalens außerordentliche Verdienste erworben hat und den Stein deshalb auch zeitlebens besonders hochschätzte. Kindlinger beschäftigte sich insbes. auch mit der Geschichte des deutschen Bauerntums. Seine von Stein zitierte „Geschichte der älteren Grafen“ erschien 1793 als 3. Band der „Münsterschen Beyträge zur Geschichte Deutschlands, hauptsächlich Westfalens“.

⁵ Generalpächter und Justizbeamter im Amt Brackwerde.

⁶ Datierung von Steins Hand.

⁷ Lücke in der Vorlage.

⁸ Eigenh. Zusatz Steins.

⁹ Generalpächter und Justizamtmann im Amt Schildesche.

¹⁰ Von Rappards Hand eingesetzt, dafür Schindler gestrichen. – Meinders war Generalpächter und Justizamtmann im Amt Ravensberg. – Die Randbemerkungen Rappards am Schluß der Denkschrift bleiben hier unberücksichtigt.

¹¹ Justizamtmann im Amt Petershagen.

¹² Nicht festgestellt.

¹³ Joh. Georg Krünitz (1728–1796), einer der Begründer der modernen Lexikographie, der außer zahllosen, meist kompilatorischen Schriften die ersten 73 Bände seiner „Öconomisch-technologischen Encyclopädie“ selbst verfaßte. Sie wurden nach seinem Tode bis zum 214. Band (1853) fortgesetzt. Schon zu seinen Lebzeiten wurden 1782 die Bände 1–97 neu aufgelegt. Der von Stein zitierte Artikel „Bauer“ befindet sich im 3. Teil, S. 765–68. Anschließend folgt das Stichwort „Bauern-Güter“.

¹⁴ Joachim Ehrenfried Pfeiffer (1709–1787), „Natürliche aus dem Endzweck der Gesellschaft entstehende allgem. Polizey-Wissenschaft“ (1779 u. 1780). – „Polizey“ ist hier im alten, umfassenden Wortsinne zu verstehen.

¹⁵ Georg Christ. Oeder. – Das von Stein zitierte Buch ist 1771 erschienen.

¹⁶ Christian Garve (s. oben S. 105, Anm. 3): „Über den Charakter der Bauern und ihre Verhältnisse gegen den Gutsherrn und gegen die Regierungen. 3 Vorlesungen in der schles. öcon. Gesellschaft gehalten.“ (Breslau 1786. – Neue verb. Aufl. ebd. 1796).

414. Bericht Steins an das General-Direktorium Berlin, 27. Juli 1797

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Ausfertigung auf Grund des eigenh. Entwurfs Steins vom 27. Juli 1797 am Rande des Protokolls (Abschrift) über die Sitzung der Kammer-Deputation, Cleve, 11. Juli 1797. Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3370.
Auszug früher I. S. 275 mit falscher Datierung (27. Juni). – Vollständig gedr. Steffens a. a. O. S. 463 ff. – Hier wie dort nach dem Konzept.

Die Benachteiligung des platten Landes bei der Festsetzung der Steuern und Kontributionen für das linksrheinische Cleve.

[. . .] Der Zweck der zwischen denen Ständen und dem General Hoche abgeschlossenen Convention¹ ist Sicherstellung des Eigenthums und der Person der Eingesessenen gegen willkürliche Behandlung der Französischen Agenten und Überweisung der Landes Verwaltung und Abgaben Erhebung an einländische Beamte nach dem alten Herkommen und Verfassung.

Es ist daher denen Grund Sätzen der Gerechtigkeit angemessen, daß alle diejenigen, welchen aus der abgeschlossenen Convention ein Vortheil erwachsen, auch Theil an der Contribution nehmen.

Man hat zwar den Bewohner der Städte durch die Erlassung $\frac{1}{4}$ der Accise, $\frac{1}{4}$ der Toback Gelder und des Ganzen der Werbe Gelder erleichtert, und ist auch diese Erleichterung der Sache vollkommen angemessen und zu billigen, wobey jedoch noch die Art, wie die Remission [...] zu ertheilen, zu bestimmen übrig bleibt, wo dann die Herabsetzung der Accise vom Gemahl zum Backen und von denen unentbehrlichen Victualien die zweckmäßigste Art zu seyn scheint, den Hülfbedürftigen zu unterstützen.

Auf den Bewohner des platten Landes hat man aber nicht dieselbe Rücksicht genommen, ohnerachtet er auch, ja besonders der Tagelöhner, kleine und Mittelbauer, durch Einquartierung, Fourage Lieferung, Fuhren Stellung, Viehsterben, eingeschränktes Gewerbe, verlohrenes Verdienst bey dem Wasserbau, der Forst Cultur u. s. w. sehr gelitten. Sollte daher auch kein Erlaß nicht an der Contribution wegen der Nothwendigkeit, die Cassen Bedürfnisse zu befriedigen, statt finden [...], so ist es doch gerecht, den Beytrag des platten Landes nicht nach der ganz fehlerhaften Matricular Proportion zu erheben, sondern sie auf die sämtliche Masse der Grund Stücke, Zehenden und Zinsen, Vieh und ländliches Gewerbe zu vertheilen [...].

Das Verfahren der Deputation verdient in jeder [Weise] die vollkommenste Zufriedenheit².

¹ Vgl. oben S. 451, Anm. 6.

² S. Steffens a. a. O. S. 440.

415. Stein an Wallmoden

Minden, 25. Oktober 1797

Niedersächs. Staatsarchiv Hannover. Ha. Des. 91. Joh. Ludw. Graf v. Wallmoden. I. Nr. 2. Eigenh. - Erstdruck VII. S. 342.

Der bevorstehende Regierungswechsel in Preußen als Anlaß zu einer durchgreifenden Erneuerung des Staates unter der Führung des Herzogs von Braunschweig. Stein erklärt sich bereit, in diesem Sinne auf den Herzog einzuwirken, der seinerseits mit „Freimut und Nachdruck“ zu dem jungen König sprechen müsse. „Si on veut opérer quelque chose, il faut une grande réforme de principes et d’hommes, il ne faut point s’embarrasser des clameurs des malveillants et sots.“

Ma lettre du 23 se rapportant au contenu de celle que V. E. m’a fait l’honneur de m’adresser du 22 [?] doit être parvenue à V. E. et lui aura prouvé que je suis pénétré de la nécessité que le Duc se mette à la tête des affaires de la monarchie prussienne. Selon les dernières lettres de Berlin du 21. le Roi se trouve un peu soulagé, on croit qu’il pourra se remettre à l’expédition des affaires courrantes, mais on est sûr qu’il ne se remettra point et que son terme est très prochain¹.

Si j'étais sûr de pouvoir contribuer à engager le Duc à prendre un parti prononcé, à parler avec franchise et vigueur au jeune Roi sur la position politique [de la Prusse] et sur la situation de son intérieure, je me rendrais avec plaisir à Brunswic, et je ferai ce voyage d'ici dans la quinzaine si V. E. suppose qu'il puisse être de la moindre utilité, sur quoi je la prie de vouloir me faire parvenir son opinion.

Si on veut opérer quelque chose, il faut une grande réforme de principes et d'hommes, il ne faut point s'embarasser des clameurs des malveillants et sots², je désire qu'on puisse s'attendre à tout ceci.

¹ Friedrich Wilhelm II. starb am 16. November 1797.

² Vgl. dazu Steins Denkschrift vom April 1806: „Eine gänzliche Umschmelzung der Geschäftsformen, eine Veränderung der Grundsätze erfordert eine Veränderung mit den Persohnen der Verwaltung“ und Steins Denkschrift für Hardenberg vom 12. bis 13. September 1810: „Man . . . handle kräftig, muthig, unerschütterlich gegen das Geschrey der Intriganten . . . , der Egoisten . . . , der Schaafs Köpfe.“

416. Stein an Prinz Louis Ferdinand

Minden, 19. Dezember 1797

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Rep. 92. Pertz H. 59. Abschrift. – Erstdruck I. S. 275 f. – In deutscher Übersetzung (mit Ausnahme des ersten Satzes) bei Pertz, Stein I. S. 166 f.

Der Friede von Campo Formio und die Preisgabe des linken Rheinufers. Bevorstehende Reise Steins nach Hannover. Der Regierungsantritt Friedrich Wilhelms III.

V. A. R. connaît le prix que j'attache à son souvenir et à ses bontés, et elle ne doutera par conséquent point que sa lettre, que Monsieur de Kleist¹ m'a remise, m'a fait un plaisir sensible en me prouvant sa confiance et son intérêt. Nous approchons du dénouement, et la perfidie noire et complète du traité de Campo Formio va être mise en évidence. Les Autrichiens quittent l'Empire, abandonnent les forteresses de Mayence et d'Ehrenbreitstein que les Français cernent pour les occuper². Le Duc, qui est de retour à Brunswic a fait appeler Le Coq, et on assure que le Roi a refusé cathégoriquement aux Français la séquestration de l'Electorat d'Hanovre et l'occupation des bouches du Weser et de l'Elbe.

Les Français exigent la prestation du serment de fidélité de tous les employés sur la rive gauche du Rhin, excepté dans les provinces prussiennes qu'on destine au Hollandais comme dédommagement pour la perte de Maastricht, Venloo et la Flandre hollandaise. Je me propose d'aller le 24 à Hanovre et y rester jusqu'au 2 de janvier, probablement que j'y apprendrai des objets dignes de l'intérêt de V. A. R. et dont je lui demanderai la permission de lui faire part. Le Duc a été extrêmement bien accueilli du Roi qui a eu journellement et habituellement des conférences avec lui. L'administration de tabac est abolie, on ne laissera qu'un impôt temporaire pour faire face aux faux frais occasionnés par cet établissement

éphémère. V. A. R. sait trop bien employer sa solitude, pour qu'on puisse ne point la féliciter de pouvoir s'y vouer pendant cet hiver et se livrer aux études qui doivent la préparer pour les grands événements qui nous attendent. Mr. de Kleist aura l'honneur de lui envoyer un plan du partage qui vient par la voie de Hambourg tel qu'il a été dessiné à Campo [Formio] et auquel je crois un fond de vérité.

¹ Moritz v. Kleist, Oberst im Reg. Prinz Louis Ferdinand (Nr. 20).

² Nach den geheimen Abmachungen des Friedens von Campo Formio sollte Frankreich das linke Rheinufer mit Ausnahme der preußischen Gebiete erhalten, Preußen dadurch von allen rechtsrheinischen Entschädigungen ausgeschlossen werden. Am 1. Dezember erzwang Napoleon auf dem Kongreß von Rastatt eine Konvention, die Österreich verpflichtete, Mainz und Ehrenbreitstein preiszugeben. Mainz fiel Ende Dezember 1797, Ehrenbreitstein im Januar 1798.

417. Stein an Heinitz¹

Minden, 1. Februar 1798

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Mersburg. Rep. 70. Min.-Reg. Litt. V. Nr. 4. – Erstdruck Steffens, Westf. Forsch. VI. (1943–1952), S. 176 f. – Hier um die Nachschrift (1 Satz) gekürzt.

Die Säkularisation in Westfalen. Fordert eine umfassende Annexion westfälischer Gebiete unter dem Gesichtspunkt ihrer inneren Zusammengehörigkeit und der Verteidigung Deutschlands („une province frontière défendant l'intérieur du nord de l'Allemagne“). – Richtlinien für den Aufbau einer einheitlichen Landesverwaltung unter Beibehaltung und Reform der ständischen Verfassung („en les changeant de corps administratifs en corps qui contrôlent les collèges“), mögliche Anknüpfung an das Bestehende („innover, mais point bouleverser“) und Achtung vor der verwaltungsmäßigen, historischen und kulturellen Tradition des Landes. – Legitimiert sich und seine Stellungnahme mit dem Hinweis auf seine langjährigen westfälischen Erfahrungen und der Sorge, „que des idées moins justes ne prennent racine“. – Gerüchte über einen Austausch Bayerns gegen die westfälischen Bistümer zugunsten Österreichs und eine Entschädigung Preußens in Franken. – Abschaffung der Weser-Zölle im Falle einer Beseitigung der Rhein-Zölle. Anregung zur Schaffung eines neuen Postweges von Holland nach Süddeutschland durch Westfalen.

Vermerk von Heinitz: „Ext[rait] d'une lettre de P. P. de Stein à Minden de 1^{er} févr.“
La résolution de s'arrondir en Westphalie étant prise² et les objets d'arrondissement et de dédommagement fixés, les réflexions suivantes se présentent au premier coup d'oeil.

1. On aurait dû ou devrait encore³ comprendre dans les objets d'arrondissement l'Évêché d'Osnabruck et les petits territoires de Corvey⁴, de Rheda, Dortmund, Steinfort, Limburg et Mühlheim sur la Ruhr, dont la séparation politique de la masse consolidée entrave les arrangements de police, de finance et militaires.
2. Les pays réunis excepté Hildesheim, si cet évêché devrait être compris⁵, formant un tout avec les anciennes provinces de la Westphalie, par leur contiguïté géographique, comme elles⁶ sont réciproquement

limitrophes, par leurs rapport de commerce, étant arrosées par les mêmes rivières l'Ems, la Lippe, la Ruhr aboutissent aux grandes limites de la Westphalie le Rhin, le Weser et la Mer du Nord, ayant le même genre d'industrie, l'exploitation de fabriques de fer ou de filerie, par leur position militaire, devant être considérées comme une province frontière défendant l'intérieur du nord de l'Allemagne⁷, par leur constitution étant tous pays d'état, par l'état du paysan, étant affectées dans la presque totalité de la servitude réelle (Eigenthum und Eigenbehörigkeit), tandis que les cultivateurs sur la rive gauche de la Lippe sont ou fermiers ou propriétaires⁸, les provinces réunies, dis-je, formant un tout avec les anciennes provinces westphaliennes, il s'ensuit que leur administration doit être consolidée, réunie et dirigée sur les mêmes principes.

3. Il en suit de plus que l'organisation doit avoir pour but général
 - a) d'assimiler les anciennes et les nouvelles provinces, d'innover l'administration des dernières, de modifier celle des premières afin qu'il en soit formé un tout systématique,
 - b) d'organiser l'administration de police et des finances, la constitution des Etats (Ständische Verfassung) en les changeant de corps administratifs en corps qui contrôlent les collèges⁹ et en abolissant les Chapitres des Eglises Cathédrales, la constitution des biens ecclésiastiques¹⁰.
4. Une suite ultérieure de la liaison, qui existe entre les anciennes et les nouvelles provinces de la Westphalie, est
 - a) que l'administration générale continuera à appartenir au Département Provincial de la Westphalie,
 - b) que l'administration directe pourra être partagée entre les Chambres existantes, savoir le Duché de Westphalie, les pays réunis sur la rive gauche de la Lippe et le reste du Duché de Clèves serait confié à la Chambre de Hamm, tous ces pays étant dans une liaison exacte, géographique, commerciale, industrielle et constitutionnelle, le Ober-Stift de Münster, Lingen et Tecklenburg à la Chambre de Clèves placée à Münster, le Niederstift à la Chambre d'Aurich. L'Evêché de Paderborn étant trop éloigné de Hamm ou Münster exigera des arrangements particuliers¹¹. Quant à Hildesheim, on pourrait confier l'administration à la Chambre de Halberstadt et transplanter cette dernière au premier endroit¹².
5. Les provinces réunies ayant une administration imparfaite, mais pas absolument vicieuse, la masse des habitants se trouvant dans un état de civilisation et de richesse, égal à celui des habitants des anciennes provinces de la Westphalie, les fonctionnaires publi-

ques étant en partie des gens probes, instruits, aisés, il s'en suit qu'il faudra innover, mais point bouleverser, et choisir et amalgamer, mais point chasser tout et remplacer tout¹³.

J'ai cru devoir faire part de ces réflexions à Votre Excellence, car ayant habité la Westphalie depuis quatorze ans, l'expérience me donne quelque droit de former sur ce pays une opinion et de l'énoncer tout de suite pour prévenir que des idées moins justes ne prennent racine avant qu'on s'en doute.

Des lettres de Rastatt que circulent ici assurent que les Evêchés de Westphalie seront donnés à l'Electeur Palatin comme un dédommagement pour la Bavière qui sera occupée par les Autrichiens¹⁴ – que la Prusse aurait Würzburg et le pays d'Eichstädt, ce qui serait un faible dédommagement et une possession aussi exposée aux entreprises des Français depuis Mayence que des Autrichiens depuis Egra.

Il faut encore observer que si les péages sur le Rhin seront abolis¹⁵, qu'il faudra également alors abolir ceux du Weser comme sans cela cette rivière perdra tout le commerce que fait Bremen avec l'Allemagne supérieure et qu'il faudra percer une route depuis Rinteln jusqu'à Cassel.

Le Département des Postes devra maintenant établir une messagerie depuis Emmerich par Meinerzhagen sur Francfort comme celle qu'il a eu de Clèves à Cologne est perdue, et que par là on obtiendrait une communication directe entre l'Hollande et l'Empire sans toucher le territoire français. Votre Excellence se rappellera qu'il a 5 à 6 ans que j'ai déjà proposé cette idée, qu'une correspondance avec le Département des Postes a eu lieu, qui cependant s'est toujours montré revêche – et sot.

¹ Die hier und im folgenden wiedergegebenen drei Denkschriften zur Frage der Säkularisationen sind in ihrer fundamentalen Bedeutung für die Erkenntnis der Ideen Steins, insbesondere seines Reichsgedankens, zuerst von W. Steffens, der sie in den Beständen des ehemaligen Preuß. Geh. Staatsarchivs aufgefunden und im Erstdruck veröffentlicht hat, erkannt und gewürdigt worden (W. Steffens, Rheingrenze und territoriale Entschädigungsfrage in der preußischen Politik der Jahre 1795–1798, zugleich ein Beitrag zur Stein-Forschung, mit 3 unveröffentlichten Denkschriften des Frh. vom Stein. Westf. Forsch. VI. (1943–1952), S. 149 ff.). Die von Heinitz an der Denkschrift für seine Zwecke vorgenommenen Veränderungen sind nicht berücksichtigt. Hervorhebungen bedeuten Unterstreichungen, die – wie wir mit Steffens annehmen – von Stein herrühren. Sie könnten aber auch von Heinitz stammen, der – so vermutet Steffens – die Denkschrift auf Bitten Steins weiter zu verwenden beabsichtigte.

² Zur geschichtlichen Einordnung der Denkschriften sei neben dem eben zitierten Aufsatz von Steffens insbesondere noch auf die oben S. 433, Anm. 2 bezeichnete Literatur verwiesen, die auch von Steffens benutzt worden ist.

³ Außer dem Ober- und Niederstift Münster, dem Herzogtum Westfalen und dem Bistum Paderborn, von denen Stein offenbar annimmt, daß sie bereits preuß. Entschädigungsanspruch seien.

⁴ „de Corvey“ von Stein am Rande hinzugesetzt.

⁵ Von „exceptée“ bis hierher von Stein zwischen den Zeilen eingefügt.

⁶ Les provinces.

⁷ „Vormauer des nördlichen Deutschlands“, wie es schon im Bericht der Rastatter Gesandten vom 10. Januar 1798 heißt. S. Steffens a. a. O. S. 168 f. und S. 180, Anm. 8.

⁸ Der Zwischensatz nachträglich eingefügt.

⁹ Daß Stein sich nach erfolgter Säkularisation des Bistums Münster nachdrücklich für die Erhaltung der ständischen Verfassung einsetzte, war bekannt; die vorliegende Denkschrift zeigt, daß er sich schon Jahre vorher mit diesen Fragen beschäftigt hat. Vgl. Botzenhart, Stein und Westfalen („Westfalen“ 1930, S. 71 ff). Daß Stein über die Teilnahme der Stände an der Verwaltung im Lauf seines Lebens verschieden gedacht hat, zeigt Steffens a. a. O. S. 180, Anm. 10.

¹⁰ Die mit der Umwandlung der geistlichen Güter in Staatsbesitz zusammenhängenden Probleme haben Stein bei der tatsächlichen Durchführung der Säkularisationen im Münsterland und auch noch später viel beschäftigt. Grundsätzlich hielt er diesen Eingriff im Staatsinteresse für durchaus berechtigt, insbesondere, da er über Nutzen und Bedeutung der Klöster zeitweilig sehr gering dachte, vgl. Nr. 510. Doch forderte er stets eine mindestens teilweise Verwendung dieser Güter oder ihrer Einkünfte für geistige oder geistliche Zwecke, nicht nur 1802–04, sondern auch 1810 anlässlich der Säkularisation der Kirchengüter in Schlesien.

¹¹ Wie es später durch die Einrichtung einer besonderen Kammer-Deputation für Paderborn geschehen ist, die sowohl den hier von Stein als berechtigt anerkannten lokalen Bedürfnissen wie seiner Erkenntnis Rechnung trug, daß es einer eigenen Kammer für Paderborn nicht bedürfe.

¹² Hildesheim wurde mit Halberstadt zu einem Kammerbezirk zusammengeschlossen. Sitz der Kammer blieb Halberstadt.

¹³ Diese Forderungen sind von Stein nach der Säkularisation mit allem Nachdruck wiederholt worden, wobei er insbesondere auch die Übernahme erprobter westf. Verwaltungsbeamter in preuß. Dienste verlangte.

¹⁴ S. dazu Steffens a. a. O. S. 161 f.

¹⁵ Nach Artikel II des Geheimvertrags von Campo Formio, dessen Durchführung zunächst am preuß. Widerspruch scheiterte, sodaß die Aufhebung der Rhein-Zölle erst 1804 erfolgte. Die von Stein angeregte Verbindung dieses Problems mit der Frage der Weser-Zölle wurde damit gegenstandslos. Vgl. dazu Steffens a. a. O. S. 180, Anm. 18.

418. Stein an Heinitz

Minden, 11. Februar 1798

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Rep. 70. Min.-Reg. Litt. V. Nr. 4. – Erstdruck Steffens, Westf. Forsch. VI. (1943-1952), S. 177 f.

Gegen einen Verzicht Preußens auf Osnabrück. Preußens territoriale Vergrößerung als eine deutsche Notwendigkeit, die Säkularisationen allein aus diesem Gesichtspunkte zu rechtfertigen. Deshalb erscheint auch die Ausschließung Hannovers und Kurhessens aus dem westfälischen Raum begründet: Hannovers, da es nur pekuniäre Interessen vertritt, die anderweitig abgegolten werden können; Kurhessens als eines politisch unzuverlässigen und unberechenbaren Mittelstaates. Erneuter Hinweis auf die wirtschaftliche Verflechtung der altpreußischen und der neu zu erwerbenden Gebiete. Die Bedeutung der Entscheidung („décisif pour les générations futures“). – Einzelvorschläge für die Organisation der Entschädigungslande. Die Auseinandersetzung über die Teilung Cleves. Neue Chausseebauten in Westfalen. Salzwerk Unna.

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence en date du 6. d. c. dans laquelle elle me dit avoir conseillé d'excepter Osnabrück parce qu'il lui avait paru être injuste d'en priver la maison d'Hanovre¹.

Le plan d'arrondissement en Westphalie se fonde sur le principe de la nécessité de consolider les forces morcelées de l'Allemagne entre les mains d'une des puissances militaires, pour augmenter ses moyens de résistance contre la supériorité prépondérante de la France et assurer son indépendance nationale. Ce n'est que ce principe qui peut justifier les mesures de convenance que le traité de Rastatt va sanctionner, et ce principe est applicable envers la maison d'Hanovre comme envers le plus petit propriétaire tout comme en l'admettant point la lésion du moindre droit serait injuste, comme la justice ne se règle point sur les lieues carrées, ni peut être toisée.

De plus la maison d'Hanovre n'a qu'un intérêt pécuniaire sur les pays d'Osnabrück, un dédommagement moyennant une rente annuelle de soixante mille écus satisfait cet intérêt, tandis que le propriétaire futur des arrondissements en Westphalie a un intérêt administratif et militaire à l'occupation du susdit Evêché.

Il m'est connu que le Landgrave de Hesse Cassel a des vues sur Paderborn² – je crois cependant qu'il n'est sous aucun point de vue de conseil de favoriser ce plan –³ point sous le point de vue politique, comme on créerait par là une puissance du troisième ordre dont la politique vacillante tendrait à se ménager une existence indépendante et équivoque entre la France et la Prusse, conduite que la Hesse a déjà observé dans la guerre de 7 ans, et encore nouvellement dans l'affaire de la démarcation – point sous le point de vue administratif, comme le possesseur de la Westphalie doit être maître du cours de la Lippe et que le pays de Paderborn est le magasin de blé pour le Comté de la Marck, le Duché de Westphalie, dont la conservation est d'autant plus importante à ces pays, comme le pays de Juliers passe sous la domination française.

Je supplie Votre Excellence de bien peser ces considérations, comme le moment dans lequel nous vivons est décisif pour les générations futures, et de les détailler aux personnes chargées du département des affaires étrangères. Quant à l'exécution du plan de l'organisation des nouvelles provinces, je dois répéter que cette organisation se rapporte ou à l'administration de police et de finance, ou à la constitution des états provinciaux et des rapports avec l'Empire, ou aux affaires ecclésiastiques. Il me paraît qu'il faudrait former une commission, dont la partie administrative me serait confiée, la partie constitutionnelle à Dohm et la partie ecclésiastique à Coninx⁴. La réception de l'hommage serait une affaire purement de représentation, dont il serait convenable de charger Mr. d'Alvensleben⁵.

Malheureusement nos Présidents de Justice en Westphalie sont des gens extrêmement bornés, et il faudrait confier l'arrangement de cette partie à Suarez⁶ ou à Kircheisen⁷.

Toutes ces considérations me paraissent devoir être faites maintenant, comme la teneur des lettres de la mission de Rastatt à la Députation de Clèves me paraissent ne laisser aucun doute sur la perte de la rive gauche, si d'ailleurs la marche des affaires générales et la connaissance qu'on a des principes du gouvernement français pourrait encore admettre quelque incertitude.

Les principes, sur lesquelles la séparation des deux parties du Duché de Clèves se trouvant situées sur les deux rives se régleront, doivent maintenant être discutés, et je crois qu'il faudra instruire la Députation de la Chambre afin qu'elle commence à s'en occuper, en admettant à cette recherche Mess. de Hertefeld⁸ et de Forell⁹.

Le rescript sur le Weser Wasserbau nous est parvenu et nous sommes maintenant occupés à en exécuter le contenu¹⁰.

Le travail des chaussées commence, on a repris la discussion sur le passage par Vlotho, et nous sommes occupés à le traiter¹¹. Mr. de Pestel, le conseiller de guerre chargé de ce département des chaussées, est un homme appliqué, d'une bonne judiciaire et mettant de la suite dans son travail¹². Die von dem Bergwerks Departement für das Salz Werk¹³ gemachte Kohlenpreißtabelle ist die erste von der Art, wo man keine aus dem Haußhalt genommene Gründe der Erhöhung angegeben – je n'ai rien vu de plus arbitraire –.

¹ Über die Stellung der preuß. Politik zur Frage des Erwerbs von Osnabrück s. Steffens a. a. O. S. 180, Anm. 21.

² Steffens ebd., Anm. 23.

³ Dieser und der folgende Gedankenstrich zur Verdeutlichung vom Herausgeber eingesetzt.

⁴ Kanzler des Regierungskollegiums für Geldern, 1803 Präsident der Regierungs-Deputation zu Paderborn.

⁵ Philipp Karl (seit 1800 Graf) v. Alvensleben (1745–1802) war nach verschiedenen Verwendungen im auswärtigen Dienst 1791 Staatsminister des Auswärtigen geworden.

⁶ Svarez starb schon am 14. Mai 1798.

⁷ Friedr. Leopold v. Kircheisen (1749–1825), damals Vizepräsident des Kammergerichts in Potsdam, 1806 Präsident des Kammergerichts, 1810–1825 preuß. Justizminister.

⁸ Vgl. oben S. 383, Anm. 1.

⁹ Hauptrendant der clev. Stände, Mitglied der Landesdeputation und 1798 Landsyndikus der clev. Städte. Forell hatte sich vor allem in den schwierigen Verhandlungen mit den frz. Machthabern im linksrhein. Cleve bewährt. Genaueres Steffens a. a. O. S. 181, Anm. 27.

¹⁰ Über die Verdienste von Stein und Heinitz um die Verbesserung der Weser-Schiffahrt und des Weser-Strombaus s. Steffens a. a. O. S. 181, Anm. 28.

¹¹ Vgl. dazu Steffens a. a. O. S. 181, Anm. 29.

¹² Damals Kriegs- und Domänenrat in Minden; von Stein, der ihn besonders schätzte, dann vielfach auch bei der Durchführung der Säkularisation des Münsterlandes verwandt. 1818 Regierungspräsident in Düsseldorf, 1831 Oberpräsident der Rheinprovinz.

¹³ Neusalzwerk bei Rehme. Vgl. dazu Steffens, Rheingrenze, S. 181, Anm. 30.

419. Stein an Heinitz

Minden, 13. Februar 1798

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Rep. 70. Min.-Reg. Litt. V. Nr. 4. – Erstdruck Steffens, Westf. Forsch. VI. (1943-1952), S. 179.

Erneute nachdrückliche Begründung seiner politischen Vorschläge für die politische Neugestaltung Westfalens aus gesamtdeutschen Gesichtspunkten. Erste Andeutung seines dualistischen deutschen Zukunftsideales („l'agrandissement des deux puissances militaires un événement nécessaire et désirable pour l'Allemagne et les sécularisations un acheminement à cette réunion totale“). – Die Separation des rechtsrheinischen vom linksrheinischen Cleve. Künftige Verwendung der Beamten aus den abgetretenen Landesteilen.

Je ne puis encore me persuader que le nouveau système de générosité et de renonciation à toute indemnité adopté¹ soit conforme aux vrais intérêts de l'Allemagne en général et de la Prusse en particulier. La France ayant obtenu par une suite de fautes politiques et militaires des coalisés une prépondérance de force territoriale, géographique et numérique, ayant libéré par la chute des assignats, une banqueroute et la vente des biens spoliés ses revenus d'une dette énorme, il est nécessaire que l'Allemagne se fortifie en proportion et augmente ses moyens de résistance pour conserver son indépendance nationale, ce qui ne peut avoir lieu que par la réunion de ses forces qu'une constitution fautive a morcelées. Je considère l'agrandissement des deux puissances militaires comme un événement nécessaire et désirable pour l'Allemagne et les sécularisations comme un acheminement à cette réunion totale, et je ne puis par conséquent trouver bon un système absolument opposé à ce but, comme il entretient l'affaiblissement de l'Allemagne et amène la dissolution et la chute des grands états qui le composent.

Votre Excellence est maintenant instruite que les Français ont supprimé les Députations à Clèves² et observent leur marche progressive et inaltérable. – Da die beyde Clevische Rhein Ufer in einer genauen Verbindung gestanden haben, so wäre es nunmehr nothwendig, eine Commission zu ernennen, welche die Grund Sätze, nach welchen die Trennung vorzunehmen, ausmittelte. Es müßte bestimmt werden, wie es in Zukunft mit denen Schulden zu halten. Die Aemter und Städte Schulden würden nun zwar ferner auf denen Aemtern und Städten haften bleiben, worauf sie bisher radicirt waren. Die Landes Credit Cassen, Landes Wasserbau, Weselsche Wasserbau Schulden würden aber nach denen Matricular Proportionen, nach welchen sich die Einnahme Fonds der verschuldeten Casse bilden, unter die beyde Rhein Ufer vertheilt und in dem Frieden oder dem Separat Cessions Tractat die Zahlungsverbindlichkeit der Communitaeten, worauf die so vertheilte Schulden überwiesen würden, bestimmt. Es könnte diese Vertheilungs Commission der bisherigen Landes Deputation mit Zuziehung der H. v. Hertefeld und v. Forell aufgetragen werden. Unterdessen habe ich die Cammer Deputation auf die Nothwendigkeit, auf diese Gegenstände Bedacht zu nehmen, aufmerksam gemacht.

Quant à l'établissement futur des employés des provinces perdues, une grande partie des employés purement locaux resteront, une partie des conseillers et subalternes des collèges pourra être placée et incorporée dans la Chambre de Hamm, d'autres pourront être pensionnés, quelques-uns renvoyés.

Sur toutes ces choses on ne peut cependant point faire de plan avant que les événements et les contingents futurs soient plus éclaircis [...] ³.

¹ Vgl. dazu Steffens, Rheingrenze, SS. 162 f., 169 u. 181, Anm. 31.

² Über das Schicksal der cleve. Kammer-Deputation s. Steffens a. a. O. S. 154, Anm. 22.

³ Auf die Nachschrift des Briefes, die noch einmal auf die Pensionsfrage zurückkommt und den Gesamtbetrag der dazu nötigen Mittel auf weniger als 20 000 Taler beziffert, wird hier verzichtet. Steins Fürsorge für die nicht wieder zur Verwendung gelangenden „rheinischen Officianten“ erhellt weiterhin aus den von Steffens a. a. O. S. 181, Anm. 37 zitierten Äußerungen.

420. Stein an die clevesche Kammer-Deputation

[Wesel, etwa 12. März 1798]

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3371. Konzept. Eigenh.

Die Verwendung der Mitglieder der Kammerdeputation bei den bevorstehenden Separationsverhandlungen am Niederrhein und in Westfalen („da . . . zu erwarten ist, daß des Königs Majestät Entschädigung erhalten wird“). Probleme der Grenzziehung und der finanziellen Auseinandersetzung über Einkünfte und Verbindlichkeiten des Landes. Stein rät dazu, bereits jetzt Verbindungen mit den französischen Behörden aufzunehmen, um sich rechtzeitig informieren und für die Verhandlungen vorbereiten zu können.

Citissime.

Denen sehr schätzbaren Mit Gliedern der dortigen Landes Deputation lasse ich [eine] zu vollkommene und ohnbedingte Gerechtigkeit widerfahren, um gegen ihre Aufnahme in die Separations Commission das geringste Bedenken zu tragen, glaube jedoch, daß es bey dem Einzelnen der Ausführung hauptsächlich auf die Auseinandersetzung der Finanz Verhältnisse, also auf die Einwürkung der zu diesem Geschäfte besonders berufenen Cameral Bediente, ankömmt.

Da ferner zu erwarten ist, daß des Königs Majestät Entschädigung erhalten werde, deren neue Organisation vorzüglich und wahrscheinlich denen die verlohren gegangenen Provinzen verwaltet habenden Beamten anvertraut werden wird, so halte ich es für nöthig, mit Rücksicht auf den alsdann entstehenden Drang der äußeren Verhältnisse vorläufig die zu der Auseinandersetzung erforderlichen Vorarbeiten zu entwerfen, welche dann in denen beyden Voraussetzungen des Verlusts von Hüßen oder dessen Erhaltung vorgenommen werden können.

Die Erhaltung von Haas- und Maasmanward simultan mit der Büderich'schen Insel scheint mir nicht wahrscheinlich und wird wohl nur das eine oder das andere zu erreichen seyn, indem nur das Principium, wonach das eine oder das andere erfolgt, von der Gegenseite angenommen werden kann.

Nützlich wäre es gewesen, denen nach Rastatt gesandten Deputirten einen mit dem Innern der Landesverfassung bekannten Mann beyzuordnen, dem dann diese Kenntniß noch die bey den Verhandlungen selbst anzubringen nothwendig werdende Gründe hätte an die Hand gegeben.

Es ist leider nicht das erste Mal, daß Herr v. Sandoz¹ Beweise gegeben hat von einer nicht ohnbedingten Zuverlässigkeit.

Was nun die Ausmittlung eines Vertheilungs Grundsatzes der Schulden [anbetrifft], so ist er in Ansehung der Landes Cassen ohnstreitig die Matricul, in Ansehung der Warde Wasser Bau Casse (müßte man) entweder das Verhältniß des Ertrags der beyderseitigen Domainen, oder allenfalls das zusammengesetzte Verhältniß der Quellen der Einnahme der Warde Casse selbst und ihrer Gegenstände der Ausgabe, nach denen beyden Rhein Ufern classificirt².

Es ist endlich nicht zu erwarten, daß das Französische Gouvernement eine gänzliche temporaire Isolirung des Clevischen von dem Roer Departement und die Einwirkung einer von ihrer allgemeinen Verfassung abweichenden Deputation gestatten werde. Ich halte es daher für rathsam, daß man bereits gegenwärtig sich denen Französischen oberen Agenten und auch der Central Verwaltung nähere, um sich vom Gang der Geschäfte und von denen Gesinnungen der sie leitenden Persohnen zu informiren und hierauf seine Maasregeln berechnen zu können.

Wenn auch der Versendung der Acten Bedenklichkeiten entgegen stehen, so könnten die Registraturen doch Verzeichnisse entwerfen, wonach die Trennung dereinst vorzunehmen.

¹ David Alfons v. Sandoz-Rollin (1740–1809) aus Neufchâtel, seit 1767 Legationsrat, zuerst im Ministerium des Äußeren in Berlin, dann in London und Paris, 1784 Gesandter in Madrid, seit dem 15. Dezember 1795 in Paris. S. Bailleu, Preußen und Frankreich (Publ. a. d. Preuß. Staatsarchiven VIII), S. XXIII.

² Weiteres Material s. Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3371.

421. Bemerkung Steins zum Bericht der cleveschen Kammer

Wesel, 13. März 1798

Nach Lehmann, Stein I. S. 359, Anm. 1. – Früher I. S. 276 (ebenso).

Stein fordert Maßnahmen zum Arbeiterschutz gegen Lohndrückerei bei Konkurrenzkämpfen der Unternehmer.

Zur Sicherstellung der arbeitenden Classe gegen allen Druck der Fabriquenverleger ist der Entwurf eines [Reglements über] eine Lohntaxe und die Rechte und Verbindlichkeiten der Arbeiter gegen die Fabriqueninhaber erforderlich.

422. Stein an Gräfin Wallmoden

Nassau, 24. Juni 1798

Früher Staatsarchiv Hannover. Depos. 14. Wallmoden. Eigenh. – Erstdruck I. S. 276 (ebenso).

Eindrücke von einer Reise auf das linke Rheinufer.

Empfehlte Wiebekings Werk über Wasserbau.

Le temps ne nous favorise maintenant guère, et je suis trop heureux d'avoir terminé avant la pluie ma course par la rive gauche du Rhin et de la Moselle¹. J'ai été témoin des progrès de l'organisation républicaine et des oppressions financières et religieuses que souffrent [les] habitants aigris et désespérés au dernier point, espérant toujours encore leur délivrance par la guerre.

¹ Wahrscheinlich zu Verhandlungen über den Verkauf seiner dortigen Besitzungen.

423. Immediat-Bericht Steins

Hamm, 15. August 1798

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Gen.-Dep. XLI. Nr. 69. Ausfertigung. – Erstdruck I. S. 277.

Die Lage der Domänenbauern in den westfälischen Provinzen. Unterschiede zum Osten der Monarchie. Schutz gegen willkürliche Behandlung und Unterdrückung. Aufhebung der Dienste eingeleitet.

Zur Erreichung Eurer Königlichen Majestät Intention in der mir [...] zugefertigten Cabinets Ordre vom 4ten hujus habe ich zuförderst allen Domainen Beamten und Haupt Pächtern in denen mir anvertrauten Kammer Departements die Allerhöchste Willens Meynung, sich aller Bedrückungen und gesetzwidriger Behandlungen der Unterthanen vor wie nach zu enthalten, bekannt gemacht und sie bey Vermeidung der angedrohten Folgen der Uebertretung zur pünktlichsten Befolgung auf das ernstlichste angewiesen. Gleichgestalt hab ich auch sämtlichen Departements Rätthen ihre desfalsige Verbindlichkeiten in Erinnerung gebracht, und werde ich selbst

den Inhalt der Allerhöchsten Cabinets Ordre bey jeder Gelegenheit mit sorgfältigster und unpartheyischer Aufmerksamkeit zur Ausübung zu bringen mich bemühen.

Eurer Königlichen Majestät wird indeß gewiß nicht entgangen seyn, daß das Verhältniß der Domainen Beamten im Clev- und Märckschen ganz von denen in Allerhöchstdero Staaten jenseits der Weser abweichend ist. Justitz und Polizey Verwaltung ist in jenen Provinzen besondern Justitz und Polizey Beamten anvertraut, auch sind hier außer dem so lästigen Zwang Gemahle keine anderwärts oft drückende Monopolen von Bier und Brandtwein Zwang bey denen Domainen und Natural Diensten der Unterthanen entweder gar nicht oder nur unbedeutend, wie bei denen Rentheyn Bochum und Hörde, vorhanden. Die Rentmeister sind daher hier eigentlich nur Erheber der Allerhöchstdenenselben zustehenden guthsherrlichen Gefälle.

Im Ravensbergischen sind alle Domainen Grundstücke vererbpachtet, die Aemter Vlotho und Limberg ausgenommen, in denen man jedoch auch mit dem Abbau der Domainen und der Dienst Aufhebung beschäftigt ist. Dienstleistungen cessiren daselbst gänzlich, und ist der Beamte principaliter Justitz und Polizey Beamter, daher er in dieser Eigenschaft eine besondere Aufsicht erfordert.

In dem Fürstenthum Minden ist die Kammer gleichfalls mit Abbauung der Domainen Aemter und Aufhebung der Dienste beschäftigt und hat diese bereits in denen Aemtern Hausberge, Schlüsselburg und Reineberg eingeleitet.

Allerhöchstdieselben werden aus dem Angeführten zu entnehmen geruhen, daß in denen hiesigen Provinzen ein Domainen Beamter mindere Gelegenheit zu Bedrückungen der Unterthanen hat als in andern, wo große Vorwerke und starke Natural Dienste sind. Indeß soll es mein eifrigstes Bestreben seyn, darauf zu achten, daß dieselben auch nicht diese mindere Gelegenheit mißbrauchen.

424. Stein an Heinitz

Minden, 13. September 1798

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Minden-Ravensberg. Tit. LXIV. Nr. 6. Vol. 2. Abschrift. – Erstdruck I. S. 278 ff.

Die Eigenbehörigkeit in Minden-Ravensberg. Die guthsherrlichen Rechte. Volkswirtschaftliche Nachteile des herrschenden Systems. Reform durch Fixation der unbestimmten Gefälle.

Ich bin durch des Herrn Staats Ministers v. Werder Exc. angewiesen worden, eine Uebersicht von den gegenwärtigen Verhältnissen der glebae adscriptio der Landbewohner in den Minden Märck. und Clev. Kammer Departements gegen die Guthsherrn, so wie von ihren persönlichen Rechten und Pflichten und der Entlassung aus der Unterthänigkeit zu entwerfen.

Es ist nun der Zustand der Bauern in dem Clev- und Märckschen, den die abschriftlich anliegende Ausarbeitung des Justitiarii Cam., K. u. Dom. Rath v. Rappard, ausführlich dargestellt, von den Verhältnissen der Minden und Ravensbergischen Landbewohner wesentlich unterschieden. Diese nebst den Tecklenburg Lingschen Eingesessenen sind der polizeilichen und richterlichen Gewalt des Gutsherrn nicht unterworfen, sondern unmittelbare Unterthanen und lassen sich unter folgende 3 Klassen bringen

1. Eigenbehörige,
2. Erbmeyerstättische,
3. Freye, die eine vollkommene Freyheit ihrer Persohn und uneingeschränktes Eigenthum ihrer Stätten genießen.

Die Verhältnisse der Eigenbehörigkeit bestimmt die Mindensche Eigenthums Ordnung d. d. Berlin, d. 26. Novbr. 1741.

Sie äußern sich dadurch

- 1) daß die Persohn des Eigenbehörigen zur Leistung gewisser Dienste verbunden ist, cap. V, § 5
- 2) daß alles, was der Eigenbehörige acquiriret, dem Guthsherrn zufällt, cap. III, § 2

3) daß nach dem Tode des Eigenbehörigen der Gutsherr das halbe bewegliche Vermögen ohne Abzug der darauf haftenden Schulden erbt, cap. VIII.

4) Der Eigenbehörige hat zwar nach cap. X, § 1 ein dominium utile auf den unterhabenden Hof und kann nur in bestimmten Fällen entsetzt werden, cap. XVI. Er darf aber ohne Einwilligung des Guthsherrn keine Schulden contrahiren, cap. X, § 7, nichts vom Hofe veräußern und keinen Braut-schatz für die abzufindende Kinder bestellen, § 4. Die vom Eigenbehörigen dem Guthsherrn zu leistende Praestationen sind theils bestimmte unveränderliche, als

Spann- und Handdienste, cap. V, § 1 seq.

Früchte und Zinsen, cap. VI, § 1 seq.

theils zufällige, welche jedesmal durch ein zwischen Guthsherrn und Eigenbehörigen getroffenes Abkommen bestimmt werden.

Dahin gehört

- 1) der Sterbfall, cap. VIII,
- 2) der Weinkauf, cap. VII, § 3,

welchen jede auf die eigenbehörige Stätte kommende fremde Persohn entrichtet,

3) der Freybrief, welchen die Geschwister des Stättebesitzers, wenn sie aus dem Eigenthum treten wollen, zu lösen schuldig sind, cap. XIV, § 2. Dem Gutsherrn competirt gegen den widerspenstigen Eigenbehörigen eine levis coactio und das Recht der Pfändung wegen rückständiger guthsherrlicher Gefälle, cap. XIII, § 3.

Die Rechte der erbmeyerstättischen Guthsbesitzer sind durch die sanctio pragmatica im Jahr 1772 bestimmt. Sie sind freye Persohnen, acquiriren

für sich und nicht für ihren Guthsherrn, der sie auch nicht beerbt – sie lösen keine Freybriefe und leisten keine Zwangdienste. Alles, was sie an Grundstücken erwerben, wird nie mit dem erbmeyerstädtischen Colonat consolidirt und von diesem kein Sterbfall bezahlet.

Es darf aber ohne Consens des Guthsherrn die Stätte nicht verschuldet, verpfändet oder veräußert werden, und alle daraus zu verschreibende Brautschätze erfordern die guthsherrliche Beistimmung.

Der modus succedendi ist von dem bey eigenbehörigen Güthern stattfindenden nicht unterschieden, und die Besitzer können aus eben den Ursachen wie eigenbehörige Coloni abgeäußert werden.

Der schädliche Einfluß der Eigenbehörigkeit auf den National Reichthum und den Wohlstand der Unterthanen äußert sich

- a) durch die Einschränkung, welcher der eigenbehörige Guthsbesitzer in Ansehung der Disposition über sein Vermögen unterworfen ist, durch seine daraus entstehende Creditlosigkeit und verminderten Erwerbsfleiß.
- b) Durch die Willkühr bey Erhebung der unbestimmten Eigenthumsgefälle, die gewöhnlich zu einer Zeit auferlegt werden, wo der Zutritt der Wirthschaft durch den neuen Colonom Geld Vorrath zum Betriebs Capital erfordert.

Die zufälligen Praestanda der Königl. Eigenbehörden sind bereits ao. 1722 in eine jährliche Rente verwandelt, und durch eine Cabinets Ordre vom 1. Jul. 1797 ist die gänzliche Aufhebung ihrer Eigenbehörigkeit im Minden und Ravensbergschen verordnet und die Bearbeitung eines diese Verhältnisse bestimmenden Gesetzes dem K. u. Dom. Rath Hoffbauer aufgetragen worden, welcher sich izt damit beschäftigt.

In Ansehung der guthsherrlichen Eigenbehörigen wird von beyden Landes Collegiis gemeinschaftlich der Entwurf einer die Fixation der ungewissen Gefälle oder deren Verwandlung in eine jährliche Rente bestimmende Verordnung bearbeitet.

Im Tecklenburgischen sind die zufälligen Abgaben der K[öniglichen] Eigenbehörigen fixirt, nicht aber im Lingschen, weshalb man gegenwärtig mit dem Entwurf eines Fixationsplans beschäftigt ist. Es wäre wünschenswerth, daß des Königs Majestät Höchstselbst sich von der Nothwendigkeit der hier vorgetragenen Abänderungen überzeugten und ihre beschleunigte Ausführung wiederholt den Landes Collegien aufgaben und empfehlen.

Ich hoffe die Absicht des mir gegebenen Auftrags erreicht zu haben.

425. Gutachten Steins über „Die zukünftige Bestimmung des Zustandes der Bauern“
[o. O.,] 19. Oktober 1798

Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Domänenkammer Minden. V. Nr. 66. Konzept. Eigenh. – Ausfertigung dat. 20. Oktober 1798 ebd. Nr. 55. – Nach dem Konzept. – Erstdruck I. S. 280 f.

Stellungnahme zu einem Gutachten Hoffbauers über Größe und Teilbarkeit der freiwerdenden Bauernhöfe. Stein gegen Zersplitterung des bäuerlichen Grundbesitzes. Vorschläge zur Reform des bäuerlichen Erbrechts. Hoffbauer zu einem weiteren Gutachten über die Abgaben der befreiten kgl. Eigenbehörigen aufgefordert.

In dem beykommenden Gutachten prüft der H. K[riegs] Rath Hoffbauer die Vorschläge der seitwärts benannten Beamten über die zukünftige Bestimmung des Zustandes der Bauern¹. Wenn auf der einen Seite zu große Bauernhöfe schädlich [sind], so hat doch die Nützlichkeit der Zerstückelung ihre Grenzen. Die Gründe gegen dieses System einer ohnbedingten Zerkleinerung, welches auf unsere militairisch mercantilische, mit Geld besteuerte, also eine starke und rasche Circulation erfordernde Staaten nicht passend ist, führt Young in allen seinen Schriften, besonders in seiner Reise durch Frankreich Theil III.², Herrenschwand, Oeconomie Politique, p. . . .³ aus Gründen der Erfahrung und der [Theorie] aus, und eine Reise nach solchen Gegenden, wo eine solche Zerstückelung vorhanden, bestätigt ihre Behauptung.

Die Beerbung nach Grund Sätzen des gemeinen Rechtes hat allerdings Vorzüge vor der der Eigenthums Ordnung, welche das Guth mit Brautschätzen und Mahljahr Gerechtigkeiten belastet. – Es verdient daher die Befugniß zum Erbtheil einen Vorzug vor dem Brautschatz, nur scheint mir die Leibzucht für die Aeltern eine sehr menschenfreundliche Einrichtung, für deren Beybehaltung ich stimmen würde, so wie durch den Uebergang der Stätte an den rechten Erben nach erlangter Großjährigkeit für ihre Erhaltung besser gesorgt wird als durch die verlängerte Bewirthschaftung der Stief Aeltern, da sie besser in denen Händen des Eigenthümers als der Usufructuarien ist.

Die Vereinfachung des Verfahrens bey denen Umschreibungen der öffentlichen Lasten ist eine ganz besondere Sache und wünschte ich, daß H. K[riegs] Rath Hoffbauer mir hierüber ein besonderes ausführliches Pro Memoria zustellte.

Der H. K[riegs] Rath Hoffbauer wird nunmehr zur Abgebung seines Gutachtens über den Zustand der gänzlich befreiten Königlichen Eigenbehörigen aufzufodern seyn, wobey er dann zugleich auch Rücksicht nehmen wird auf die Bestimmung der Geldpraestationen, welche die freye Leute als einen Ersatz der in Zukunft aufzuhebenden Eigenthums Gefälle zu erlegen haben werden, welchen Gegenstand ich noch gar nicht berührt finde.

¹ Hier folgt urspr.: „Es scheint der H. K. R. Hoffbauer eine vorzügliche Neigung zu haben zu der Einführung einer Zerstückelung des Landes in kleine Besitzungen, und [er] wünscht

daher, daß solche Einrichtungen getroffen würden, wodurch diese Zerstücklung in das Unendliche befördert werde.“

² Arthur Young (1741–1820), engl. Nationalökonom, der sich vorwiegend mit Agrarproblemen befaßte, sie in den verschiedenen Ländern Europas studierte und aus eigener Anschauung beschrieb. Er wurde 1793 Sekretär des neu gegründeten Board of Agriculture. Seine von Stein zit. „Travels in France during the years 1787–89“ in frz. Übersetzung (Voyages en France 1787, 1788, 89 et 90) in Steins Cappenberger Bibliothek. Ebenso ³ Herrenchwands „De l'Economie politique moderne“. Paris l'an 3. – Herrenchwand, der zu Beginn des 19. Jahrh. in Paris lebte (nähere Lebensumstände, selbst Geburts- u. Todesjahr unbekannt) kritisierte Merkantilismus wie Wirtschaftsliberalismus von einem den Physiokraten angenäherten Standpunkt aus. Vgl. Botzenhart, Die Bibliothek des Frh. vom Stein (Zs. f. Sozial- u. Wirtschaftsgesch. 1931).

426. Stein an Sack

Berlin, 28. Januar 1799

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Rep. 94. IV. Nb. Nr. 41. Eigenh. – Erstdruck (Auszug) I. S. 281, hier etwas erweitert.

Versorgung der Beamten aus dem linksrheinischen Cleve. Differenzen mit Struensee.

Endlich ist die Sache wegen der jenseits rheinischen Officianten und der ihnen ertheilten Wartegelder entschieden und zu ihrer sämtlichen Befriedigung [...] eine Summe von 24 000 Th. bestimmt [...].

[...] Der M[inister] Struensee [...] will die Salz Sachen in Westphalen von denen Cammern trennen, hierüber bin ich mit ihm in Controvers [...].

Ich bleibe bis den 1. März, dann gehe ich fort [...]¹.

¹ Am 5. Dezember hatte Heinitz durch Immediat-Bericht beantragt, Stein zur Beratung verschiedener Provinzial-Angelegenheiten nach Berlin kommen zu lassen (Gen.-Dir. Cleve. VI. 1.; ebd. die Genehmigung durch Kabinetts-Ordre vom 10. Dezember 1798).

427. Bericht Steins an das General-Direktorium Berlin, 30. Januar 1799

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. LXXXI. Nr. 13. Vol. 2. Ausfertigung. – Erstdruck I. S. 281 f. Nach dem Konzept wie hier.

Vorschläge zum Schutz der deutschen Märkte gegen die englische Handelskonkurrenz. Drosselung der englischen Einfuhr nach den deutschen Messen, Belegung des Handels mit den besten Abnehmern deutscher Waren. Amerika: „ein Gegenstand vom höchsten Interesse für sämtliche Deutsche Staaten ... Das Interesse einzelner Meß Städte muß dem Interesse der National Industrie nachstehen.“

Es haben mir Euer Excellenz die nähere Untersuchung der Denenselben bekannt gewordenen Thatsachen

„der Ueberhäufung der Deutschen Messen mit Englischen Waaren und deren Verkauf für weniger als die Selbst Kosten tragende Preise

aufgegeben, und überreiche ich die urschriftlichen Berichte des Krieges Raths Eversmann de 3ten Januar und des Stadt Directors Consbruch¹ vom 12t. Dezember a. pr.

Das Resultat der hierüber angestellten Rückfragen ist:

- 1) daß Deutschland seine Colonial Producte denen jetzigen Besitzern der Westindischen Inseln für baare Gold Versendungen abkauft, statt daß es sie ehemals gegen seine Fabriquen Producte eintauschte,
- 2) daß die Deutsche Fabriquen von denen einheimischen Messen durch die unter die Selbst Kosten verkaufende Engländer verdrängt und auf diese Art ein neuer Ausfluß für das Deutsche Metall Geld und der Verfall der Deutschen Industrie bewürkt werde.

Die Richtung des Colonial Handels hängt von dem Erfolg des Krieges ab, man könnte ihm aber einen vortheilhafteren Gang geben, wenn man den Handel der Deutsche Fabriquen Producte abnehmenden Amerikaner, Dänen und Schweden begünstigte.

Die Sicherstellung des einländischen Markts gegen die Ueberschwemmung mit Englischen Producten und die Erhaltung der Deutschen Fabriquen ist ein Gegenstand vom allgemeinsten und höchsten Interesse für sämtliche Deutsche Staaten und insbesondere für Preußen.

Dieses verliert seinen Absatz auf den auswärtigen Messen, denen Leipziger, Braunschweiger und Frankfurter mit Tüchern und Wollenzeugen, und der schleuderhafte Minder Preiß der übrigen Englischen Baumwollen und sonstigen Waaren befördert die Beeinträchtigung der zur Begünstigung der National Industrie erlassenen Verbothe.

Sachsen, Hannover, Hessen, sämtliche Westphälische Staaten, Schwaben und Franken besitzen ansehnliche Baumwoll, Woll und Metall Fabriquen, deren Umsturz durch das Zuströmen der Englischen Waaren und durch deren Verkauf unter Preiß bewürkt wird.

Das Interesse einzelner Meß Städte muß dem Interesse der National Industrie nachstehen, und wird ohnehin das Meß Verkehr mit einländischen Waaren fernerhin subsistiren, so wie es bey dem fortschreitenden Fall der Deutschen Industrie und Verarmung der Deutschen Eigenthümer sich vermindern muß. Diese Angelegenheit ist gewiß von dem größten National Interesse, und trage ich daher darauf an:

- 1) daß gemeinschaftlich mit dem Fabriquen Departement der Einfluß des Zurückströmens der Englischen Fabriquen Waaren auf die Deutschen Messen und Märkte durch zu nehmende Rücksprache mit denen vorzüglichsten einländischen, diese Messen besuchenden Handels Häußern und denen diese Meß Oerter bewohnenden Preußischen Handels Instanzen ausgemittelt werde.
- 2) daß man sich mit denen Westphälischen, Nieder- und Ober-Sächsischen Ständen wegen eines Regulativs vereinige, um gewisse Englische Waaren ganz auszuschließen, oder sie zu impostiren, oder die öffentliche Auction und das directe Besuchen der Messen durch Englische Kaufleute zu verbiethen und diesen Zwischenhandel wenigstens denen Deutschen Kaufleuten zuzusichern.

Ohne Mitwirkung mehrerer durch das Fabriquen Interesse und geographische Lage vereinigter Stände wird man nichts wärken, als den Detailhandel oder die Krämerey aus einem kleinen Territorio in das andere zu verdrängen.

¹ Aus Bielefeld. – In diesen Warnungen kündigt sich bereits die große Existenzkrise der Ravensberger Leinen-Industrie an, die seit der Erfindung der mechanischen Spinnerei und Weberei durch die Engländer unaufhaltsam heraufzog, wenn zunächst auch wieder bessere Konjunkturen kamen. Der Hinweis auf Amerika und Skandinavien als Absatzmärkte dürfte ebenfalls nicht nur von Eversmann, sondern auch von Consbruch ausgegangen sein, da um diese Zeit viel Bielefelder Leinen dorthin verkauft wurde. Der Amerikahandel erlitt allerdings durch den Ende 1799 ausbrechenden 2. Koalitionskrieg einen verheerenden Rückschlag. Vgl. Hans Schmidt, Vom Leinen zur Seide, S. 45 ff. – Die Bedeutung Amerikas als künftigen Wirtschaftspartner Deutschlands hat Stein seitdem immer wieder betont und noch am Schluß seines Lebens Maßnahmen zur Entwicklung des Handels nach den jungen lateinamerik. Staaten gefordert.

428. Votum Steins über die Lage der Eigenbehörigen in Minden-Ravensberg und Tecklenburg-Lingen Minden, 22. Februar 1799

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Minden-Ravensberg. Tit. LXIV. Nr. 39. Ausfertigung. – Erstdruck I. S. 283 ff. Hier um einige finanztechnische Details gekürzt.

Geschichte der Bestrebungen zur Ablösung der unbestimmten Gefälle und zur Verleihung des Eigentumsrechts an die Eigenbehörigen in Minden-Ravensberg und Tecklenburg-Lingen. Vorschläge der Kammer (Hoffbauers) vom 6. und 16. Februar 1799. Stein befürwortet dringend die Aufhebung der Untertänigkeit für Privat- und Domänenbauern.

Milderung der aus der Eigenbehörigkeit fließenden nachtheiligen und in den Abhandlungen des Justiz Amtsmanns Schrader und Krieges und Domainen Rath's Hoffbauer aufgezählten Folgen war beinahe seit einem Jahrhundert ein Gegenstand der Bemühungen der Minden-Ravensbergschen Provinzial-Verwaltung.

Der erste Schritt zur Erreichung dieses Zwecks war die anno 1722 vorgenommene Verwandlung der zufälligen Gefälle des Sterbfalls und Weinkaufs der Königlichen Eigenbehörigen in eine jährliche nach der Morgenzahl und Güthe vertheilten Rente. Diese Einrichtung war man in Rücksicht der guthsherrlichen Eigenbehörigen bereits 1753 einzuleiten bemüht, und in dem neuesten Jahrzehnt machte der Justitz Amtmann Schrader als gemeinschaftlicher Defensor der guthsherrlichen Eigenbehörigen die Sache derselben zu seiner eigenen, verhinderte die Sanctionierung der neuen Eigenthums Ordnung und suchte seine auf die Verbesserung des Zustandes des Landmanns abzweckende Vorschläge mit Eifer und Einsicht geltend zu machen.

Der Bericht der Mindenschen Cammer vom 6ten m. c. enthält die Resultate der Verhandlung zwischen den Ständen und den beyden Landes Collegien, worüber nunmehr ein Entschluß zu nehmen seyn wird.

Ungeachtet der auf diese Art bewürkten Milderung bleibt aber der Zustand der Eigenbehörigen immer noch drückend wegen des ihnen nun beygelegten nießbrauchlichen Rechtes an der unterhaltenden Stätte, der daraus entstehenden Creditloosigkeit und wegen deren übrig bleibenden, von zufälligen Ereignissen abhängenden und mit vielen lästigen Förmlichkeiten in der Erhebung verknüpften Abgaben.

Man ging daher weiter und suchte den Eigenbehörigen das ungetheilte Eigenthum ihrer Colonnate und eine gänzliche Freyheit ihrer Persohn zu verschaffen und glaubte, bey den Königlichen Eigenbehörigen am wenigsten Schwierigkeiten zu finden. Auf den durch diese Betrachtungen veranlaßten Antrag des würclichen Geheimen Etats Ministers Herrn Freyherrn von Heinitz Excellenz verordnete daher des Königs Friedrich Wilhelm des IIIten Majestät durch eine Cabinets Ordre d. d. Pymont, den 3ten August 1797 die Verwandlung der Dominial Eigenbehörigen Güther in freyes Allodium gegen Erlegung einer Mehr Abgabe von 3000 Rth. und unter der Bedingung der Ansiedlung von 350 Familien.

Es wurde nunmehr bey der Mindenschen Cammer diese Sache in oeconomicher und rechtlicher Hinsicht bearbeitet, die gesetzliche Verhältnisse des Bauern zum allodificirten Guth in der vom Justiz Amtmann Schrader entworfenen Meyer Ordnung, worüber man das Gutachten der Beamten Meinders, Sobbe, Brune und Becker eingezogen, entwickelt und gegenwärtig von Krieges Rath Hoffbauer die Vorschläge abgegeben, wie in Zukunft das Surrogat für das aufgehobene Ober Eigenthum und die daraus fließende noch übrig gebliebene bedungene Gefälle von den Königlichen Eigenbehörigen in den 4 Provinzen aufzubringen [. . .]. *Diese Berechnungen sind ohne Kenntnis der Hoffbauerschen Denkschrift schwer verständlich und für unsere Zwecke nicht erheblich.*

Die große Verschiedenheiten der Eigenthums Verfassung in den verschiedenen Provinzen nöthigt den Verfasser der Vorschläge, ebenso verschiedene Arten der Aufhebung in Antrag zu bringen.

Im Minden und Ravensbergischen, wo die Fixation der zufälligen Gefälle bereits eingeführt und nur gewisse nutzbare und von Zufälligkeiten abhängende Rechte reservirt sind, kömmt es allein auf Verwandlung dieser in eine Rente und auf Ausmittelung einer Entschädigung für die gänzliche Überlassung des bisher getheilten Eigenthums an, oder, um in Zahlen sich auszudrücken, auf Vertheilung einer Rente von 6114 rth. unter 503 Familien. Im Tecklenburgischen, wo die Fixation alle zufällige Gefälle umfaßt und keine nutzbare Rechte reservirt sind, ist es nur erforderlich, ein Aequivalent für das den Eigenbehörigen übertragene ungetheilte Eigenthum auszumitteln.

Im Lingenschen, wo von allen diesen Milderungen des Verhältnisses der Eigenbehörigen aber nichts in Anwendung gekommen, hat ihre Allodification mehrere Schwierigkeit.

Die vorgeschlagene Veränderung des bauerlichen Zustandes ist eine Sache von der größten Wichtigkeit und von den reichhaltigsten Folgen, sie zu bewirken, ist ein Gegenstand einer allgemeinen gesetzlichen Maasregel und muß nicht von zufälligen Ursachen abhängig gemacht werden, dieses geschieht aber, wenn man den Austritt aus der Eigenbehörigkeit der Willkühr der Einzelnen überläßt und nicht ihnen zur Nothwendigkeit macht.

Ich halte es vielmehr für rathsam, geringere Entschädigungs Summen zu fordern und ihre terminliche Einzahlung zu gestatten, hingegen die Erlegung und die Aufhebung des Eigenthums Nexus den Eigenbehörigen zur allgemeinen Pflicht zu machen. Unterläßt man dieses, so wird die ganze Veränderung von dem Eigensinn, dem momentanen Vermögenszustande der Unterthanen, der Betriebsamkeit oder Nachlässigkeit des Beamten und des DepartementsRaths abhängig, sie wird unvollkommen, theilweise ausgeführt, und in der Zwischenzeit werden die Verhältnisse nur noch verwickelter.

Man kann sich im Minden-Ravensberg- und Tecklenburgischen mit Verwandlung des bisherigen, von zufälligen Ereignissen abhängenden Ertrags der reservirten Rechte in eine jährliche Rente und mit einer einjährigen Contribution, welche in 6jähr. Terminen aufzubringen ist, begnügen [. . .]. Oder man kann bey Minden und Ravensberg den geforderten Mehrbetrag von 3000 Th. mit dem alten Surrogat repartiren und den Unterthanen den Looskauf vom Mehr Ertrag gegen Erledigung einer 5/4jährigen Contribution erlassen, im Tecklenburgischen aber es ihnen anheim stellen, entweder den Ertrag der jährigen Contribution mit 2 pro Cent zu verzinsen oder sie auf einmal abzutragen. Da hier die Fixation bereits mit allen bedungenen und fixen Gefällen vorgenommen, also kein steigender Ertrag zu erwarten ist, auch die Allodification mit keinen unmittelbaren Vortheilen verbunden ist, so müssen die an sie zu machende Forderungen etwas gelinder seyn, als bey denen übrigen Provinzen [. . .].

Da im Lingenschen noch nichts zur Milderung der Verhältnisse der Eigenbehörigkeit geschehen, die Sache auch noch nicht vorbereitet ist, so würde man über die Vorschläge des Krieges und Domainen Raths Hoffbauer noch das Gutachten der dortigen Beamten einzuziehen haben.

Noch bemerke ich überhaupt, daß man den Auskauf der statt der reservirten zufälligen Gefälle zu erlegenden jährlichen Rente wird gestatten können, da es an zweckmäßigen, die Cassen sicher stellenden Verwendungs Arten des Auskaufs Capitals nicht fehlt. Die Lage des Geschäfts der Allodification der Königlichen Eigenbehörigen ist so geeignet, daß sie des Königs Majestät nunmehr vorgetragen und von demselben die Genehmigung der Entschädigungs Grundsätze und des bey der Allodification zu beobachtenden Verfahrens erbeten werden kann.

Es ist bereits vorhin bemerkt, daß der Cammer Bericht d. d. Minden, den 6. Februar a. c. die Lage des Geschäfts der Fixation der zufälligen Gefälle der gutsherrlichen Eigenbehörigen darstellt, und beziehe ich mich auf dessen Inhalt. Der Kriegs- und Domainen Rath Hoffbauer bringt in seinem Bericht d. d. Minden, den 29. Dezember die Allocation der gutsherrlichen Eigenbehörigen und ihre Verwandlung in freye selbständige Gutsbesitzer in Vorschlag. Er will sämtliche Eigenbehörige ämterweise oder in Districte von gleichförmigem Wohlstande und Industrie eintheilen, in jedem das Entschädigungs Quantum nach dem 30 jährigen Ertrag ausmitteln und solches für jeden Gutsherrn besonders auf sämtliche darin wohnende Eigenbehörige vertheilen (§ 16). Zum Maasstab der Vertheilung dieses Entschädigungs Quanti würde man in Ansehung der fixen, für alle Eigenbehörige gleichen Gefälle die Familien Zahl, in Ansehung der bedungenen Gefälle aber den Contributions Fuß nehmen (§ 18) und den Auskauf des solchergestalt ausgemittelten Surrogats (§ 19) und die Einlösung des gutsherrlichen Ober Eigenthums gegen Erlegung einer 2jährigen Contribution gestatten (§ 20).

Die Anzahl der adlichen Eigenbehörigen beträgt 3856 Colonate, und die Bestimmung ihres persönlichen und dinglichen Zustandes ist der Gegenstand der vorliegenden Verhandlungen, die bisher vor dem Justiz Departement und Finanz Departement anhängig waren. Es ist daher nöthig, daß man dem erstern den Plan der gänzlichen Allocation vorlegen, sich mit ihm wegen der Grundsätze vereinigen und sodann diesen Plan den Ständen und dem von den Eigenbehörigen von neuem zu ernennenden defensori communi vorlege.

429. Stein an Prinz Louis Ferdinand

Berlin, 23. Februar 1799

Ehemals Brandenburg-Preuß. Hausarchiv. Rep. LVII. Prinz Louis Ferdinand. Abschrift. – Erstdruck I. S. 286 ff. – In deutscher Übersetzung Pertz, Stein I. S. 168 ff. (mit Auslassungen).

Versuche einer Vermittlung zwischen dem Prinzen und seinen Angehörigen. Ermahnungen zu einem häuslichen und geregelten Dasein.

Quoique privé depuis près d'une année du bonheur de vous approcher, Monseigneur¹, l'intérêt que je prends à votre tranquillité et à votre gloire est cependant trop vif et trop sincère, pour que je ne me sois occupé et que je n'aie été affecté de tout ce qui peut y avoir quelque rapport.

Il m'a été bien satisfaisant d'apprendre les soins que vous donnez, Monseigneur, à l'éducation des jeunes officiers et cadets de votre régiment, l'application que vous mettez à l'étude des sciences qui forment l'ensemble de l'art terrible et sublime de la guerre et de l'emploi que vous faites de votre solitude à nourrir votre âme d'idées grandes, fortes et utiles. Mais en développant vos facultés, en travaillant à acquérir et à répandre des

lumières, pourquoi, Monseigneur, blesser tant d'autres rapports moraux qu'une âme sensible et susceptible d'affections tendres comme la vôtre devrait trouver son bonheur à respecter. Je vous avoue, Monseigneur, qu'il m'a été bien affligeant d'entendre jusqu'à quel point vous vous éloignez de vos parents, combien vous vous refusez au désir qu'ils vous témoignent de se rapprocher de vous², que des lettres écrites par un vieillard respectable, Monseigneur votre père, sur vos propres intérêts restent sans réponse, que tous les soins qu'il s'empresse de mettre à l'arrangement de vos affaires sont repoussés froidement. Et vous, Monseigneur, qui êtes sensible au malheur d'autrui, qui ne lui refusez jamais votre secours, qu'on a vu rendre les soins les plus touchants au simple soldat, compagnon de vos dangers, vous fermez votre coeur au sentiment de la nature, vous vous isolez d'elle et vous croyez pouvoir échapper un jour au souvenir déchirant d'avoir froidement repoussé les sollicitudes d'un père au bord de la tombe.

Suivez, Monseigneur, les impulsions d'une âme honnête et sensible, rapprochez vous d'un père que votre indifférence glaçante a blessé profondément avec le désir de réparer vos torts et la certitude que tout père frappe à côté.

A ces motifs si naturels, si impérieux, se réunissent d'autres considérations dictées par la probité avec laquelle tout honnête homme doit remplir ses engagements³. Vous en avez contractés de nombreux avec des honnêtes gens que l'intérêt inspiré par votre nom, votre état, vos talents a engagé à vous assister, avec des vils usuriers qui vous ont sacrifié à leur cupidité. La probité vous commande, Monseigneur, à satisfaire les premiers, la prudence vous conseille à vous dégager des mains des derniers. En refusant à vous prêter aux arrangements que Monseigneur votre père vous indique et vous facilite, vous blessez des devoirs sacrés envers la propriété des uns et vous prodiguez vos moyens pour accumuler les profits de l'usure sordide des autres.

Vous êtes parvenu, Monseigneur, à une époque dans la vie de l'homme où tout se réunit pour vous conseiller à former des liens qui vous assurent la jouissance du bonheur domestique, vous savez l'apprécier et vous m'avez souvent parlé avec attendrissement de l'image que vous en offrait la famille d'une soeur que vous adorez⁴. Je suis sûr que l'amour d'une femme aimable et honnête, les caresses touchantes de vos enfants, calmeront votre âme en proie à tant d'agitations et vous rappelleront de cette malheureuse passion du jeu que l'ennui et une inquiétude vague nourrissent, qui vous arrache de la société de vos amis pour vous entraîner dans celle des personnes réunies par la cupidité la plus effrénée et travaillées par les passions les plus dégoûtantes.

Vous avez fait énoncer à S. A. R., Madame votre soeur, des vues relatives à cet Etat, elles exigent un examen mûr, et qui est plus fait pour l'entreprendre avec toute l'anxiété de l'amitié et la sagacité de l'expérience que celle qui connaît les rapports que vous devez contracter, qui vous connaît

et qui prévoit l'influence incalculable qu'ils auront sur votre félicité et sur l'universalité de votre être moral.

Des devoirs à remplir envers des parents offensés, l'arrangement de vos affaires, la nécessité de parler et de consulter l'amitié tendre et éclairée sur un état dont dépend votre félicité entière vous appellent à Berlin, exigent que vous fassiez des démarches, que vous soumettiez aux formes nécessaires pour en obtenir la permission, et je vous conjure, Monseigneur, de ne point vous y refuser, de vous rendre aux instances d'un homme qui vous est sincèrement attaché, qui connaît l'étendu de vos talents, qui s'afflige d'en voir arrêté le développement et empêché l'application, et qui vous demande de reconnaître dans le langage qu'il vous parle l'hommage qu'il rend à vos qualités distinguées et à votre amour pour la vérité.

¹ Prinz Louis Ferdinand war unterdessen aus Westfalen nach Magdeburg zurückgekommen.

² Der Rest des Satzes von Pertz ausgelassen.

³ Der Rest des Abschnitts fehlt bei Pertz.

⁴ Prinzessin Luise Radziwill (s. oben S. 353, Anm. 5), auf deren Veranlassung nach Pertz (Stein I. S. 168) der Brief geschrieben wurde.

430. Stein an Frau v. Berg

Minden, 24. März 1799

Goethe- und Schiller-A. Weimar, Berg-Voß Nr. 25: Ausfertigung. – Erstdruck Pertz, Stein I. S. 184f. – Danach auch früher I. S. 288.

Freundschaft und Verbundenheit in gemeinsamer Resignation. – Graf Münster.

Ich kann Ihnen die Empfindungen nicht ausdrücken, die mir Ihr Brief erregte, da ich ihn unter einem Haufen hin und hergeworfener gestern bei meiner Ankunft auf meinem Tische liegend fand und dessen Inhalt mit inniger Rührung las. Bauen Sie auf die Anhänglichkeit eines Mannes, der in Ihnen, meine innigst geliebte Freundin, die Wahrheit und von aller Härte entfernte Selbständigkeit ihres Charakters, den ausgebildeten und immer fortstrebenden Verstand und eine Ihnen ganz eigenthümliche Aménität der Sitten und des Umgangs liebte, welche das Produkt eines sehr feinen und richtigen Gefühls ist. Wäre ich in ein genaueres Verhältniß des Umgangs gegen Sie gekommen, so hätte dieses mich gehoben, mich beglückt, da ich jetzt so manche Kraft nur zum Dulden und Tragen verwenden muß. Die drückendsten Situationen sind vorüber, ich sehe mit festem Blicke auf die Vergangenheit und Zukunft und habe doch noch Gefühl genug, um dem freundlichen Genius der Freundschaft und Liebe meinen Dank und mein Opfer zu bringen, wenn er es zu empfangen geneigt zu seyn scheint. Auch Sie, meine Freundin, sind Dulderin, haben vieles und manches schweigend und sanft gelitten, auch Sie leben in Reminiscenzen, in betrogenen Erwartungen. Diese Aehnlichkeit der Situation giebt unseren Empfindungen einen Einklang, unseren Maximen des Lebens eine Übereinstimmung, die

uns mehr als alle bürgerlichen Institute vereinigt. Ich wiederhole es, meine theuerste Freundin, glauben Sie feste an meine Freundschaft, an ihre Lebhaftigkeit, an ihre Unveränderlichkeit.

Ich habe bei meiner Durchreise Münster¹ wieder gesehen; ich gestehe es, er zieht mich an, er hat Sinn für das Gute und Edle, einen ausgezeichneten leidenschaftlichen Hang zur Kunst, den er durch seinen fünfjährigen Aufenthalt in Italien mit Prinz August ausgebildet und sich mit schönen Kunstwerken umgeben hat.

¹ Der spätere hannov. Staatsminister Ernst Herbert (seit 1792 Reichsgraf) v. Münster (1766–1839). Er hatte mit dem gleich erwähnten Prinzen August Friedrich, dem späteren Herzog von Sussex, 2. Sohn Georgs III., in Göttingen studiert und Freundschaft geschlossen und ihn 1793–98 auf seinen Reisen in Italien begleitet, die hauptsächlich künstlerischen und kunsthistorischen Interessen galten. Nach seiner Rückkehr war Münster 1798 als Rat bei der Domänenkammer angestellt worden, nachdem er schon 1790 in die hannov. Staatsverwaltung eingetreten war. 1801 ging er in diplomatischer Mission nach Petersburg, um Hannover die Unterstützung Rußlands bei der Verteilung der geistlichen Gebiete in Nordwestdeutschland zu sichern. Er knüpfte damals eine Reihe zukunfts-wichtiger Verbindungen an, so mit Stadion, Schwarzenberg und Czartoryski, vor allem aber legte er den Grund zum Zusammengehen Rußlands mit England im 3. Koalitions-krieg gegen Frankreich. Ende 1805 wurde er hannov. Staats- und Kabinettsminister beim König in London und leitete nach dem Verlust der hannov. Stammlande die dt. Angelegenheiten der engl.-hannov. Dynastie von London aus. Als außenpolitischer Berater Georgs III. wurde er eine zentrale Figur des europ. Widerstandes gegen Napoleon. Deshalb nahm auch Stein im Jahre 1809 die Verbindung zu Münster wieder auf, in dem er mit vollem Recht einen seiner zuverlässigsten Bundesgenossen sah, so vieles ihn auch sonst von ihm trennen möchte. Vgl. darüber Bd. III, IV und V dieser Publikation.

431. Stein an Frau v. Berg

Minden, 28. April 1799

Goethe- und Schiller-A. Weimar, Berg-Voß Nr. 25: Ausfertigung. – Erstdruck Pertz, Stein I. S. 185f. – Danach auch früher I. S. 289.

Einladung nach Nassau. Die Siege des Erzherzogs Karl. Verurteilung der preu-Bischen Neutralitätspolitik. „Unser Staat hört auf, ein militärischer Staat zu sein und verwandelt sich in einen exercirenden und schreibenden.“

Dieser Brief wird Sie, gnädige Frau, zu Barendsdorff¹ finden in der Gesellschaft meiner guten Schwester² und Louisens³, die ich herzlich grüße und inständig bitte, den Julius und August in Nassau zuzubringen, wo wir alle sehr ruhig leben werden, da der Kriegsschauplatz sich nach dem Oberrhein, der Schweiz und Italien gezogen und dort festgesetzt hat⁴. Was sagen Sie, gnädige Frau, die so empfänglich sind für große und schöne Thaten, zu dem kraftvollen und tapfern Benehmen dieses jungen Helden, des Erzherzogs Karl und seines braven Heeres, welche jetzt Deutschland von dieser Räuberhorde, der sogenannten Französischen Armee, gereinigt haben⁵ – es ist betrübend, uns gelähmt und in einem Zustande der Starrsucht zu sehen, während man mit Nachdruck die Ruhe Europas auf den alten Grundlagen

wiederherstellen konnte, die Unabhängigkeit Hollands, der Schweiz, Italiens, Maynz. Wir amüsiren uns mit Kunststücken der militärischen Tanzmeisterei und Schneiderei, und unser Staat hört auf, ein militärischer Staat zu seyn und verwandelt sich in einen exercirenden und schreibenden. Wenn meine Einbildungskraft mir die Gestalten der einflußreichen und ausführenden Personen vorstellt, so gestehe ich, erwarte ich nur wenig.

¹ Besitz der Frau v. Berg.

² Gräfin Werthern.

³ Einzige Tochter der Frau v. Berg (geb. 1780). Sie heiratete im nächsten Jahr den Grafen August Ernst v. Voss (1779–1832).

⁴ Des zweiten Koalitionskriegs, der damals nach dem Scheitern der Rastatter Verhandlungen ausgebrochen war (Anfang März 1799), und der in Abwesenheit des in Ägypten kämpfenden Napoleon in Italien, der Schweiz und Süddeutschland zunächst für die Republik einen sehr ungünstigen Verlauf nahm. Die Voraussage Steins erfüllte sich insofern, als erst im Herbst der Krieg in Belgien aufgenommen wurde und der Mittelrhein diesmal fast völlig verschont blieb.

⁵ Erzherzog Karl hatte den General Jourdan (vgl. S. 408, Anm. 1), der Anfang März über den Rhein gegangen war, zweimal geschlagen und die Franzosen dadurch an den Rhein zurückgedrängt. Der Kongreß in Rastatt tagte damals noch, er hat an dem Tage, an welchem dieser Brief geschrieben wurde, mit dem „Gesandtenmord“ seinen dramatischen Abschluß gefunden.

432. Immediat-Bericht Steins

Petershagen, 31. Mai 1799

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Rep. 89. Nr. 123 A. Ausfertigung. – Erstdruck I. S. 289 f.

Vorschläge zur Verbesserung der Landeskultur: Beseitigung des herrschenden Getreidemangels, Aufhebung der Eigenbehörigkeit gegen angemessene Entschädigung der Grundherrschaft, Verbesserung des Herforder Zuchtthauses, Ausbau des Straßennetzes und Korrektur der Weser, Gemeinheitsteilungen unter besonderer Berücksichtigung der Heuerlinge.

Folgende Gegenstände der innern Staatsverwaltung im Minden'schen Kammer Departement verdienen vorzüglich die Aufmerksamkeit Seiner Königlichen Majestät.

1. Ein dringendes Bedürfnis ist Abhelfung des gegenwärtigen localen und momentanen Getraide Mangels durch Assignation von 100 bis 150 Wispel Roggen oder Mehl auf das Magazin in Magdeburg gegen Bezahlung der Selbstkosten.

2. Aufhebung der Eigenbehörigkeit des in dem Minden'schen Kammer Departement wohnenden Bauernstandes und Verwandlung mit Hinsicht auf vollständige und billige Entschädigung des Gutsherrn dieser Art des bäuerlichen Verhältnisses in das eines Meyers oder Erbzinsmannes.

Das Kammer Collegium hat seine Vorschläge bei den Behörden abgegeben, und wäre es zu wünschen, daß seine Königliche Majestät denen Ministern v. Heinitz und v. Goldbeck aufgäbe, eine billige und angemessene Entschädigungsart der Gutsherrn in Vorschlag zu bringen.

3. Verbesserung des Herford'schen Zuchthaußes als Straf- und Fabrique-Anstalt [. . .].

4. Bau der Straßen von Minden nach Bielefeld und von Minden nach Osnabrück zur Erleichterung des inneren, durch schlechte Wege gehemmten Verkehrs und zur Lenkung nach der Provinz des starken Zuges des Fuhrwerks, das aus den fabrikenreichen Gegenden zwischen der Maas und [dem] Rhein nach dem nördlichen Deutschland geht.

Finanzierung des Chausseebaues.

5. Wasserbau auf der Weser zur Deckung der Abbrüche auf dem Strom Tractus zwischen der Hessischen Gränze und Hausberge und zur Berichtigung des Strom Teiches zwischen Hausberge und Schlüsselburg. Einige Jahre erfordern diese Anlagen noch Unterstützung, bis man durch Pflanzungen einen hinlänglichen Vorrat von Holtz sich verschafft hat.

6. Gemeinheitstheilungen und Beförderung der Acker und Holtzkultur der großen Gemeinheiten. Hiermit ist man am weitesten im Ravensberg'schen, sodann im Minden'schen, im Lingen und Tecklenburgischen ist gar nichts geschehen, und ist daher von dem hohen General Directorio die allgemeine Vermessung und Anstellung besonderer, dem Geschäfte ausschließend sich widmender Commissionen genehmigt, hingegen die Theilungs Grundsätze von den oberen Landes-, Polizei- und Justiz Behörden noch nicht vollzogen, welchem also entgegen gesehen wird, bey denen es aber wesentlich darauf ankömmt, daß für die Erhaltung der zahlreichen Klasse der Heuerlinge gesorgt werde, welches im Minden und Ravensbergischen geschehen durch Aufnahme der Disposition in die Theilungs Grundsätze, daß jedem Heuerling ein verhältnismäßiges praecipuum zuzuweisen sei.

Das Kammer Collegium hat angetragen, diese Bestimmungen auch auf das Lingen'sche anzuwenden, kann sich aber hierüber mit der Lingen'schen Regierung, die mit diesem Geschäfte wenig bekannt zu werden Gelegenheit gehabt, nicht vereinigen und wird der Entscheidung der oberen Behörden entgegesehen.

433. Stein an Gräfin Werthern

Nassau, 4. August 1799

St. A. Eigenth. – Erstdruck I. S. 291.

Tod Johann Friedrichs vom Stein.

La mort vient de choisir une nouvelle victime dans notre famille, ma chère amie, elle vient de nous enlever notre pauvre frère, le 29 d.m.p.¹ La lettre de M. de Doernberg² contient les détails relatifs à sa dernière maladie – je le regrette sincèrement, l'âge avait amorti sa vivacité, et les injustices qu'il avait essayées dans la dernière période de sa vie lui ont donné des nouveaux droits à l'intérêt des personnes qui lui étaient attachées par les liens du sang – j'étais dans l'attente de son arrivée, lorsque la nouvelle de sa mort

m'est parvenue qui m'a singulièrement frappée. Elle a augmenté mes regrets de n'avoir pu me rendre à son invitation en prenant ma route par Ansbach à mon retour de Berlin dont mes rapports de service m'ont empêché, exigeant un retour bien prompt.

Ma chère amie, notre famille est bien diminuée depuis huit ans, nous voilà réduits à trois, et tous les trois d'une frêle santé – tâchons au moins de nous réunir le plus souvent possible et de prendre nos arrangements en conséquence – je me propose de venir l'été prochain ici et vous prie instamment, ma chère amie, de prendre vos arrangements en conséquence, pour nous trouver ensemble ici et jouir d'une réunion dans notre maison paternelle, situation qui a tant d'attraits pour des individus d'une même famille dont les premières années n'offrent que des souvenirs paisibles et innocents.

Je me propose de rester ici jusqu'aux premiers jours de septembre et de retourner alors en Westphalie.

¹ Johann Friedrich, der in Triesdorf bei Ansbach gestorben war. Vgl. S. 357, Anm. 4, außerdem Nr. 404.

² Vizepräsident der Kriegs- und Domänenkammer in Ansbach.

434. Stein an Vincke¹

Hamm, 18. September 1799

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke. Nr. 105. Eigenh. – Erstdruck Bodelschwingh, Vincke, S. 120 f. mit falscher Jahreszahl (1794), später Kochendörffer, Briefwechsel zwischen Stein u. Vincke, Nr. 2. – Regest früher I. S. 292.

Mißbilligt Vinckes Vorsatz, sich von der Mitarbeit in der Kammer zurückzuziehen. Rät zu fernern Verbleiben auch im Hinblick auf seine weitere Laufbahn in der preußischen Verwaltung. Günstige Aussichten.

¹ Vincke war 1798 Landrat des Kreises Minden geworden. Die Aussichten, die Stein ihm im preuß. Staatsdienst eröffnete, realisierten sich schnell. Vincke wurde 1803 Präsident der Kammer zu Aurich, 1804 – 30jährig – Oberpräsident in Münster, später einer der wichtigsten Mitarbeiter an Steins Reform. Die Beziehungen beider Männer vertieften sich im Lauf der Jahre zu lebenslanger Freundschaft. Ihre Lebenswege verlaufen bis 1804 und nach 1815 auf großen Strecken gemeinsam und kreuzen sich in der Zwischenzeit an entscheidend wichtigen Punkten. – Den Entschluß Vinckes, sich aus persönlicher Verärgerung nach Bialystock oder Ploczk versetzen zu lassen, hatte Stein schon am 17. September 1799 getadelt, s. Kochendörffer, Briefwechsel Nr. 1. (Regest früher I. S. 291).

435. Stein an Vincke

Wesel, 28. September 1799

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke. Nr. 87. Eigenh. – Erstdruck Kochendörffer, Briefwechsel Nr. 3. – Danach früher I. S. 292.

Stein mißbilligt noch immer Vinckes Gesuch um Versetzung nach den Ostprovinzen. Hält die Gründe für unerheblich oder vorgeschoben. Vorwurf mangelnden Vertrauens. Reisepläne.

Wenn Euer Hochwohlgebohren bestimmt gewesen wären, Ihre Laufbahn auf Ihre gegenwärtige Stelle einzuschränken, wenn nicht bey mehrerer Rou-

tine der Dienst Mechanismus Ihnen leichter geworden, wenn man Ihnen die Mittel entzogen, eine Menge von lästigem Detail von sich abzulehnen, wenn Sie nicht öfters wären aufgefordert worden, Vorschläge zu thun, um dem landrätthlichen Verhältnisse mehrere Bestimmtheit gegen Beamte und Receptoren zu geben, und wenn nicht die nahe mannichfaltige Veränderungen, welche denen Westphälischen Cammern bevorstehen, wieder einen vortheilhaften Einfluß auf ihre Lage würden gehabt haben, – wenn alle diese Betrachtungen nicht eingetreten wären, so könnte ich Ihren Entschluß, eine kaum betretene Carriere wieder zu verlassen, billigen. Auf jeden Fall ist es aber ein Mangel von freundschaftlichem Zutrauen, wenn Sie mir Ihren Entschluß, nachdem er gefaßt und durch einen Antrag bey dem Minister realisirt worden, eröffnen und so übel motivirt, wie er es mir zu seyn scheint, mir zur Unterstützung empfehlen.

Es ist doch wohl ohnmöglich Ihr Ernst, wenn Sie in einer Polnischen, eroberten, uncultivirten Provinz einen ruhigern, bestimmtern, unabhängigern Geschäfts Crayß zu finden hoffen, als Sie in Ihrem Vaterlande gefunden haben und bey einigem Beharren und Ausdauern würden haben erwarten können. Ich gestehe, ich muß vermuthen, daß Euer Hochwohlgebohren Bewegungs Gründe zu einem so schnellen und unvorbereiteten Entschluß haben, die Sie mir mitzutheilen nicht für gut finden und die ich also zu beurtheilen nicht im Stande bin.

Ich werde den 2. October von hier nach Hamm abgehen, dort mich einige Tage aufhalten und sodann über Bielefeld und Halle nach Minden zurückkehren.

436. Stein an Vincke

Wesel, 2. Oktober 1799

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke. Nr. 87. Eigenth. – Erstdruck Kochendürffer, Briefwechsel Nr. 4 mit falscher Ortsangabe (Hamm). – Danach I. S. 292 f.

Befriedigung über Vinckes veränderte Haltung. Aussichten auf Beförderung zum Kammerdirektor in Cleve. Stein rechnet mit einer baldigen Befreiung des linken Rheinufers. Die neuerworbenen preußischen Gebiete („mit Halbmenschen bevölkert“).

Ich freue mich, daß Euer Hochwohlgebohren die Ausführung Ihres Entschlusses ausgesetzt haben, finde es sehr natürlich, daß Sie keine Neigung zu Ihrem Geschäfts Crayß und Aufenthalts Ort haben, und rathe Ihnen, dem Minister Heinitz Ihren Wunsch, versetzt zu werden, mit denen ihn veranlassenden Bewegungs Gründen vorzulegen. Die Versetzung kann sehr füglich bewürkt werden durch Ihre Anstellung in Cleve bey dem dortigen Collegio, wo Sie sich dem interessanten Geschäfte der Reorganisation der dortigen Provinz unterziehen und zu einem Gehalt von 800 Reichs Thalern gelangen können. Sie lernen auch eine bessere innere Provincial Verfassung, eine sehr vollkommene landwirtschaftliche Einrichtung kennen und kom-

men an einen angenehmern Ort. Es versteht sich von selbst, daß ich die Reoccupation des linken Rheinufer voraussetze, die mir ohnfehlbar zu seyn scheint und wenigstens in fünf bis sechs Monaten bewürkt seyn wird. Es kann Ihnen überhaupt bey einigem Ausdauern gar nicht fehlen, balde zu avanciren und Ihre Lage verbessert zu sehen und dabey immer die Annehmlichkeit zu haben, unter cultivirten Menschen zu leben und nicht in einem Winkel vom östlichen, mit Halbmenschen bevölkerten Europa zu hausen.

437. Stein an Heinitz

Minden, 23. Oktober 1799

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. CXX. Nr. 71. Ausfertigung. - Erstdruck I. S. 293.

Energische Verwahrung gegen den ihm durch Kabinetts-Order vom 14. Oktober 1799 (ebd. Abschrift) erteilten Verweis wegen einer angeblich von ihm verhängten Getreidesperre gegen das Hochstift Münster.

Die von der Märckischen Cammer und mir erlassen seyn sollende Sperre gegen das Münstersche bedarf keiner Rechtfertigung aus dem einzigen und vollwichtigen Grund,

weil sie gar nicht erlassen ist,

und alles was darüber geäußert und verhandelt worden, nur die Ueber-eilung der sich äußernden handelnden und schreibenden Persohnen beweist, daher es zu wünschen, daß dieser Vorfall ihnen für die Zukunft zur Beleh-rung dienen möge.

Ursprung des Gerüchts.

Hierauf erwarte ich nun Antwort und werde, wenn diese nicht befriedigend ausfällt, mich sehr nachdrücklich beschwehren über die Derbheit und Un-gerechtigkeit des ungehört und ungeprüft gegebenen Verweises.

438. Stein an Frau v. Berg

Minden, 15. Dezember 1799

Goethe- und Schiller-A. Weimar, Berg-Voß Nr. 25: Ausfertigung; Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Rep. 92. Pertz H. 59. Abschrift. - Erstdruck I. S. 294. - In deutscher Übersetzung Pertz, Stein I. S. 186 mit Auslassungen.

Prinz Louis Ferdinand. - Reisepläne. Familiennachrichten. Steins eigenes Befin-den. Versicherung seiner fortdauernden und unveränderlichen Freundschaft.

Je suis bien fâché de ne pouvoir vous donner, Madame, des nouvelles satisfaisantes sur le prince Louis, quoique son régiment soit à Bielefeld depuis le mois d'octobre, lui se trouve toujours à Hambourg, et nous sommes ici dans l'ignorance la plus complète sur sa conduite. Je crains bien qu'il ne sera jamais cité que pour l'abus qu'il fait de ses talents, vraiment rares, et que jamais ceux-ci ne seront employés pour l'utilité générale.

Je me propose de rester l'hiver ici, une course que je ferai à Hanovre pendant Noël exceptée, au printemps prochain, je recommencerais mes courses en Westphalie, et au mois de juillet je serai à Nassau où j'espère voir ma soeur¹, veuillez l'engager et la déterminer à s'y rendre – on y peut être très tranquille, malgré le voisinage du théâtre de la guerre.

J'ose à peine former des vœux de vous y voir, Madame, mon bonheur serait égal à mon sincère et inaltérable attachement². Henriette se développe physiquement et moralement, sie hat Bildungsamkeit, Guthmüthigkeit und einen geraden Sinn. Au reste, je me trouve tranquille et paisible, et je trouve que dans cet état of ease and alternate labour, il ne reste rien à désirer que des moments où on puisse jouir de la société de ses amis.

Veuillez me permettre de vous compter entre les miens, et j'espère que la Providence ne me privera pas toujours du bonheur de vous voir. Mademoiselle de Berg³ me permettra de me rappeler à son souvenir.

¹ Werthern. Vgl. oben Nr. 433. – Der folgende Zwischensatz fehlt bei Pertz.

² Dieser Satz ist von Pertz ausgelassen.

³ Luise v. Berg. Vgl. oben S. 485, Anm. 3. Der ganze letzte Absatz fehlt bei Pertz.

439. Stein an Vincke

[etwa 10. Januar 1800]

Archiv Osterwalde. Nachlaß Vincke. Nr. 78. Eigenh. – Erstdruck Bodelschwingh S. 122. – Ferner Kochendörffer, Briefwechsel Nr. 5. – Regest früher I. S. 294.

Verlangt Auskunft wegen versäumter Führen beim Chausseebau¹.

¹ Auf die Wiedergabe der anschließenden gereizten Korrespondenz vom 11. bis 13. Januar (früher I. S. 294 f. im Regest), gedr. Kochendörffer, Briefwechsel Nr. 6–9, wird hier verzichtet.

440. Stein an Heinitz

Minden, 12. Januar 1800

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Mersburg. Gen.-Dir. Minden-Ravensberg. Tit. V. Me 2. Vol. 5. Ausfertigung. – Früher I. S. 294 (Regest).

Befürwortet Vinckes Gesuch um einen viermonatigen Urlaub zum Zweck einer Reise nach England. „Da es allerdings zur mehreren Ausbildung eines so thätigen und wißbegierigen jungen Mannes gereichen, für ihn und seine künftige Geschäftsverwaltung, mithin auch für den Dienst von wesentlichem Nutzen seyn wird, wenn er sich in einem Lande umsicht, wo Landwirtschaft, Handelsverkehr, Künste und Fabriken zu einem hohen Grad der Vollkommenheit gestiegen sind.“¹

¹ Über Vinckes Englandreise (April bis September 1800) s. Bodelschwingh, Vincke, S. 130 ff. und Kochendörffer, Vincke I. S. 96 ff.; vor allem auch Nr. 451.

441. Stein an die märkische Kammer

Minden, 15. Januar 1800

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Mersburg. Gen.-Dir. Mark. CLXVIII. Nr. 2. Abschrift. – Früher I. S. 295 (Regest).

Vorschlag zur Errichtung eines Landarmenhauses zur Unterbringung fremder Landstreicher. Nachweis einschlägiger Literatur, unter anderem „Rumford, Kleine Schriften (1797), so besonders wichtige oeconomische Nachrichten enthält.“

442. Stein an Rohr¹

Minden, 17. Januar 1800

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Mark. Tit. CLXVIII. Nr. 2. Abschrift. – Erstdruck I. S. 295 f. – Hier etwas gekürzt.

Sozialprobleme ihres Amtsbezirks: Fürsorge für entlassene Sträflinge und Landstreicher, Anlage von Arbeitshäusern und Besserungsanstalten, Klassifikation der Gefangenen in den Gefängnissen. Arbeitslosenfürsorge. – Hinweis auf Rumford.

Der Inhalt des sehr verehrlichen Schreibens Ew. pp. d. d. Emmerich d. 27. Dec. a. pr. verdient der Gegenstand der ernsthaften Aufmerksamkeit jedes Mitglieds der bürgerlichen Gesellschaft zu seyn, und es wird doppelte Pflicht für einen öffentlichen Beamten, sich damit zu beschäftigen, da er so mannigfaltige Gelegenheit hat, von der Unvollkommenheit der bisherigen Einrichtungen sich zu überzeugen, und es nunmehr der ernste Wille des Königs Majestät und der obersten Behörden, diesen abzuhelpen, zu seyn scheint.

Gesetzliche Unterlagen für eine Reform. Bisher gültige Bestimmungen.

Es ist unter denen ihre Strafezeit ausgestanden habenden Verbrechern zu unterscheiden, ob es nicht ganz verderbte oder hülflose Menschen sind, oder ob ihre Freylassung wegen ihrer gänzlichen Unverbesserlichkeit der öffentlichen Sicherheit nachtheilig werden kann. Für die Verhaftung und Beschäftigung dieser letzten Classe ist durch das mit dem Zuchthaus verbundene Criminal Gefängniß gesorgt.

In Ansehung der Hülflosen und Armen bestimmt die Instruction d. d. Berlin, den 27. März 1797 die bey ihrer Entlassung zu beobachtenden Vorsichts Maasregeln und die denen Gerichts Obrigkeiten und Communitaeten obliegende Verpflichtungen, und es wird auch an einem Aufbewahrungs Ort nicht fehlen, wo für ihre Beschäftigung und sittliche Besserung gesorgt wird, wenn die von Ew. pp. beabsichtete und wesentliche nöthige moralische Classification der Züchtlinge² in Ansehung des Zusammenwohnens, Essens und der Behandlung eingeführt wird, und bedarf es alsdann eines besonderen Verbesserungs Hauses nicht, wenn die nachher zu bemerkende Anstalten außer denen bereits vorhandenen ausgeführt werden.

Diese Straf Anstalten werden nämlich durch Anlage der Land Armen Häuser eine wesentliche Unterstützung erhalten, und die Menge und Zudringlichkeit der auswärtigen Bettler und Vagabonden in der Grafschaft Mark hat schon längst den Wunsch bey den dortigen Eingesessenen erregt, daß eine solche Anstalt zur Aufbewahrung und Beschäftigung dieser lästigen und gefährlichen Classe von Menschen errichtet und denen Communitaets Armen Anstalten, welche in einigen Districten der Provinz sehr gut eingerichtet sind, dadurch eine Erleichterung verschafft [werde]. Es hat auch ein hohes General Directorium dem Märckischen Kammer Collegio den Auftrag ertheilt, einen Plan auszuarbeiten, und nachdem ich verschiedene die Einrichtung dergleichen Anstalten betreffende Materialien gesammelt, so habe ich in dem abschriftlich beykommenden Schreiben an die Märckische

Kammer d. d. Minden, den 15. Januar 1800 die nähere erforderliche Einleitung getroffen und darin zugleich meine Meynung über den zu einer solchen Anstalt mir am schicklichsten scheinenden Ort geäußert.

Was nun die Anlage von Arbeits Häusern für freywillige Arbeiter anbelangt, so existiren dergleichen mit dem besten Erfolg in größeren Städten und werden sie als ein Zweig der Communitaets Armen Anstalten angesehen. Mir ist es aber nicht bekannt, daß eine solche Anstalt auf eine ganze Provinz ausgedöhnt worden sey, und stehen einer solchen Vergrößerung mehrere Bedenklichkeiten entgegen, so aus der Anzahl der Arbeiter, der Mannigfaltigkeit ihrer Fähigkeit zur Arbeit und der Schwierigkeit, sie unterzubringen, entstehen. Ohnehin fehlt es in einer gewerbereichen Provinz wie die Grafschaft Marck einem Arbeits fähigen Arbeiter nicht an Gelegenheit zum Verdienst. Gewiß wäre es aber nützlich, in denen größten Clevischen Städten, Emmerich, Rees, die Anlage solcher Arbeits Häuser zu befördern, so wie bereits Ew. pp. in Cleve vor der Französischen Occupation eine solche Einrichtung getroffen, und verdiente es der Untersuchung, ob nicht solche kleinere Anstalten, als der Graf Rumford in seinen kleinen Schriften Th. I. p. 218 vorschlägt, dessen Vorschläge wegen Beköstigung der Armen, die auch bereits in den Hamburgischen Armen Anstalten befolgt sind, auch in dem Weselschen Zuchthaus verdienten angewandt zu werden [...].

Von der Anlage eines Land Armen Hauses im Herzogthum Cleve erwähne ich nichts, da bey der gegenwärtigen Lage der Provinz und der öffentlichen Angelegenheiten sich an neue Anstalten dieser Art gar nicht denken läßt.

Die Verbindung eines Irrenhauses mit einem Kloster würde zum Vortheil haben, daß Anlage Kosten eines Gebäudes erspart und die Wartungs und Pflege Anstalten einen geringen Grad von Kostbarkeit erhalten würden. Sollte man nicht von der Clevischen Geistlichkeit einen Beytrag zu einer solchen Anstalt erhalten, oder des Königs Majestät bewegen können, bey jedem Capitel ein paar Praebenden offen zu lassen zur Benutzung³ einer solchen Anstalt.

¹ Präsident der Regierung von Cleve und Mark.

² Die Klassifizierung der Verbrecher und ihre Trennung von den Landstreichern in den Strafanstalten fordert Stein außerdem in einem Schreiben an die Kammer in Hamm vom 3. Juli 1800 unter Hinweis auf die diesbezüglichen Mängel des Strafvollzuges in Wesel und die „empörende Unvollkommenheit“ der bestehenden Einrichtungen (Regest früher I. S. 298).

³ Statt „Beförderung“?

443. Stein an Frau v. Berg

Minden, 18. Mai 1800

Goethe- und Schiller-A. Weimar, Berg-Voß Nr. 25: Ausfertigung. – Erstdruck Pertz, Stein I. S. 186f. – Danach auch früher I. S. 297 (ebenso).

Krankheit der Frau vom Stein. Frau von Wallmoden. Dienstreise.

Ich habe zwei Monate in einer schrecklichen und peinlichen Lage zugebracht; meine Frau litt an einer schmerzhaften und hartnäckigen Krankheit, welche mir die lebhaftesten Besorgnisse einflößte. Ihre Mutter, die Gräfin Wallmoden, hat ein Zartgefühl, einen Muth und eine innige Liebe für die Kranke gezeigt, welche meine Anhänglichkeit für diese bewundernswürdige Frau vermehrt hat.

Ich beabsichtige jetzt meine Rundreise in Westphalen anzufangen; wann werde ich das Glück haben, Sie, gnädige Frau, wiederzusehen und einer Gesellschaft zu genießen, welche die Freundschaft, die Anmuth Ihres Charakters und die Grazien Ihres Geistes mir so theuer machen? Was haben Sie für den Sommer vor? [...].

444. Stein an die mindensche Kammer

Lengerich, 5. Juni 1800

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Tecklenburg-Lingen. Tit. XXXV. Nr. 1. Vol. 4. Abschrift. – Erstdruck I. S. 297.

Übersendet die in Lengerich verhandelten Akten über die Gemeinheitsteilungen. Die Kammer wird angewiesen, das Weitere zu veranlassen, insbesondere für die Bereitstellung der nötigen Vorschüsse zu sorgen.

[...] Ich empfehle [...] diese für die Landes Verbesserung so wichtige Sache dringend und angelegentlichst und werde ich kommenden Herbst bey meiner Zurückkunft in das Lingen- und Tecklenburgische meine Aufmerksamkeit auf den während des Sommers gehaltenen Fortgang wenden.

445. Denkschrift Steins über die Grundsätze der Gemeinheitsteilung in Tecklenburg-Lingen [Juni 1800]

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Tecklenburg-Lingen. Tit. XXXV. Nr. 1. Abschrift. – Erstdruck I. S. 298.

Die Wünsche und Beschwerden der kleinen Angesehenen sollen nach Möglichkeit berücksichtigt werden. Die Vorurteile gegen die Gemeinheitsteilungen sind mit allen Mitteln der Belehrung und durch entsprechende Kundgebungen der Zentralbehörde zu bekämpfen. Prämien auf die rascheste Beendigung des Teilungsgeschäfts vorgeschlagen.

I. Theilungsgrundsätze. – Die Theilungsgrundsätze für das Tecklenburgische sind landesherrlich festgesetzt, nur finden sich bei deren Anwendung Veranlassungen zur Beschwerde von Seiten der kleinen Beerbten und der Heuerleute, indem letztere über Zuthellung zu kleiner Antheile

sich beschweren. Es müssen die Marken Theilungs Commissarien sich bemühen, bei der Leitung des Geschäfts durch Vergleiche für die Abhelfung dieser Beschwerden zu sorgen und die Theilungs Grundsätze nach der Localitaet und Individualitaet mit Einstimmung der Interessenten aufzufinden.

Ein zweiter Absatz beschäftigt sich mit den bei der Gemeinheitsteilung beschäftigten Beamten, ein dritter mit den Feldmessern und den Vermessungen. Es ist zu hoffen, daß durch einen festen regelmäßigen Gang man endlich dazu gelangen werde, die Vorurtheile gegen die Gemeinheits Theilungen zu unterdrücken, die Starrsinnigen zur Folgsamkeit und die Kurzsichtigen zu richtigen Begriffen zu bringen. Zu den mitwirkenden Hilfsmitteln wäre aber

1. die Entwerfung eines von des Königs Majestät Höchstselbst zu vollziehenden Publicandi, welches mit Beziehung auf die Edicte d. d. Berlin 1769 und 1770 eine wiederholte Aeußerung Allerhöchst dero ernstest und festen Willens, daß die Gemeinheiten getheilt und die der Landwirtschaft nachtheilige Servituten aufgehoben werden, enthält,
2. ein Circulare an sämtliche Beamte, welches ihnen die Beförderung der Gemeinheits Theilungen zur Pflicht macht,
3. eine Prämie für diejenige Gemeinde von 200 Rth., welche zuerst mit der Theilung zu Stande kömmt.
4. die Marken Theilungs Commission und den Kr. R. v. Blomberg¹ auf sein Schreiben d. d. . . .² und das Pro Memoria zu bescheiden, nach dem Inhalt des vorliegenden Pro Memoria.

¹ Kriegs- und Domänenrat der Tecklenburgischen Kammerdeputation, auch Landrat.

² Lücke in der Vorlage.

446. Stein an die mindensche Kammer

Hamm, 12. Juli 1800

Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Domänenkammer Minden. II. Nr. 59 b. Eigenh. – Erstdruck I. S. 559.

Der Mißbrauch des Mindener Stapelrechts. Grundsätzliche Unvereinbarkeit des Stapels mit den Bestrebungen und Aufwendungen zur Hebung der Weserschiffahrt.

Einem hochlöbl. Collegio communicire ich die beyde anliegende Schreiben des Herrn Zoll Directors Goecke[r]¹, um denen darin enthaltenen Beschwerden über den Mißbrauch des Stapel Rechtes abzuhelfen. Es ist vergeblich, kostbare Anlagen zur Erhaltung der Navigabilitaet des Weser Strohms zu machen, wenn unter dem Schein Rechtens einzelnen Kaufleuten nachgelassen wird, unter Wehrt und unter Selbstkosten das Eigenthum anderer hinwegzunehmen und diese zu zwingen, statt eines solchen unsichern Wasser Transports den kostbaren Land Transport zu wählen, und auf diese Art der Provinz allen aus dem Gewerbe der Schiffahrt und eines ordent-

lichen, regelmäßigen Gang des Handels entstehenden Nutzen zu entziehen. Können die Mindener Kaufleute für den willkürlich gesetzten niedrigen Marktpreis den Waitzen erhalten, so ist es ja doppelt ungerecht, solche gewaltsame Eingriffe in das Eigenthum anderer sich zu erlauben und diese zu einem Verkauf unter Wehrt zu zwingen.

Sollte keine Abänderung erfolgen, so habe ich der Zoll Direction die Eröffnung gethan, daß sie, sowohl als der Magistrat in Bremen, sich dieserhalb bey der obersten Behörde melden mögten.

¹ Zolldirektor und Provinzial-Einnehmer der Provinzen Minden und Ravensberg in Minden.

447. Stein an Auer¹

Wesel, 20. Juli 1800

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. V. Nr. 14. Abschrift. – Früher I. S. 299 (Regest).

Vereinigung der Zoll- und Akzisedirektionen mit den Kammern zur Vereinfachung der Verwaltung. Vorschläge zur Geschäftsverteilung.

¹ Oberzollrat und Direktor der Provinzial-Akzise- und Zollirection in Emmerich.

448. Stein an die mindensche Kammer

Wesel, 23. Juli 1800

Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Dom.-Kammer Minden. II. Nr. 59 b. Eigenh. – Früher I. S. 299 (Regest).

Übermittelt die Beschwerden einiger Handelshäuser über den Mißbrauch des Mindener Stapelrechts. Fordert Abstellung.

449. Stein an Heinitz

Wesel, 26. Juli 1800

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. V. Nr. 14. Ausfertigung. – Erstdruck I. S. 299 (Regest).

Vereinfachung der Verwaltung durch Verbindung der Akzise- und Zollirectionen mit den Kammern. Ausdehnung ihrer Kontrolle auf die Post. Scharfe Kritik der preuß. Post¹ (Unbequemlichkeit, rücksichtslose Behandlung des Publikums, schlechte Leistungen).

¹ Vgl. Steffens, Rheingrenze, S. 180, Anm. 18.

450. Stein an die mindensche Kammer

Hamm, 2. August 1800

Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Dom.-Kammer Minden. II. Nr. 59 b. Ausfertigung. – Erstdruck I. S. 299.

Billigt die Maßnahmen der Kammer gegen den Mißbrauch des Stapelrechts in Minden.

Die von einem Hochlöblichen Krieges und Domainen Cammer Collegio durch die Rescripte d. d. den 26 ten und 30 ten July a. c. genomene Be-

schlüsse über die herrschende Mißbräuche des Mindener Stapel Rechts und die Beschwerden der Bremer und Vlothoer Kaufleute sind so weise als gerecht, und stimme ich besonders denen in dem Rescript d. d. 30. July a. c. vorgetragenen Grundsätzen bey.

Da das Privilegium Caesareum die Bezahlung des gemeinen Getreide Preises festsetzt, so folgt von selbst, daß die Festsetzung nicht dem Eigenthum einiger Mindener Kaufleute überlassen bleiben muß, sondern daß eine Festsetzungs Art zu wählen sey, die mit der Achtung für fremdes Eigenthum, mit denen Grundsätzen einer vernünftigen, das Verkehre eines großen Theils von Deutschland und insbesondere des Fürstenthums Minden begünstigenden und die Benutzung eines ansehnlichen, mit Kosten schiffbar gemacht werdenden Strohrs erhaltenden Handels Polizey sich vereinigen läßt.

Die Verwandlung des Stapel Rechtes in eine mäßige Abfindungs Abgabe, die Suspension desselben bis zur Zeit der Noth und die Bestimmungs Art des Preises nach denen oben bemerkten Grundsätzen werden hoffentlich das Resultat der Bemühungen Eines Hochlöblichen Collegii seyn, wenn sie nur der gute Wille des Magistrats und der Worthalter unterstützt, und wünsche ich sehr, daß Ein Hochlöbliches Collegium durch dieses glückliche Resultat für seine gehabte Bemühungen belohnt werde.

451. Vincke an Stein

Manchester, 8. August 1800

Archiv Osterwalde. Nachlaß Vincke. Nr. 67. Eigenh. – Erstdruck Bodelschwingh, Vincke, S. 136 ff. mit Auslassungen und Abweichungen im Text. Wichtigere Varianten vermerkt. – Vollständig Kochendörffer, Briefwechsel Nr. 10. – Danach früher I. S. 300 ff.

Itinerar seiner Reise durch England. Industriegebiete und historische Gedenkstätten. Bewunderung der englischen Verfassung. Vergleichende Beurteilung der Stellung des englischen und des preußischen Adels. Scharfe Kritik an den sozialen Vorrechten und Vorurteilen des letzteren. Geschlossenheit der englischen Nation im Kampf gegen das revolutionäre Frankreich, geringer Einfluß revolutionärer Ideen im Lande. – Kritik der englischen Justizverfassung, sowie mancher sozialen und wirtschaftlichen Institutionen, „dagegen die Art, wie die Menschen hier so ganz durch und aus sich selbst regiert werden . . . gewiß sehr viel Vorzügliches hat, welches alles übrige aufwiegt“.

Euer Hochwürden Hochwohlgeboren haben so vieles zur Beförderung meines Reiseplans beigetragen¹, daß ich schon längst geeilt haben würde, Ihnen über dessen Erfolg meinen vorläufigen Bericht abzustatten. Allein theils fand ich bei der Schnelligkeit der Reise so wenig Muße, theils wünschte ich auch vorher das Land etwas genauer kennen zu lernen, um Ihnen einige bessere und bestimmtere Nachrichten mittheilen zu können. Jetzt bin ich leider schon beinahe am Ende einer Reise, auf dem Rückwege nach London begriffen. Ich benutze indessen Ihre vorläufige gütige Erlaubnis zur Verlängerung derselben, indem ich erst in der Mitte künftigen Monats zurück-

kommen werde – darf jedoch nicht länger anstehen, Ihnen einige Nachricht von mir zu ertheilen, da ich nach dem letzten Briefe aus Minden erst im November das Glück haben werde, Sie dort zu sehen².

Am 23. April landete ich nach langer schrecklicher Seereise in Yarmouth. Die Nothwendigkeit, meinen Paß auszutauschen, zwang mich, gleich nach London zu eilen, wo ich, durch mancherlei Umstände aufgehalten, bis zum 23. Mai³ verweilte; dann mich vier Wochen in Suffolk und Leicestershire bei einigen Farmers aufhielt; vom 16.–20. Juni dem großen landwirtschaftlichen Kongreß bei der Schafschur des Herzogs von Bedford in Woburn bewohnte, dort mit Sir Francis d'Ivernois⁴ und Herrn von Burgsdorf⁵ aus Berlin zusammentraf, in deren Gesellschaft ich meine große Reise über Stow⁶, Oxford, Blenheim⁷, Warwick⁸, Birmingham, Hagley⁹, Coalbroukdale, Etruria¹⁰, Ashborne, Matlock, Castleton, Sheffield, Wentworth¹¹, York, Studley¹², Durham¹³, Sunderland, Newcastle, durch Northumberland, am Tweed, Dunbar¹⁴, Edinburgh, Stirling¹⁵, Perth, Dunkeld¹⁶, die mittlere Tour durchs Hochland nach Mull¹⁷ und Staffa, Inverary¹⁸, Loch Lomond, Glasgow, Paisley, Lanark, Carlisle, die schönen Lakes in Westmoreland, Lancaster, Liverpool – endlich gestern hierher machte.

Für die Kürze der Zeit haben wir uns wohl etwas zu weit ausgedehnt, zuviel gesehen, um alles ganz zu sehen, wie wir gesollt, und doch so vieles unbesucht lassen müssen. Indessen bin ich dennoch sehr von der Reise zufrieden. – Über den Ackerbau habe ich, wenn auch nicht vollständige, doch mit Hülfe des vortrefflichen Thaers¹⁹ und der Reports viele Belehrung erhalten, viele treffliche öffentliche Anstalten – heute noch hier ein musterhaftes Gefängnis und Infirmarium – gesehen und darüber mit großer Mühe eine Menge gedruckter Nachrichten gesammelt. Von Fabriken weit mehr und mit viel weniger Zurückhaltung, als ich je erwarten konnte; vom Bergbau etwas, sowie vom Canal- und Chausseebau, daneben eine Menge Parks und Schlösser und in ihnen einen großen Reichthum von Kunstsachen. In allen diesen Hinsichten habe ich meine Erwartungen von diesem so äußerst merkwürdigen Lande weit übertroffen gefunden. Was mir aber noch weit interessanter war, ist die allgemeine Ansicht des Landes und der Menschen, die so äußerst abweichende innere Organisation des Gouvernements, des Zusammenhangs der verschiedenen Theile, welche ein so schönes, vollständiges Ganzes bilden, der Konstitution überhaupt, der Finanz Verwaltung pp., und hierin habe ich die meisten Schwierigkeiten gefunden, bin ich noch immer über manches nicht aufs Reine, obgleich in an d'Ivernois, der sich so lange in England und nicht müßig aufhielt, eine große Hülfe habe. Es ist unglaublich, wie alles und jedes hier so ganz abweichend, wenngleich gottlob nicht immer besser! vom unsrigen ist. Die Eigenthümlichkeiten und Verschiedenheiten sind so gewaltig, daß man zuletzt des Vergleichens ganz müde wird. Wenn ich die reichen englischen Lords betrachte, deren Aufwand und Einkünfte so manchen nicht bloß kleinen, sondern selbst mitt-

leren deutschen Fürsten hinter sich läßt, und deren Macht dann wieder mit der gesetzlichen Despotie des winzigen, erbärmlichen oberschlesischen Edelmanns [vergleiche], so möchte ich wahrlich weinen, daß wir so weit zurück sind, daß wir es noch so lange bleiben werden, daß sogar die allerunbedeutendsten Milderungen, zu welchen das Gouvernement endlich vorschreitet, durch die lächerliche und wahrlich sehr unzeitige Eifersucht des sein wahres Interesse so ganz verkennenden Adels auf eingebildete Vorzüge immer wieder hintertrieben wird. Mein Gott, wenn der König je einmal genöthigt werden sollte, etwas ähnliches als ein Income tax bei uns zu verlangen! Hier hat Niemand widersprochen, und Adel und Kaufmannschaft bezahlen sie neben der ungeheuren Last anderer Auflagen, welche alle den Wohlhabenden so ganz vorzüglich treffen, ohne alles Murren. Jeder wetteifert mit dem andern, das Gouvernement auf alle Weise zu unterstützen und durch eigne Aufopferungen zu befestigen; dagegen der größere Haufe unseres Adels noch immer wähnt, der Staat könne nicht bestehen ohne seine eigene unbedingte Exemption von allen wesentlichen Beiträgen, ohne Druck und Dienstbarkeit der andern Stände, und die geringste Abänderung und Nachgiebigkeit müsse unfehlbar den Zusammensturz des Ganzen zur Folge haben. Und wie vieles würde nicht dazu gehören, den dummen Glauben auszurotten, daß dieses so alles bis ans Ende der Welt stehen bleiben würde, daß es daher thöricht wäre, etwas aufzuopfern, um sich das Wesentlichere zu erhalten! Hier findet man wohl Feinde der regierenden Personen, aber gewiß sehr wenige der Konstitution; wenn es auf deren Behauptung ankommt, sind alle miteinander einverstanden. Die wenigen Jakobiner muß man nur unter der Klasse von Menschen suchen, welche gar nichts zu verlieren haben und sich in großem, obgleich nicht gesetzlichem, doch moralischem Druck befinden. Lord Stanhope²⁰ ist der einzige avouirte Demokrat unter der gebildeten Klasse, er steht aber überall allein, wird von beiden Theilen verachtet, man betrachtet ihn als einen Narren oder Wahnsinnigen²¹. Der Wunsch nach Frieden fängt zwar an, sich überall sehr lebhaft zu äußern, aber doch immer in den Schranken der Mäßigung, und man will nur einen ehrenvollen Frieden. – Die Theuerung der ersten Lebensbedürfnisse, welche wirklich allen Glauben übersteigt, hat viele Unzufriedenheit, aber nirgends bedeutende Unruhe erregt und ist im Ganzen mit bewundernswürdiger Geduld von der niedern Klasse getragen worden, ungeachtet die Arbeitspreise nicht verhältnismäßig erhöht waren. Wenn aber auch Unruhen entstanden wären – und in einigen Manufakturstädten kam es wirklich zur Bestürmung einiger Bäcker- und Kartoffelläden –, so wurden solche überall sogleich durch die in mancherlei trefflich organisierten Volontär-corps zu Pferde und zu Fuß unter den Waffen vereinigter Bürger unterdrückt. Die englische Civil- und Kriminaljustizverfassung²² gefällt mir am wenigsten, ich kann die hochgepriesene Vortrefflichkeit darin nicht finden und²³ würde mich hundertmal lieber dem Urtheile eines preußischen Kriminalkollegiums als einer eng-

lischen Jury unterwerfen. Auch die Kirchen-, Schul- und Armen Einrichtungen im allgemeinen wollen mir gar nicht gefallen, die Zoll- und Accise-gesetze sind noch weit härter und drückender, weit beschränkender und langweiliger hier als bei uns, es ist mir unbegreiflich, wie die Engländer sich darin haben fügen können. Auch manche unserer Polizeieinrichtungen sind unstreitig besser, dagegen die Art, wie die Menschen hier so ganz durch und aus sich selbst regiert werden, ohne daß der Staat im Mindesten sich darum zu kümmern und dafür etwas auszugeben braucht, gewiß sehr viel Vorzügliches hat, welches alles übrige weit aufwiegt²⁴.

Der große Kornmangel war unstreitig den beiden letzten schlechten Erndten vorzüglich zuzuschreiben, der Bushel Weizen [. . .] war auf 22 Schilling [. . .], alle übrigen Bedürfnisse im Verhältnis 1 Pfd. Fleisch auf 1 Schilling und darüber gestiegen, jetzt ist der Weizen auf 14 Pence, das Fleisch auf 6 Pence innerhalb 10 Tagen bei der nahen Aussicht einer gesegneten Erndte heruntergefallen. Fällt er unter 12 Schilling, so hat der Staat sich anheischig gemacht, den Kornhändlern die Differenz zwischen diesem und ihrem Einkaufspreis zu vergüten. Ver- und Aufkäufer haben unstreitig beigetragen, die Preise zu steigern, wenn auch bei weitem nicht so sehr, als man ihnen jetzt, wo alles aufs äußerste gegen sie erbittert ist und sich zu ihrer gerichtlichen Verfolgung assoziiert, beimessen will.

Doch ich muß mich auf den engen Raum eines englischen Briefes beschränken und verspare alles übrige, was ich noch so gern beifügen möchte, zur mündlichen Berichterstattung.

Hier in Chester, wohin ich mittlerweile gelangt bin, habe ich das prachtvollste Gefängniß [gefunden], welches ich je gesehen, nach dem neuen, jetzt hier überall angewendeten Prinzip, den Governor und die Goaler im Mittelpunkt²⁵ und die Gefängnisse im halben Zirkel herum, sodaß erstere alle Gefangenen aus einem Punkte immer ganz übersehen können. Es ist ein Palast, der 70 000 Pfund kostete, bloß für Chesheshire. In Nordwich sind mir die Steinsalzbergwerke äußerst interessant gewesen²⁶. Von hier gehen wir nach Shrewsbury, ein kleines Stück von Wales, Gloucester, Bristol, Bath, durch Wiltshire über Windsor zurück. Gern verlängerte ich meine Reise, um Wales und das südliche England ganz zu sehen, aber für diesmal habe ich darauf Verzicht gethan, denn es würde zu arg seyn, wenn ich meinem Freunde Delius²⁷ die Last meiner durch so manche unvorherzusehende Umstände, die neue übermäßige Einquartierung, Hagelschäden pp. so unangenehm vermehrten Geschäfte noch länger wollte tragen lassen, so bereitwillig er auch dazu ist²⁸, sich ihnen mit gleicher Tätigkeit länger zu unterziehen.

Erlauben mir Euer Hochwürden Hochwohlgeboren, noch einige Zeilen in Betreff meiner künftigen Lage beizufügen. Sie haben mir immer so viele Beweise Ihrer Teilnahme und Gewogenheit gegeben, daß ich hierüber Ihnen mit ganz aufrichtigem Vertrauen mich äußern darf. Ich sehe voraus, daß

es Ihnen unmöglich sein würde, Ihre gütigen Absichten wegen meiner Versetzung nach Cleve, sobald als es anfangs schien, zu realisiren. Mein – *bricht ab.*

¹ S. Nr. 440.

² Dieser ganze Abschnitt fehlt bei Bodelschwingh.

³ „21. Mai“ bei Bodelschwingh.

⁴ François d'Ivernois (1757–1842), Schweizer Nationalökonom, der als Gegner Napoleons und Bewunderer engl. Verfassungs- und Verwaltungseinrichtungen in seinem eben damals erschienenen Buch „Usurpation et Chute du Général Buonaparte“ (1800) die innere Unhaltbarkeit des napoleonischen Systems unter anderem auch aus der Kostspieligkeit seiner Bürokratie zu erweisen suchte. Stein hat ihn 1807 in der Nassauer Denkschrift auch als Kronzeugen für die erhoffte Verbilligung der preuß. Staatsverwaltung durch die Einführung von Selbstverwaltungseinrichtungen herangezogen. Vgl. Bd. II. dieser Publikation.

⁵ Wahrscheinlich doch wohl Adolf v. Burgsdorff (vgl. oben S. 237, Anm. 1), den Stein und Vincke aus Berlin kannten.

⁶ *Stow on the Wold*, unweit Oxford (fehlt bei Bodelschwingh). Vinckes Reisebericht spiegelt auch in der Aufzählung seiner einzelnen Stationen eines der größten England-Erlebnisse eines Deutschen seiner Zeit. Wir machen sie deshalb im einzelnen kurz sichtbar.

⁷ *Blenhem Castle*, der Sitz des Herzogs von Marlborough, Dotation für den großen Marlborough für seinen Sieg bei Höchstädt und Blindheim 1704.

⁸ Warwick dürfte Vincke vorwiegend aus historischem Interesse aufgesucht haben, als Sitz des aus der mittelalterlichen Geschichte Englands bekannten Geschlechts der Grafen von Warwick. Es war die Heimat des „Königsmachers“ der Rosenkriege, Richard Neville Graf von Warwick.

⁹ *Hagley* (Hazby bei Bodelschwingh) ist ebenso wie *Coalbroukdale* im Industriegebiet von Birmingham gelegen.

¹⁰ *Etruria*, *Ashborne*, *Matlock*, *Castleton*, schon damals bedeutende Fabrikstädte des mittelengl. Industriegebiets.

¹¹ *Nördlich Sheffield*, historisch interessant als Stammsitz *Straffords* (1593–1641), des Vorkämpfers der engl. Königsmacht gegen die aufkommende Revolution, dessen Verurteilung und Enthauptung 1641 die erste entscheidende Niederlage des engl. Absolutismus bedeutete.

¹² *Studley Park*, nordwestlich von York, ebenfalls von ausschließlich historischem Interesse, in der Nähe der berühmten Klosterruine *Fountains Abbey*.

¹³ *Durham*, einer der bedeutendsten Plätze im Kohlen- und Industriegebiet von *Newcastle*.

¹⁴ *Dunbar*. Hier sind es vor allem die reichen geschichtlichen Erinnerungen, die Vincke anzogen. Bei *Dunbar* schlug Edward I. 1296 die Schotten, errang Cromwell 1650 einen seiner folgenreichsten Siege. Auf dem Schloß in *Dunbar* hatte Maria Stuart 1566 Zuflucht vor den wegen der Ermordung *Rizzios* empörten Schotten gefunden; von hier aus entführte *Bothwell* sie nach der Ermordung *Darnleys*.

¹⁵ Sowohl als bedeutende Industriestadt als auch historisch für Vincke interessant. Bei *Stirling* befanden sich Kohlengruben, es war auch Sitz einer bedeutenden Eisenindustrie. Im frühen Mittelalter war es eine der Residenzen der schott. Könige und im hohen Mittelalter eine der heiß umkämpften Eingangspforten nach Schottland. 1297 wurden hier die Engländer von den Schotten unter Führung von *William Wallace* geschlagen; in unmittelbarer Nähe liegt das Schlachtfeld von *Bannockburn*, auf dem *Robert Bruce* 1314 seinen berühmten Sieg über Edward II. erfocht.

¹⁶ Während *Pertth* wahrscheinlich vor allem als Industriestadt bereist wurde, war *Dun-*

ke l d wiederum interessant als Boden sagenumwobener schott. Geschichte. Diese Gegend gilt als der Schauplatz von Shakespeares Macbeth.

¹⁷ Die zweitgrößte Insel der Hebriden. Von hier aus erreichte Vincke Staffa und die Fingals-Höhle Ossians.

¹⁸ Inverary am Loch Fyne, nicht Inverness wie bei Bodelschwingh, Kochendörffer und danach früher I. S. 300. – Inverary liegt auf dem Weg von Mull und Staffa nach dem Industriezentrum Glasgow, dem sich Vincke nun zuwandte, während Inverness weit außerhalb seines Reisewegs war.

¹⁹ Albrecht Daniel Th a e r (1752–1828), der Bahnbrecher moderner Landwirtschaftsmethoden. Seine Schriften hat Stein eifrig studiert, sie befinden sich noch jetzt in seiner Bibliothek.

²⁰ Charles Graf von Stanhope (1753–1816), Schwager des jüngeren Pitt. Seit 1780 Mitglied des Unterhauses, seit 1786 des Oberhauses, bekämpfte Pitts Außenpolitik und trat innenpolitisch für Pressefreiheit und Unabhängigkeit der Geschworenengerichte ein; auch gehörte er zu den Vorkämpfern der Sklavenbefreiung.

²¹ Der nächste Satz fehlt bei Bodelschwingh.

²² „Kriminaljustiz“ bei Bodelschwingh.

²³ Der Rest des Satzes von Bodelschwingh gesperrt.

²⁴ Der letzte Satz bei Bodelschwingh stark abweichend, außerdem fehlen die beiden folgenden Abschnitte.

²⁵ „Die Beamten und die Ökonomie im Mittelpunkt“ bei Bodelschwingh.

²⁶ Dieser Satz ist von Bodelschwingh ausgelassen.

²⁷ Daniel Heinrich Delius (1773–1832), zunächst Assessor, später Kriegs- und Domänen-Rat an der Kammer in Minden. Trat nach 1806 in königl. westf. Dienste, wurde 1816 Regierungspräsident in Trier und kam 1825 als Regierungspräsident nach Köln. Auch Stein schätzte ihn; „einen tüchtigen, erfahrenen Geschäftsmann“ nennt er ihn in einem Brief an Spiegel vom 30. Mai 1825.

²⁸ Der Rest fehlt bei Bodelschwingh.

452. Bericht der mindenschen Kammer (Stein-Hoffbauer) „Die Fixation der ungewissen Eigenthums Gefälle in den Provinzen Minden, Ravensberg, Tecklenburg und Lingen betr.“ Minden, 25. November 1800

Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Dom.-Kammer Minden. V. Nr. 57. Konzept nach dem Entwurf Hoffbauers mit seinen eigenhändigen Verbesserungen (kursiv) und denen Steins (gesperrt), von dem auch die letzten beiden Absätze herrühren. – Erstdruck I. S. 303 ff.

Drängt auf Durchführung der vorgeschlagenen Reformen der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse.

Citissime!

Die hiesige Regierung hat mittels des abschriftlich angebotenen Rescripts vom 24ten m. p. aus dem Justiz Departement Ew. Kgl. Majestät General Directorii den unterm 21ten December 1791 eingesandten Entwurf zu einer Eigenthums Ordnung für das Fürstenthum Minden und die Grafschaft Ravensberg mit der Anweisung zurück erhalten, um davon bey der Ausarbeitung der hiesigen Provinzial Rechte Gebrauch zu machen.

Es ist daher gar sehr zu besorgen, daß diese den Fleiß und den Wohlstand der Unterthanen darnieder drückende Einrichtung in der bisherigen Art von neuem auf lange Zeit als Gesetz werde sanctionirt werden, welches um

desto mehr zu beklagen ist, da von den Unterthanen hinreichend nachgewiesen worden, daß die Vorschriften der Eigenthums Ordnung ohne ihren *Ruin* gar nicht zu befolgen und selbst die strengsten Guthsherrn bey Beziehung der Sterbfälle billiger sind, als das Gesetz es verlangt.

Mit diesem Rescript ist auch zugleich ein Aufsatz, die Vorschläge zur Eigenthums Aufhebung und Fixation der ungewissen Gefälle bey den guthsherrlichen Eigenbehörigen in den Provinzen Minden, Ravensberg, Tecklenburg und Lingen remittiret, welchen der Referent dieses Berichts bey seiner Anwesenheit in Berlin im Febr. a. p. dem Geheimen Kriegs Rath v. Hymmen¹ überreicht hat und der nemliche ist, der Ew. Kgl. Maj. von uns in dem Bericht vom 16ten Febr. a. p. nebst den Vorschlägen zu Aufhebung des Eigenthums bei den Königl. Eigenbehörigen allerunterthänigst vorgelegt worden².

Ew. Kgl. Majestät wollen es zu Gnaden halten, wenn wir es wagen, Allerhöchstdenenselben dieses für den Wohlstand der hiesigen Provinz wichtige Geschäft Ihrer Aufmerksamkeit allerunterthänigst zu empfehlen.

Die guthsherrlichen Eigenbehörige gründen ihre Hoffnung auf die in Berlin befindlichen wiederholten allerhöchsten Cabinets Orders aus dem 9ten Decennio und auf die ihnen bekannt gewordenen weitläufigen Verhandlungen und erwarten mit Sehnsucht die Erfüllung des *bestimmten* Königl. Versprechens zu Fixation dieser Gefälle, *dem gemäß der Entwurf zu der allerhöchst zu vollziehenden Fixations Urkunde mittelst Berichts vom 6 Febr. a. p. eingesendet ist.*

Die Königl. Eigenbehörigen befinden sich dagegen in den Provinzen Minden, Ravensberg und Tecklenburg, wo die drückendsten Gefälle bereits fixirt sind, nicht in der Lage, daß sie selbst um die fernere Fixation der übrigen ungewissen Gefälle und Aufhebung des Eigenthums suppliciren sollten, aber das Wohl des Ganzen erfordert diese Veränderung der Dinge, und da selbige von des Höchstseligen Königs Friedrich Wilhelm des Zweiten Majestät gloriwürdigsten Andenkens durch die allerhöchste Cabinets Ordre d. d. Pymont d. 3ten August 1797 bereits befohlen ist, die Beurtheilung der vorgelegten Vorschläge auch allein von E. K. M. General Directorium abhänget, so hoffen wir, daß höchstdasselbe die Genehmigung dazu zu ertheilen geruhen werde.

Ueberhaupt müssen wir alle bemerken, daß die durch das Justiz Departement dem gegenwärtigen Geschäfte gegebene Einleitung uns nicht zu einem erwünschten Zweck zu führen scheint. Seit fünfzig Jahren ist man beschäftigt, das Verhältniß der Eigenbehörigkeit zu mildern, den Sterb und Gewinnungs Fall in eine jährliche Rente zu verwandeln, und neuerlich ist noch ein Schritt weiter geschehen, indem man auf die Aufhebung des auf einem großen Theil des Grund und Boden beruhenden Nexum eines getheilten Eigenthums antrug. Die Verhandlungen über dieses Geschäfte und die Vorschläge zu seiner zukünftigen Bestimmung sind E. K. M. durch den Cammer

Bericht d. d. Minden, d. 6. Februar 1799 wieder vorgelegt und nach dem Rescript d. d. Berlin, d. 28. Februar 1799 zwischen denen Finanz und Justiz Behörden und der älteren Correspondenz fortgesetzt, um über dieses wichtige Geschäft einen gemeinschaftlichen Entschluß zu fassen. Dieser muß nun von der obersten Behörde erfolgen, wenn anders je die Sache wegen der gutsherrlichen Eigenbehörigen zum Schluß gebracht und nicht in einem beständigen Crayß von Correspondenzen, Berichten und Rescripten sich herumdrehen soll.

Wir wiederholen aber, daß die Bestimmung des Verhältnisses der Königl. Eigenbehörigen oder ihre Allodification uns nicht die Concurrenz der Justizbehörde zu erfodern scheint, da es hier allein auf die durch die Cabinets Ordre d. d. Pymont, d. 3. August 1799 genehmigte Abänderungen eines Domainial Verhältnisses durch freywillige Uebereinkunft mit denen dem Königl. Eigenthum Unterworfenen ankömmt, indem die Annahme der Allodification der freyen Wahl der Unterthanen überlassen bleibt.

¹ Bei der clev.-märk. Regierung, später beim Ober-Appellations-Senat der Regierung in Münster.

² „Vorschläge des Krieges Rath Hoffbauer zu Minden zur Eigenthums Aufhebung und Fixation der ungewissen Gefälle bey den gutsherrlichen Eigenbehörigen in den Provinzen Minden, Ravensberg, Tecklenburg und Lingen“, dd. Minden, 11. Dezember 1798.

453. Charakteristik Steins durch Heinitz Berlin, 16. Januar 1801
Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Rep. 89. 71 L. Eigenh. – Nach Ritter, Stein I. S. 470, Anm. 65.

Dienstliche Beurteilung seines Charakters und seiner Leistungsfähigkeit.

Hat die Gabe, besonders bei Generalarbeiten, die Sache durch mühsamen Fleiß wohl vorzuarbeiten und hierbei seine auf Reisen und durch fortgesetzte Lektüre vermehrte Kenntniss anzuwenden, übersieht schnell und leicht die verschiedenen Verbesserungen seiner vier Westphälischen Provinzen, negotiirt sich mit den Ständen und hat richtige Staatsgrundsätze, die er bei Verhandlungen mit den Nachbarn in Anwendung zu bringen weiß, zumal er mit der Deutschen Staatsverfassung durch seinen Aufenthalt in Regensburg und Wetzlar sehr bekannt ist.

454. General-Bericht Steins an das General-Direktorium über den Zustand der Provinz Minden-Ravensberg Minden, 10. März 1801

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Gen.-Dir. Minden-Ravensberg. II. Nr. 14. Ausfertigung. – Danach auch früher I. S. 305 ff. – Erstdruck Pertz, Stein I. S. 196 ff. mit Abweichungen (andere Vorlage?), wörtliche Varianten vermerkt.

Methodische Grundlagen und Grenzen der Darstellung. Unzulänglichkeit der statistischen Unterlagen. – Bevölkerungsbewegung. Fruchtbarkeit der Ehen,

Geburtenüberschuß, Seuchen und Seuchenbekämpfung. Pockenschutzimpfung. – Zustand der Landwirtschaft. Probleme einer durchgreifenden Agrarreform. An Hand eingehender statistischer Angaben wird die Unwirtschaftlichkeit des herrschenden Systems der Erbuntertänigkeit nachgewiesen und ihre Aufhebung, sowie die Verleihung des Eigentumsrechts gegen eine angemessene Entschädigung der Berechtigten gefordert. Auch die Dienste sollen ablösbar gemacht werden. Zur Beschleunigung dieser Reformen wird die Einrichtung einer Kreditkasse nach dänischem Muster in Vorschlag gebracht. Außerdem verlangt Stein größere Energie bei der Durchführung der Gemeinheitsteilungen und befürwortet die Freiheit des Getreidehandels, beides im Interesse einer Verbesserung und Intensivierung der Landwirtschaft. Weitere Maßnahmen zur Hebung der Landeskultur. – Die Entwicklung der Leinenindustrie im Ravensbergischen. Die Rückwirkungen der allgemeinen politischen Lage auf den Garn- und Leinenhandel, steigende Nachfrage aus dem Ausland. – Kantonsverfassung. Stein betont die Notwendigkeit einer starken und schlagkräftigen Armee, andererseits aber auch die Verpflichtung des Staates zu einer ausreichenden Versorgung der ausgedienten oder invaliden Soldaten. Ebenso verlangt er eine Reform des Strafvollzugs und der Strafgerichtsbarkeit. Fortschritte des Straßenbaues und der Verbesserung der Weserschifffahrt. – Maßnahmen zur Hebung der Staatseinnahmen durch Steuerreform. – Verbesserungen im Schulwesen.

Der in der Cabinets-Ordre d. d. Berlin, den 5ten Januar 1799 erforderte Bericht soll eine mit früheren Perioden vergleichende Darstellung enthalten der mit dem Vermögen und denen Kräften einer Provinz innerhalb dem Lauf eines Jahres vorgegangenen Veränderungen und des Ganges der Landesverwaltung.

Nach diesem Gesichtspunkt sind die den Inhalt dieses Berichts ausmachenden Materialien gewählt und geordnet worden.

Bevölkerung. Die Kenntniß der Bevölkerung dieser Provinzen wird erhalten durch Zählungen, so theils ausschließlich in der Absicht vorgenommen werden, die Menschenzahl zu erfahren, die Aufnahme der historischen Tabellen, und theils in besonderen Hinsichten geschehen, auf Mahlzwang, Salzzwang, Militairpflichtigkeit. Die Aufnahmen würden vollständiger werden, wenn man die individuelle und namentliche Aufnahme nur alle drei Jahr vornähme, das Fortschreiten oder Abnehmen der Bevölkerung aus denen Jahreslisten der Geborenen und Gestorbenen zu ersehen sich begnügte und die Aufnahme selbst denen mit der Justiz und Polizei Verwaltung hinreichend beschäftigten Beamten abnähme und sie den Steuereinnehmern übertrüge, welchen erstere eine kleine Vergütung geben könnten; sie würden ferner denen Unterthanen weniger Versäumniß und Störung verursachen, wenn man zugleich bei ihrer Anfertigung auf Mahlpflichtigkeit¹ und Salzzwang Rücksicht nähme, um aus der historischen Tabelle zugleich die Mühlen und Salzregister bilden zu können.

Die über Bevölkerung angestellte Betrachtungen beziehen sich auf ihr Verhältniß zur bewohnten Oberfläche, ihre Dichtigkeit zu den Wohnungen und Wohnorten, auf ihr Fortschreiten und dessen Beförderungsmittel und Hin-

dernisse, und in dieser Rücksicht sind die in den Anlagen enthaltenen tabellarischen Darstellungen zusammengetragen².

Bei dem Mangel richtiger topographischer Vermessungen läßt sich das Verhältniß der Menschenzahl zu der bewohnten Oberfläche nicht richtig angeben.

Das allgemeine Verhältniß der Gestorbenen zu den Geborenen ist wie 100 : 122^{99/100}

und die mittlere Fruchtbarkeit der Ehen 1 : 4^{21/100}.

Besonders fortschreitend ist der Gang der Bevölkerung in der Grafschaft Ravensberg, wo das Verhältniß der Gestorbenen zu den Geborenen ist wie 100 : 130^{5/10}

und die mittlere Fruchtbarkeit der Ehen wie 1 : 4^{1/2}.

Es hat sich im Ganzen auch die Menschenzahl in denen vier Provinzen anscheinlich in dem letzten Jahrzehnt vermehrt, wie die durch Einsicht der Tabellen leicht anzustellende Vergleichung der verschiedenen Jahrgänge beweist. Nur das Jahr 1800 war nach der anliegenden Populationsliste durch eine außerordentliche Sterblichkeit den Fortschritten der Bevölkerung nachtheilig, indem

761 Menschen

im Minden-Ravensbergschen mehr gestorben als geboren, und sind allein

an Pocken 1066

an der Ruhr 1108

gestorben,

im Lingen- und Tecklenburgischen aber 199 Menschen mehr geboren als gestorben, ohnerachtet die Ruhr in der Grafschaft Tecklenburg sehr heftig wüthete.

Beide Arten der Krankheit sind von der Beschaffenheit, daß ihre Tödlichkeit beträchtlich vermindert werden würde durch mehrere Ausbildung des großen Haufens, wodurch er zur Befolgung der medicinischen und diätischen³ Vorschriften empfänglicher gemacht, und durch vollkommeneren medicinische polizeiliche Anstalten, welche die Erhaltung der Hülfe des Arztes erleichtern. Man hat hier die Mittel angewandt, welche die Unvollkommenheit der gegenwärtigen medicinischen Polizeianstalten gestattet, um der Ruhr Epidemie den möglichsten Einhalt zu thun, in denen Districten, wo sie besonders herrschte, besondere Chirurgen gegen Diäten angestellt, häufige Bereisungen des Landphysikus seines Kreises veranlaßt und ohnentgeltlich Medizin ausgetheilt. Eine vorzügliche Thätigkeit, sowohl bei der Ruhr Epidemie als insbesondere bei der Verbreitung der Blattereimpfung und Anstellung von glücklichen Versuchen mit den Kuhpocken hat der geschickte Medizinalrath und Landphysikus Borges⁴ bewiesen, die um so verdienstlicher ist, als sie mit der Aufopferung seiner sonstigen Praxis verbunden ist und ihm nur ein sehr kärgliches Gehalt zugetheilt ist.

Außer diesen von Krankheiten herrührenden Hindernissen der Fortschritte der Bevölkerung muß auch noch der Abgang durch Hinwegziehen, Auswandern und Desertion von den Regimentern erwähnt werden.

Die erste Art des Abgangs ist unbedeutend nach der Anlage und compensirend, die Größe der beiden letzteren Arten ist bei dem Abschnitt dieses Berichts über Militärverfassung angegeben.

Landwirthschaft. Eine befriedigende Darstellung des Zustandes der Landwirthschaft der Provinz würde erfordern eine Beschreibung der Verfahrungsart bei der Behandlung der cultivirten Oberfläche und eine Berechnung ihrer Größe, ihres Ertrags und des Verhältnisses desselben zum Bedarf der Bewohner des Landes.

Hinreichende und befriedigende Materialien hierzu fehlen, man kann aber auch durch den Weg allgemeiner Betrachtungen und durch Benutzung der vorhandenen Thatsachen zwar nicht auf arithmetisch richtige, aber auf praktische und sehr folgenreiche Resultate kommen.

Soll die Landwirthschaft in einem blühenden Zustande seyn, so muß dem Landmann der Besitz von Kenntnissen seines Geschäfts, vom Capital zur Anlage und zum Betrieb und von Freiheit in Benutzung seiner Kräfte und seines Grundeigenthums verschafft und gesichert seyn; wenn er aber alles dieses nur in einem sehr unvollkommenen oder eingeschränkten Grad genießt, so kann nichts anderes als eine kraftlose und kümmerliche Bewirthschaftung erwartet werden. Hat der Landmann keine Empfänglichkeit für Verbesserungen, geschieht nichts zur Vermehrung und Ausbildung seiner Kenntnisse, wird ihm periodisch, bei jedem Todesfall des Hausvaters oder der Hausmutter, der größte Theil seines Anlage und Betriebs Capitals genommen, ist sein Land mit Hude und Zehntgerechtigkeiten belastet, wird seine Zeit auf unentgeltliche, einem dritten geleistete Dienste verwendet, so muß seine Lage ärmlich, der Ertrag des Bodens gering und der Viehstand schwach und uneinträglich seyn, und leider ist dieses das Bild des größten Theils der Landwirthschaft im hiesigen Kammer Departement.

Man kann sich den Einfluß, welchen Verbesserung der Landwirthschaft auf Vermehrung des Provinzial Reichthums haben würde, durch folgende Berechnung versinnlichen und denen Bewegungsgründen, zu ihrer Vervollkommnerung zu wirken, mehrere Lebhaftigkeit geben.

Die Summe der freien und catastrirten urbaren Gründe beträgt

	freie Morgen	catastrirte Morgen
im Fürstenthum Minden	6 270	118 500
in der Grafschaft Ravensberg	9 960	114 420
in der Grafschaft Tecklenburg	—	101 100
in der Grafschaft Lingen	—	179 160
	<u>16 230</u>	<u>513 180</u>

Die Größe der Gemeinheiten wird folgendergestalt angegeben:

	getheilte	ungetheilte
im Fürstenthum Minden	6 031	126 168
in der Grafschaft Ravensberg	37 684	65 532
in der Grafschaft Tecklenburg	—	27 451
in der Grafschaft Lingen	—	51 653
	<u>43 715</u>	<u>270 804</u>

Die Größe des urbaren und besteuerten Landes in denen 4 Provinzen beträgt also einschließlich der getheilten Gemeinheiten

an freien	16 230 Morgen
catastrirten	513 180 „
getheilten Gemeinheiten	<u>43 715 „</u>
	573 125 Morgen
hierzu die ungetheilten Gemeinheiten	<u>270 804 „</u>
Summa	<u>843 929 Morgen</u>

Die Zahl des Viehs nach den in den Anlagen enthaltenen Mittelzahlen:

	Pferde	Bullen u. Ochsen	Kühe	Jungvieh	Schaafe u. Hammel	Schweine
im Minden und Ravensberg- schen	21 564	1 833	42 613	26 958	51 990	22 704
im Tecklenburgischen	2 532	130	7 920	4 056	8 388	2 905
im Lingschen	3 378	260	7 840	6 452	12 974	4 924
Summa	<u>27 474</u>	<u>2 223</u>	<u>58 373</u>	<u>37 066</u>	<u>73 342</u>	<u>30 553</u>

Aus diesen Thatsachen sieht man, welche große Beförderungs Mittel des Wohlstands des Einzelnen und der Stärke des Ganzen in der Vervollkommnerung des Ackerbaus liegen, wie sehr die Landesverwaltung verpflichtet sey, die Hindernisse aus dem Wege zu räumen, die seine Fortschritte aufhalten und in der Unwissenheit, der periodischen Verminderung des Capitals, dem Mangel von Freiheit der Person und des Eigenthums des Landmannes bestehen. Würde nur der reine Ertrag jedes Morgens urbaren Landes um 8 Gr. erhöht und der jedes Morgens Gemeinheit auf 12 Gr. gebracht, ein Ziel, welches jeder, der mit dem Verhältniß des Ertrags guter Cultur zu schlechter bekannt ist, für leicht erreichbar halten wird, so vermehrte sich der Provinzial Reichthum jährlich um

326 543 Rthlr.,

und berechnet⁵ man den Bedarf jedes Menschen zu dem Werth von 60 Rthlr., so würden 5440 Seelen ihre Subsistenz nur durch den Genuß des reinen Ertrages erhalten, ohne diejenige in Anschlag zu bringen, welche in dem Abverdienen des Anlage und Betrieb Capitals ihr Auskommen finden.

Die Gesetzgebung hat bereits, besonders unter der Regierung Friedrichs des Großen, vieles geleistet durch Erlassung des Edicts d. d. Berlin, den 21sten October 1769 wegen Aufhebung der Gemeinheiten und aller dem Ackerbau schädlichen Servituten, so durch das Edict d. d. Berlin, Mai 1774 auf das hiesige Kammer Departement angewandt worden, ferner durch die p. Rescript d. d. Berlin, den 19ten Mai 1770 verordnete Aufhebung der Frühjahrs-hütungen, durch das die Abwässerungen befördernde Vorfluth Edict d. d. Berlin, den 3ten Juli 1773, durch die wegen Bestimmung des Dienstwesens erlassene Cabinets Ordre de 1sten Juli 1774; man hat aber auf die Ausübungen dieser Verordnungen so wenig einen hinreichenden Grad von Energie, Beharrlichkeit als die nöthige Hülfsmittel verwandt, und es bedarf noch verschiedener gesetzlicher Bestimmungen, um die Rusticalverhältnisse zu berichtigen und die Hindernisse, welche der Vervollkommerung der Landwirthschaft entgegenstehen, aus dem Wege zu räumen.

Aufhebung der Eigenbehörigkeit. Das Wesentliche der Verbesserungen des bürgerlichen Zustandes des Bauern besteht in Ueberweisung des ungetheilten Eigenthums seines Landes, in Aufhebung der Dienste und solcher Abgaben, wodurch sein Gewerbefleiß unterdrückt, nicht benutzt wird. Das Nachtheilige der hiesigen Eigenthums Verfassung oder Eigenbehörigkeit ist in denen ausführlichen Abhandlungen des Justizamtmann Schraders, Geheimen Raths Hoffbauer in mehreren Kammer und Regierungs Berichten dargethan, in verschiedenen Cabinets Ordres, insbesondere der de 3ten August 1797, die Verwandlung derselben in eine für den Gutsherrn gleich einträgliche, aber für den Bauern mildere Einrichtung verordnet, endlich von den Landes Collegien die Vorschläge wegen der Art der Ausführung dieser Veränderung seit dem 6ten Februar 1799 einem hohen General Directorio zur Entscheidung und Festsetzung vorgelegt, welche aber noch nicht erfolgt ist.

Der nachtheilige Einfluß der Eigenbehörigkeit auf den Wohlstand des Bauern äußert sich durch die von der Willkühr eines Dritten abhängig gemachte Befugniß, das Grundeigenthum zu veräußern, durch die periodische Entziehung der Hälfte seines ganzen Mobiliars oder seines Betrieb Capitals und des Products seiner Industrie, durch die gesetzlich nothwendig gemachte Einwilligung des Gutsherrn zu allen auf das persönliche Glück des Bauern Einfluß habenden Veränderungen, auf den Antritt der Stätte, Auswahl seiner Gattin, Bestimmung des Schicksals seiner Kinder.

Nach der absoluten Leibeigenschaft ist die Eigenbehörigkeit das drückendste Verhältniß des Bauern zum Gutsherrn und das nachtheiligste für menschliches Glück, Sittlichkeit, Wohlstand und Gewerbefleiß. Das Nachtheilige dieser Einrichtung in staatswirtschaftlicher Hinsicht und das Ungerechte in ihrer Entstehung ist, wie gesagt, von dem Justizamtmann Schrader aus der Geschichte der Westphälischen bauerlichen Verfassung und vom Geheimen Rath Hoffbauer dargethan, auch von diesem, der die Rustical Verhält-

nisse der hiesigen Provinz durch Gemeinheitstheilungen und als Gutsbesitzer genau kennt, die Vorschläge zur Uebertragung eines ungetheilten Eigenthums und uneingeschränkter Freiheit an den Bauern abgegeben⁶. Die Entschädigungssätze sind für den Gutsherrn sehr reichlich angenommen, die Annahme dieser Veränderung dem freien Willen des Eigenbehörigen anheimgestellt, und um ihm die Übernahme der Entschädigungsrente zu erleichtern, so ist sie nothwendig abkäuflich gemacht. Es soll nämlich denen Gutsherrn der 30jährige Ertrag der ungewissen Gefälle als eine feste, jährliche, auf der Stätte haftende Rente zugesichert, diese soll zu 2¹/₂ pCt. abkäuflich seyn, und für die Aufhebung des domini directi soll im Fürstenthum Minden und Vlotho eine 1¹/₂jährige Contribution, für die Grafschaft Ravensberg, Tecklenburg und Lingen eine zweijährige Contribution gegeben werden.

Die Aufhebung der Eigenbehörigkeit der Königlichen Bauern und Ertheilung eines vollkommenen Eigenthums und persönlicher Freiheit hat keine Schwierigkeiten, da bereits die Königliche Genehmigung dieser Veränderung durch die Cabinets Ordre, d. 3ten October 1797 ertheilt, da im Minden-, Ravensberg- und Tecklenburgischen die so schwer zu würdigende zufällige Eigenthumsgefälle in eine feste unveränderliche Rente bereits seit 1722⁷ verwandelt, da die vorgeschlagene Entschädigungsgrundsätze einen reichlichen Ersatz für den Betrag der noch übrigen ungewissen Gefälle leisten, diesen unabhängig machen von der mehreren oder minderen Aufmerksamkeit der Beamten und endlich einen baaren Gewinn für die Veräußerung des lästigen und nichts eintragenden Obereigenthums verschaffen.

Diese ganze Allodification ist nichts als eine freiwillige Verabredung zwischen dem Oberhaupt des Staats in seiner Qualität als Gutsbesitzer und dem Eigenbehörigen; es liegt dabei kein gesetzlicher Zwang zum Grunde, sondern ein freiwilliges Abkommen; es bedarf hierzu keines Gesetzes, sondern nur der durch eine Cabinets Ordre ausgedrückten Genehmigung der p. Bericht d. d. Minden, den 6ten Februar 1799 vorgeschlagenen Entschädigungsgrundsätze und eine Bekanntmachung an die Königlichen Eigenbehörigen, daß ihnen ungetheiltes Eigenthum und persönliche Freiheit gegen Erlegung gewisser Aequivalente angeboten wird.

Anders verhält es sich mit den privat-gutsherrlichen Eigenbehörigen, wo die Veräußerung gewisser Rechte gegen eine gewisse Entschädigungsart denen Gutsherrn zur Pflicht gemacht wird; hierzu bedarf es eines Gesetzes und der Beobachtung der zu einem solchen erforderlichen Förmlichkeiten. Eine Folge des zunehmenden Wohlstandes des Landmannes ist der stets sich vermehrende⁸ Freikauf von deren Eigenbehörigkeit.

Aufhebung der Domainendienste und des Vorspanns. Die andere Voraussetzung zu einer vollkommenen Landwirthschaft ist der dem Landmann zustehende freie Gebrauch seiner Zeit zur Cultur seines Ackers durch Befreiung von Diensten.

Ihre Aufhebung bei den Domainen haben Ew. Königl. Majestät bereits anno 1797 beschlossen, sie ist in den Aemtern Limberg, Reineberg, Hausberge, Vlotho, Schlüsselburg größtentheils ausgeführt, auch im Amte Rahden als dem letzten in Anwendung gebracht. Die Lage dieses Geschäfts ergiebt sich aus der tabellarischen Darstellung nach der im Etat anno 1799 und 1800.

Die Aufhebung des Vorspanns wird nunmehr ohne alle Schwierigkeit und ohne allen Beitrag der Unterthanen bewirkt werden durch Anwendung des von Ew. Königl. Majestät höchstselbst festgesetzten Grundsatzes, daß jedes Departement die zur Verwaltung des ihm anvertrauten Geschäftskreises erforderlichen Offiziersfuhrn aus seinen Kassen bezahlen solle.

Einrichtung einer Creditkasse. Alle diese theils beabsichtigte, theils bewerkstelligte Verbesserungsarten des bauerlichen Zustandes, sie bestehen nun in Ueberweisung des ungetheilten Eigenthums oder im Loskauf von Diensten oder in Urbarmachung von Gemeinheiten, würden in einer kürzeren Zeit und auf eine wohlthätigere, mildere Art ausgeführt⁹ werden, wenn man die Circulation nach diesen Verwendungsarten leitete und eine Anstalt zur Erhaltung des dazu erforderlichen Anlage Capitals unter leichteren Bedingungen träfe.

Ein sehr vollkommenes Muster zu einer solchen Einrichtung ist die in Dänemark in denen Herzogthümern anno 1786 errichtete Creditkasse, die vollständig und sehr belehrend dargestellt ist in

Eggers¹⁰ Memoiren über die Dänische Finanzen, Theil I. p. 60, 72 seq. Die bei dieser Anstalt zu Grunde liegende Idee ist Ausleihung eines Capitals zu festgesetzten gemeinnützigen Zwecken, z. B. zum Freikauf von der Eigenbehörigkeit, von Diensten, zur Urbarmachung von Gemeinheitsplätzen usw. gegen hypotheckenordnungsmäßige, niedrige Zinsen und unter Gestattung einer allmählichen theilweisen Zurückzahlung.

Wollte man eine solche Anstalt hier treffen, so müßten die Zwecke der Verwendung, die zu gebende Sicherheit, der Zinsfuß, die Art der Rückzahlung, die Mittel zur Anschaffung des Capitals, zur Deckung des Ausfalls an Zinsen bestimmt werden.

Die Kasse leihet aus auf Grundeigenthum, zum Abkauf von darauf haftenden Lasten, zur Cultur von Gemeinheitsgrundstücken, also auf die möglichst reelle Sicherheit, man könnte zum Zinsfuß $3\frac{1}{2}$ pCt. zur Tilgung jährlich $1\frac{1}{2}$ pCt. annehmen, das Geld könnte entweder auf den Credit der Kasse geliehen, oder, da nun bereits eine öffentliche, zur Aufnahme des ruhig liegenden Numerairs bestimmte Kasse, die Bank, vorhanden ist, so könnte man mit ihr die Verabredung treffen, eine Anleihe einer bestimmten Summe gegen $3\frac{1}{2}$ oder 4 pCt. der Creditkasse zu ertheilen, welche letztere dagegen den für das von ihr ausgeliehene Geld erhaltenen Hypothekenschein bei der Bank deponirt.

Die Deckung des Zinsen Ausfalls würde also bei $3\frac{1}{2}$ pCt. ein[ein]halb¹¹ Procent, bei 4 pCt. ein Procent betragen.

Man könnte in den ersten Jahren aus dem Sublevationsfonds und verschiedenen bei den Kassen vorkommenden Ersparungen decken, die, wenn ich sie nur zu einer Summe von 2000 Rthlr. annehme, einem Capital von 20000 Rthlr. entsprechen.

So wie das Geschäft aber nur einigen Fortgang hat, so eröffnen sich die im Kammer Bericht und Anlage d. d. Minden, den 6ten Februar 1799 erwähnte, aus dem Geschäfte der Allocation der Königl. Eigenbehörigen entstehende beträchtliche Einnahmen, deren Erhaltung durch die Errichtung der Creditkasse beschleunigt wird.

Die Geschäfte der Kasse würden vor das erste auf eine gewisse Summe limitirt seyn und auf 100 000 Rthlr., über die man mit der Bank die nöthige Verabredung treffen würde.

Sollten Ew. Königliche Majestät den Vorschlag zu einer solchen zur Verbesserung des bäuerlichen Zustandes bestimmten Creditkasse genehmigen, so will ich die Ausarbeitung des Entwurfs und der dazu gehörigen Tabellen bewirken.

Gemeinheitstheilungen. Die Fortschritte, welche das Gemeinheitstheilungs Geschäft in der Periode von 30 Jahren, welche nun verflossen sind, seit Friedrich der Große das Edict von 1769 erließ, gemacht, sind nach dem Inhalt der Anlage der Länge dieses Zeitraums nicht angemessen.

Es fehlt an thätigen und geübten Theilungs Commissarien, da die meisten der dazu ernannten Personen den Auftrag als ein Nebengeschäft ansahen und oft mit Abneigung verrichteten, an einer hinreichenden Anzahl brauchbarer Feldmesser, an vollständigen, denen Processen zuvorkommenden Theilungs Grundsätzen, an einer zusammenhängend fortwirkenden, von den Landes Collegien ausgeübten Aufsicht über den Gang des Theilungs Geschäfts und das Verfahren der Theilungs Commissarien.

Es äußern sich jedoch bereits die wohlthätigen Folgen der Gemeinheitstheilungen durch vermehrte Cultur und Anbau, und daß der auf diese Art erlangte Wohlstand und größere Reichthum an Grundeigenthum zum Freikauf benutzt wird. Diesen wohlthätigen Folgen alle Hindernisse aus dem Wege zu räumen, ohne jedoch die Steuerverfassung zu beeinträchtigen, wird es nöthig seyn, festzusetzen, daß bei jeder Veräußerung eines Gemeinheitstheils von einer kontributionspflichtigen Stätte ein verhältnißmäßiger Theil der öffentlichen Lasten mit übergehe, indem jede solche Veräußerung eines Markentheils den Werth der Sollstätte, wozu er gehört, vermindert. Die wesentlichen Beförderungsmittel der Gemeinheitstheilungen im Minden- und Ravensbergischen bestehen in einer zweckmäßigen Auswahl der Commissarien und einer der Oertlichkeit angemessenen Vertheilung des Geschäfts unter sie, in Anordnung mehrerer Feldmesser, in Veranstaltung der generellen und vorschußweise bezahlten Vermesung der Aemter Rahden und Vlotho, in welchen die größten Gemeinheiten vorhanden und die stärkste Abneigung gegen die Theilung herrscht, endlich in einer regelmäßi-

gen, fortwährenden Aufsicht des Kammer Collegii, insbesondere des Präsidii und des Departementsraths auf den Gang der Gemeinheitstheilungsgeschäfte und das Verfahren der Commissarien.

In der Grafschaft Lingen und Tecklenburg ist man mit der Vermessung und Theilung beschäftigt, noch aber ist die Sanction der Gemeinheitstheilungsgrundsätze für Lingen, die im März 1799 bei dem hohen General Directorio eingereicht worden, nicht erfolgt. Nachdem sie dort bis im August a. p. beruhet, wurden sie zurückgeschickt, damit sich Kammer und Regierung vereinige; in dieser Absicht sind abermals ausführliche Vorschläge von Seiten der ersteren an letztere geschehen, deren Erfolg nun erwartet wird.

Abwässerungen. Die Provinz ist durch mehrere kleine Flüsse bewässert, worunter die wichtigsten sind die Werre, Aue, Esper, Gehle¹², die Aa im Ravensbergschen im Amte Rahden, in der Grafschaft Lingen, die Else. Diesen kleinen Flüssen Vorfluth, ein reines, gehörig weites Flußbett zu verschaffen, ist ein wichtiges Geschäft, und hat man mit denen hierauf sich beziehenden Arbeiten bei der Aa im Amte Rahden und der Aue im Amte Hausberge durch Vermessungen u. s. w. den Anfang gemacht.

Veredlung des Viehstandes. Man hat in diesem Frühjahr 29 drei Monat alte Hengstfohlen für eine gleiche Anzahl von Pferdeliebhabern für Minden, Ravensberg, Tecklenburg und Lingen mit einem Kostenaufwand von 945 Rthlr. und einem Zuschuß aus öffentlichen Kassen angeschafft. Erreichen die Pferde das gehörige Alter, so können jährlich 725 Stuten damit belegt werden, und wird diese Veranstaltung allerdings Einfluß auf die Veredlung dieser Tierart haben. Man müßte aber mit Anschaffung einer Anzahl Fohlen jährlich fortfahren, ältere Fohlen, z. B. jährige, wählen, sich durch die Erfahrung und das Urtheil von Landwirthen und Pferdekennern über die vorzüglich für den hiesigen Gebrauch schickliche Pferde Race [unterrichten] und eine ähnliche Sorgfalt auch auf Veredlung des Rindviehstandes wenden, der in Hinsicht auf Milcherzeugung und Fleischbestand noch sehr unvollkommen ist und dessen Vervollkommnung bei der großen vorhandenen Anzahl der 58000 Kühe und 37000 Stück Jungvieh ein ergiebiges Mittel zur Vermehrung des Provinzial Wohlstandes seyn würde.

Getreidepreise und Getreidehandel. Richtige Grundsätze über die Leitung des Kornhandels sind zur Beförderung der Landwirthschaft nothwendig, und sie wird nicht zu dem hohen Grad von Vollkommenheit kommen, dessen sie fähig ist, wenn sie nicht Sicherheit des Absatzes ihrer Producte genießt.

Mehrere überwiegende aus dem Verhältniß der Production zur Verzehrung, der geographischen Lage, den Getreidepreisen, der Art der Bevölkerung hergenommene Gründe, empfehlen den freien Getreidehandel für diese Provinzen als einen die Landesverwaltung zu gewöhnlichen Zeiten leiten sollenden Grundsatz.

Die anno 1798 aufgenommene historisch-statistische Tabellen geben einen Ueberschuß der Production des Roggens gegen die Consumption von 263 464 Scheffel und nehmen auch einen starken Ueberschuß bei dem Weizen, Hafer u. s. w. an. – Der Erndteertrag pro 1800 wird in der historischen Tabelle angenommen zu . . .¹³

Die arithmetische Richtigkeit dieser Summe läßt sich wohl bezweifeln, und man wird allmählig durch fortgesetzte Nachforschungen der Wahrheit näher kommen können¹⁴. So viel läßt sich aber doch daraus folgern, daß das Resultat der Meinungen sämtlicher bei der Aufnahme der Tabellen gebrauchten Beamten dahin gehe, daß die Production die Consumption übersteige.

Hiermit stimmt auch die Mäßigkeit der sich aus der Anlage ergebenden Getreidepreise überein, welche in den theueren Jahren von 72, 73, 89, 95 beträchtlich niedriger sind als in der Grafschaft Marck.

Die Lage der hiesigen Provinz begünstigt sie bei der Erhaltung ihrer Getreidebedürfnisse, und der Weserstrom setzt sie in Verbindung mit dem getreidereichen Paderbornschen, Lippeschen und Thüringschen und eröffnet ihr in außerordentlichen Fällen die Möglichkeit der Zufuhr aus der Ostsee.

Die Mäßigkeit der zur Abhelfung des Getreidemangels in einzelnen Fällen von der Landesverwaltung angeschafften Quantitäten beweist ferner, daß selbst in schlechten Jahren der Unterschied zwischen Bedarf und Gewinnst nur geringe seyn kann.

So wurde dem Getreidemangel im Frühjahr 1799 durch Anschaffung der geringen Summe von 4429 Scheffel mit einer Geldverwendung von 11 648 Rthlr. abgeholfen.

Auch die Wohnart der hiesigen Eingesessenen vermehrt die Sicherstellung gegen jede Verlegenheit, die aus Mangel und Theuerung entstehen könnte.

Wir finden hier keine großen Fabrikstädte, wo viele Verzehrer, die alle Bedürfnisse für baares Geld kaufen müssen, auf einen Punkt zusammengedrängt sind, z. B. Elberfeld, Iserlohn, Altena und das ganze Sauerland, sondern die Spinner und Weber sind selbst Landleute, wohnen auf dem platten Lande zerstreut, sie treiben ihr Gewerbe in Verbindung mit der Landwirthschaft. Die hiesigen Städte liegen entweder nahe am getreidereichen Lippeschen und Paderbornschen, z. B. Bielefeld, oder an schiffbaren Flüssen, wie Minden, oder es sind Ackerstädte. Die anliegenden General Nachweise des seit 1763 land- und stromwärts versandten Getreides und die Vergleichung der besonderen von den Grenzzollämtern Vlotho und Schlüßelburg ergiebt die Resultate, daß

1. nur in seltenen Fällen Getreide stromaufwärts gebracht wird,
2. Die Durchfuhr an Weizen und Roggen ist beträchtlich und die pro 1800/1 außerordentlich wegen des Getreidemangels in England, die Ausfuhr stromwärts, weniger landwärts, aber nach dem Osnabrückschen, Hessischen, Hannöverschen,

3. das Ravensbergsche erhält sowohl nach der General Nachweisung, als nach den beiden Special Nachweisungen den größten Theil seines Bedarfs aus dem Auslande.

Holzcultur. Die Verwaltung dieses Zweiges der Landwirthschaft ist einem besonderen Departement anvertraut, das durch Annahme fester Grundsätze in Ansehung der oberforstherrlichen Rechte auf Marken und Privat Holzungen und durch Anwendung der beträchtlichen Mehreinnahme, die Zufälle und hohe Holzpreise ihm bei seinen Kassen verschafft, auch Cultur seiner privativen Forstgründe viel Gutes wirken wird.

Der Steinkohlenbrand nimmt beträchtlich zu, seitdem man die Mittel, die Kohlen zu erhalten, durch Gestattung der Einfuhr der Sülbker erleichtert hat¹⁵.

Die Anzahl der Ziegeleien hat sich um drei vermehrt, worunter eine ist, die sich der Feldbrände bedient, noch sind aber auch die Steine, so diese liefert, theuer, weil sie die hiesige und Sülbker Kohlen nicht ohne Beimischung der Rehburger Kohlen brauchen zu können glaubt.

Die Beförderung des Baues mit Lehmputzen, Wellerwänden und des massiven Baues wird bei dem herrschenden Holzmangel täglich dringender.

Gewerbefleiß. Die Hauptrichtung des Gewerbefleißes der Bewohner dieser Provinzen ist Garnspinnen und Verfertigung von Löwendlinnen, dichter feiner Linnen und klarer Linnen, und es verdient daher die Darstellung des Zustandes dieser Erwerbszweige eine vorzügliche Vollständigkeit und Aufmerksamkeit¹⁶.

Leinsaamen. Die Zufälligkeit der Erndte, der Einsaat und die Beträchtlichkeit der zum Ankauf nöthigen baaren Geldversendungen haben Versuche über den Gebrauch des einländischen, auch des Magdeburger und Halberstädtischen Leinsaamens statt des Liebauer, Windauer und Seeländischen veranlaßt.

Dem Selbstziehen des Leinsaamens steht in denen Aemtern Sparenberg und Ravensberg, als dem Sitz des feinsten Gespinnstes, nicht die Güte des daraus gezogenen Flachses, sondern die Nothwendigkeit entgegen, den Flachs, um feines Gespinnst zu erhalten, nicht reif werden zu lassen.

Ein geschickter Oeconom, der Rentmeister Fischer in Schildesche, behauptet zwar, daß der Knoten des unreif gezogenen Flachses bei dem von ihm vorgeschlagenen Spreuen auf dem Felde oder die Thaurotte seine vollkommene Reife, der Güte des Flachses unbeschadet, erhalten, wogegen jedoch auch manche Einwürfe gemacht werden.

Die Benutzung des selbst gezogenen Leinsaamens mit 4, 6 bis 10 jähriger Abwechslung mit ausländischem findet hauptsächlich nur in den Aemtern Rahden, Schlüsselburg, Reineberg, Vlotho, ein Theil im Amte Hausberge, auch im Amte Limberg, wo grobes Garn gesponnen wird, [statt], und hier würde die Selbsterzeugung des Saamens sehr zu befördern seyn.

Man hat auch Versuche mit Halberstädtischem Leinsaamen gemacht, sie sind

aber nicht entscheidend, die Preise sehr hoch, und die Production, welche im Halberstädtchen zu 100 bis 150 Wispel angegeben ist, wird auch dem hiesigen Bedarf nicht angemessen seyn. Die vorjährige schlechte Leinsaamenerndte in Liefland und Curland, die wegen des weichen Winters wenigstens bis 2ten Februar c. und nachher eingefallenen Frostes ohne Schnee erschwerte Anfuhr nach den Seehäfen hat gegenwärtig zu abermaligen Bestellungen im Halberstädtchen und Magdeburgschen Veranlassung gegeben, und auf diese Art werden die Erfahrungen über die Brauchbarkeit des dasigen Leinsaamens vervielfältigt.

Flachsbau. Durch die von dem Consul Lagcanere nach Flandern angestellte Reise, hat man von dem Richard Heccard eine vollständige Beschreibung des Verfahrens bei dem Flachsbau in Flandern erhalten. Die anliegende Abhandlung des Rentmeisters Fischer in Schildesche enthält vieles Gute über Zubereitung des Bodens, Fruchtwechsel und einen Vorschlag, den Flachs zu bleichen, der eine besondere Prüfung verdient. Ueber die Anwendbarkeit des durch die Abhandlung des Richard Heccard bekannt gewordenen Verfahrens bei dem Flandrischen Flachsbau auf die hiesige Cultur ist man noch nicht auf bestimmte Resultate gekommen. Man wird hierzu durch Fortsetzung der Unterhandlungen mit den besten Landwirthen der hiesigen Provinzen und Veranlassung derselben zu Anstellung von Versuchen gelangen.

Garnfabrikation. Das zum auswärtigen Handel in dieser Provinz gefertigte Garn ist Voll- und Moltgarn, der Zug des letzteren geht vorzüglich nach denen Märckischen und Bergischen Fabriken, und die Stockung im Absatz, welche diese seit 1794 erlitten haben, hatte einen nachtheiligen Einfluß auf den Verkauf des Moltgarns. Man verfiel darauf, das Moltgarn auf den Hannöverschen Haspel umzuhaspeln, um es in den Handel als das stärkere und dichtere Hannöversche Garn zu bringen, und da dieses Umhaspeln gegen das Garnedict von 1743 war, so schleppte man es in das Bückeburgische, zum großen Nachtheil des Gewerbes und der öffentlichen Kassen. Die Beschwerden der Bergischen Kaufmannschaft über diesen Betrug veranlaßten eine Vereinigung mit denen Osnabrückschen und Bückeburgischen Regierungen, um das Umhaspeln zu verbieten, die hiesige Kammer hielt es aber für nöthig, die Frage zu untersuchen:

Ob es nicht rathsam sey, in den Aemtern, wo die Moltgarn Fabrikation die herrschende ist und der Boden es zuläßt, das Gespinnst und die Haspelung des Hannöverschen und Braunschweigischen Garns einzuführen, da dieses höher im Preis ist als das Moltgarn und einen starken Absatz nach England hat. Die Resultate dieser Untersuchung werden zu seiner Zeit der obersten Behörde vorgelegt werden.

Der Umfang der Garnfabrikation ergibt sich aus der Anlage.

Linnenfabrikation. Der Zustand der Fabrikation und des Handels mit dichtem feinen Linnen ist nicht mehr so blühend, wie er in den Jahren

1798 und 1799 nach dem Kammer Bericht d. d. Minden, den 26sten August 1799 war. Die in dem Herbst dieses Jahres durch übelberechnete und dem eigenen Vermögen nicht angemessene Speculationen und übertriebenes Wohlleben der Hamburger entstandene Handelsverwirrung¹⁷ verursachte einen allgemeinen Mißcredit und eine Stockung in den Geldgeschäften, die bei dem Linnenhandel sehr merklich war, auch Nichterfüllung der gegebenen Hoffnung zu einer baaren Geldunterstützung aus öffentlichen Kassen leitete manchen irre und war daher nachtheilig. Statt dieser Creditanstalt ist der Lombard zugetreten.

Die anliegende 12 jährige specielle Nachweisung des Zustandes der Linnenfabrikation stellt die Abnahme des Linnen Ankaufs dar, von dem man vermuthet, daß er in diesem Jahr noch geringer ausfallen werde, da die vermehrte Unsicherheit der Seefahrt die Verbindungen mit dem Norden, mit Amerika und Westindien und dem Mittelländischen Meer erschwert. Man darf sich aber vortheilhafte Folgen von der wiederhergestellten Ruhe in Italien erwarten. Besonders ist die Fabrik von klarem Linnen gesunken, von 16000 Stück auf 4000, und ist ihr der Verlust des Absatzes auf das linke Rheinufer und die Unterwerfung dieses großen Landes unter die Französische Commerzial Gesetze besonders nachtheilig.

Das Schwedische Ministerium hatte die Versicherung ertheilt, gegen Heruntersetzung des Imposts von Thran die Tarifsätze von Linnen zu mildern. Hierüber hat das Kammer Collegium den 21sten März 1795 berichtet, ist aber hierauf so wenig als auf den unterm 15ten September 1798 gethanen Antrag wegen Heruntersetzung der Tarifsätze auf den in den Provinzen jenseits der Weser impostirten Linon¹⁸ und Baptist beschieden.

Auch das Handelsverhältniß mit Rußland ist nach dem Kammerbericht d. d. Minden, den 4ten Februar 1797 für Bielefeld wichtig¹⁹, und wird hoffentlich für dessen vortheilhafte Leitung durch den abzuschließenden Handelstractat [gesorgt werden], so wie die officiële Mittheilung des mit Amerika geschlossen seyn sollenden Handelstractats der Bielefeldschen Kaufmannschaft zu ihrer Leitung nützlich seyn würde.

Die ungewöhnliche Nachfrage nach dem Bielefelder Linnen, die in 10 Jahren von 18000 bis zu 27800 Stück stieg, gab Gelegenheit zu einem unvollkommenen übereilten Verfahren auf den Bleichen, auch zu mancher unredlichen Behandlung, und veranlaßte Beschwerden von Seiten der Besteller und Mangel von Zutrauen. Man ist daher gegenwärtig beschäftigt, solche Einrichtungen zu treffen, wodurch die Theilnahme der Kaufmannschaft an diesem Gewerbezug, die Mittel, sich von seiner Lage zu unterrichten, befördert, eine bessere Ordnung bei Verwaltung der Bleichen eingeführt und ihr physischer Betrieb durch die von dem Westrumb in diesem Frühjahr vorzunehmende Untersuchung desselben verbessert [wird]. Seine vorläufig abgegebene Vorschläge gehen dahin, der Waid Asche die Pottasche in Verbindung mit Kalk zu substituiren, die gebrauchte Aschenlauge

nach erfolgter Reinigung wieder zu benutzen, an die Stelle der Milchsäure die Weinstein- oder die Vitriolsäure einzuführen, eine bessere Blau- und Bückmethode²⁰ einzuführen.

Zur Anstellung und Leitung dieser Versuche hat die Kammer einen Commissair, den Landrath von Vincke, und die Kaufmannschaft zwei sachkundige Deputirte ernannt, und darf man von diesen Verhandlungen für das Ganze vortheilhafte und folgenreiche Ergebnisse erwarten.

Nach denen anno 1799 gefaßten und p. Rescr. d. d. Berlin, den 3. October ej. a. genehmigten Beschlüssen sollte der übrig gebliebene Theil des Gnadengeschenks von 50 000 Rthlr.²¹ zur Erbauung dreier Trockenhäuser, zur Errichtung einer Unterrichtsanstalt für junge Weber, zur Verstärkung des Flachsmagazins angewandt werden.

Den Zustand der verschiedenen Fabriken Institute, die ihr Daseyn dem Gnadengeschenk von 50 000 Rthlr. zu verdanken haben, stellen die Anlagen dar, der Naturalbestand des Flachsmagazins ist verstärkt, ein Trockenhaus ist erbaut und mit Erfolg benutzt und müssen noch zwei angelegt werden, welches man auszuführen auch die Absicht hat.

Löwendlinnen. Der Sitz der Fabrikation des Löwendlinnen ist in den Aemtern Ravensberg, Limberg, Rahden und der Grafschaft Tecklenburg. Man hat in den ersteren Aemtern durch die Einrichtung der Leggen in Versmold, Halle, Borgholzhausen, Oldendorf, Rahden, Dielingen, Erlassung zweckmäßiger Leggerordnungen, Anlage von Calandern für die Vervollkommnung des Fabrikats Sorge getragen, und hat sich der Absatz nach dem anliegenden Nachweise ziemlich vermehrt.

Bei der Tecklenburgischen Löwendlinnen Fabrik wurde anno 1799 nach weitläufigen Diskussionen und Verhandlungen die Einführung des Verkaufs nicht nach der freien Concurrenz der Käufer und dem daraus sich ergebenden Mehrgebot ...²², der Entwerfung einer neuen Leggerordnung, und der Errichtung einer besonderen Legge in Cappel²³. Alle diese Einrichtungen sind noch nicht vollständig zur Ausführung gebracht, die Legge in Cappel ist aber bereits errichtet. Die Nachweise von den bei den Leggen zu Ibbenbüren und Tecklenburg gezeichneten Linnen liegen hierbei.

Militair-Einrichtungen. Von dem Daseyn einer gut organisirten, mit denen Angriffsmitteln der Nachbarn im Verhältniß stehenden Armee hängt die Integrität und die Selbstständigkeit einer Nation ab, und der Besitz ihres Vermögens, ihrer Cultur und des eigenthümlichen Fortschreitens in der Civilisation gegen theils verbildete, theils rohe Nachbarn wird ihr durch hinlängliche Vertheidigungs Anstalten gesichert. Aus diesem richtigen Gesichtspunkte betrachtet, erhält jede die Vollständigkeit der Armee bezweckende Einrichtung einen überwiegenden Grad von Wichtigkeit, und kein Opfer, keine Anstrengung ist zu groß, um denen Einrichtungen der Cantons, der Verpflegung, der Einquartierung und der Invaliden Versorgung den möglichsten Grad der Vollkommenheit zu geben.

Aus den Anlagen ergibt sich das Verhältniß

1) der Menschenzahl zu den Militair Dienstthuenden im Fürstenthum Minden	68 427:	1440
in der Grafschaft Ravensberg	80 223:	1540
2) der Menschenzahl zu den Dienstfähigen im Fürstenthum Minden ,	68 427:	362
in der Grafschaft Ravensberg	80 223:	1489
3) des jährlichen Abgangs zu den Dienstfähigen im Fürstenthum Minden	155 ¹ / ₃ :	332
in der Grafschaft Ravensberg	111 ³ / ₁₁₁ :	1489

Die Durchschnittszahl der Ausgetretenen im Mindenschen beträgt jährlich 127, in dem Ravensbergschen 67, also fast die Hälfte weniger.

Der Canton der Grafschaft Ravensberg enthält also mehrere dienstfähigere und sicherere Menschen wie der des Fürstenthums Minden. In beiden Cantons ist aber ein Mißverhältniß zwischen den Dienstthuenden sowohl der ganzen als der entbehrlichen Volksmenge, beide erfordern eine Erleichterung, statt dessen aber ist der von Besserer anno 1799 aller Vorstellung ohnerachtet mit einer neuen Abgabe an das Regiment von Cassel beschwert worden, und die Folge davon war, daß bei der diesjährigen 1801 gehaltenen Cantons Revision das Austreten in der Grafschaft Ravensberg aus Furcht vor der entfernten Garnison vorzüglich stark war und sich vermehrt hatte. Der stärkere Bedarf des Regiments von Schladen gegen den des Regiments von Besserer beruht auf dem in den Jahren 93 und 94 erlittenen größeren Verlust vor dem Feind.

Die im Jahre 1799 wegen der neuen Zusammensetzung der Regimenter und Grenadier Bataillons vorgenommene Veränderung hatte für die hiesige Provinz die nachtheilige Folgen, daß der kleinen gewerbslosen Stadt Petershagen die Garnison entzogen und Bielefeld, wo es ohnehin an Quartieren und Erwerbsmitteln für den Soldaten fehlt, eine Garnisons Verstärkung von 2 Compagnien beigelegt wurde, welches eine Geldverwendung von 8000 Rthlr. erforderte, um die Zahl der Soldatenquartiere mit 94 Stuben und 116 Kammern zu vermehren, und die gleichfalls kostbare Anlage eines Feuerungs Magazins nöthig macht, um dem Soldaten das Brennmaterial für seinem Sold angemessene Preise zu verschaffen und den Verwüstungen der Holzungen Einhalt zu thun.

Auf die Verpflegung der Invaliden, welche hauptsächlich aus denen hiesigen Cantons Regimentern genommen, werden nach den Anlagen 28 082 Rthlr., wovon 16 644 Rthlr. aus den hiesigen und 11 438 Rthlr. aus den Generalkassen genommen werden. Man ist gegenwärtig beschäftigt mit Entwerfung eines Planes zur Verbesserung des bürgerlichen Zustandes des ausgedienten Soldaten, der sowohl bei Gelegenheit der ständischen Verhandlungen wegen des Landarmenhauses, als durch Allerhöchste Cabinets

Ordre d. d. Berlin, den 9ten Februar 1801 wegen des Beitrags der zu verabschiedenden Cantonisten zur Versorgung der Invaliden mit dem Gnadenthaler in Anregung gekommen ist. Die allgemeine Stimme des Publikums ist für die Nothwendigkeit einer solchen Anstalt und für die Pflicht der nicht dienenden Staatsbürger, zur Belohnung und Unterstützung des in Kriegsdiensten stehenden beizutragen, nur²⁴ wird die Bestimmung der Versorgungssätze, der Größe der Beiträge der Entlassenen u. s. w. der Gegenstand sehr gründlicher Ueberlegung seyn müssen.

Sollte man auch keinen dem ganzen Bedarf angemessenen Fonds bilden, da die Anzahl der in diesen beiden Provinzen befindlichen unversorgten Invaliden 1855 beträgt, worunter 646 einer dringenden Hülfe bedürftig seyn sollen, so wird man wenigstens eine Einnahme darstellen, die zur Abhelfung des Leidens manches alten Soldaten hinreichend ist. Nur wird man den Beitrag auf alle werbefreien Provinzen und auf die bedingt und unbedingt Eximirte ausdehnen müssen.

Anstalten zur Erhaltung der inneren Sicherheit. Der Plan zur Reform des Herforder Zuchthauses durch Classification der Züchtlinge, durch zweckmäßigere Einrichtung der Lebensordnung im Hause in Hinsicht auf physische und moralische Behandlung, durch eine einträglichere Beschäftigung ist genehmigt, die Baugelder von des Königs Majestät Höchster Person angewiesen, der Bau aber, wegen der beabsichtigten Verbindung mit dem Arbeitshaus, ausgesetzt.

Die Verhandlungen wegen der Anlage eines Arbeitshauses oder eines Aufbewahrungs Orts für hundert auswärtige und einheimische hartnäckige Bettler sind nebst anderen sich daraus bildenden Entwürfen zu Verordnungen, Etats etc. einem hohen General Directorio vorgelegt und unterdessen, daß dieser geprüft und genehmigt wird, der Plan zum Gebäude nebst Anschlägen bearbeitet, welcher nach nunmehr bewirktem Abkommen wegen eines Bauplatzes mit der Abtei Herford mit nächstem eingereicht werden wird.

Die Verbesserung der Verwaltung der Criminal Justiz ist gegenwärtig durch die Regierung zufolge einer an den Großkanzler ergangenen Cabinets Ordre in Anregung gebracht, sie nämlich den Justizämtern, welche sie als eine Nebensache behandeln, abzunehmen und sie einem besonderen, gehörig besoldeten Criminalrichter anzuvertrauen, der ihr seine ausschließliche Aufmerksamkeit widmet, den Zusammenhang der Verbrechen und der Verbrecher kennt, und wo man alsdann zweckmäßige Einrichtungen in dem Gefängniß in Absicht auf Sicherheit, moralische und physische Behandlung der Gefangenen und ihre Beschäftigung treffen kann²⁵.

Sicherheit gegen Feuersgefahr. Es ist eine Revision des Werthes der assecurirten Gebäude vorgenommen worden und nach der Anlage ein höherer Werth derselben

7574550 Thaler

ausgemittelt worden, so daß der ganze Betrag der 55 356 Gebäude, Wohnhäuser, Scheunen, Stallungen u. s. w.

16019200 Thaler

ausmacht und einen Durchschnittswerth von 291 Thaler.

Zur Beförderung der Anschaffung der Spritzen auf dem platten Lande wird nunmehr den Communitäten²⁶ 30 pCt. Unterstützung aus der Feuer-societätskasse gegeben.

Wege- und Wasserbau. Der Wegebau hat Fortschritte gemacht. Es ist nunmehr vollendet die Wegestrecke von der Bückeburgischen Grenze bis Herford, eine Länge von 8760 Ruthen für 108765 Rthlr., oder 1242/100 Rthlr. p. Ruthe. Der Buntebrückenbau ist bis auf weniges mit einer Geldverwendung von 34705 Rthlr. ausgeführt. Dieses laufende Jahr wird man den Bau der Strecke zwischen Herford und Bielefeld, wozu die Erdarbeit und das Steinebrechen bereits fast vollendet, bewerkstelligen, und man sieht den Beschlüssen eines hohen General Directorii wegen des Baues einer Brücke über die Werre und Befestigung der Weserbrücke entgegen. Erstere kann füglich aus den Provinzialkassen bestritten [werden], der letztere fällt billig größtentheils den Staatskassen zur Last, da ihre Anlage die Verbindung der auf beiden Weserufern liegenden Theile der Monarchie erhält.

Weserschiffahrt. Die von der Landesverwaltung theils in Anregung gebrachte, theils ausgeführte Verbesserungen der Schiffahrt sind das Ziehen der Schiffe mit Pferden und Verbesserung der Strombahn nebst denen dies bezweckenden Hülfsmitteln, die Verfertigung einer Stromcharte, Verbesserung der Stromordnung und der Verstärkung des Stromaufonds.

Das Ziehen der Schiffe mit Pferden und Einrichtung des Leinenpfades ist seit 1798 in dem hiesigen Kammer Departement bewerkstelligt, mit denen Nachbarn, besonders Chur-Hannover und Braunschweig-Wolfenbüttel in Ansehung des Amts Thedinghausen aber noch keine Vereinigung getroffen, welche durch die Verwendung des Auswärtigen Departements, um eine gemeinschaftliche jährliche Strombereisung zu veranstalten, sehr befördert werden würde.

Die zur Verbesserung der Strombahn ausgeführte Werke und die Höhe des darauf verwandten Kostenbetrages ergibt sich aus der Anlage.

Man hat an der Niederweser den Gebrauch der Schlickzäune, an der Oberweser den der Kribben gewählt, wesentliche Verbesserungen in Hinsicht auf Strombahn und Anlage Verpflanzungen sind noch nicht bewirkt, das Vermessungsgeschäft, wovon wieder Entwerfung eines vollständigen Bauplans, Benutzung der Anwächse durch Besteinung und Bepflanzung abhängt, schlecht betrieben und ganz in Stocken gerathen, und erwartet man die Genehmigung der vorgeschlagenen neuen Conducteurs von dem hohen General Directorio.

Die Schiffahrt der Weser war dieses Jahr, vorzüglich wegen der starken Getreidesendungen, lebhaft. – Die Getreidesperre verursachte eine Stok-

kung, und der Handel wählte den Umweg des Landtransports von Hameln nach Hannover und der Verschiffung auf der Leine und Aller, der aber mit mehreren Unkosten von 20 Rthlr. p. Last verbunden ist.

Stapelrecht. Die zu strenge Ausübung des Stapelrechts verursachte im verflossenen Jahre sehr lebhaftere Reclamationen von denen Nachbarn, man setzte diesen Mißbräuchen Grenzen²⁷ und hat die Einleitung getroffen, daß das Stapelrecht, welches nur in seltenen Fällen von einigem Nutzen für die Stadt Minden ist, in Ansehung der Dauer abgekürzt, die Umstände, unter denen es auszuüben, bestimmt und für diese Erleichterung vom handelnden Publico eine Abgabe an die städtische Kasse erlegt werde. Der Erfolg dieser Verhandlungen wird abgewartet.

Abgaben Verhältnisse. Der Betrag des öffentlichen Einkommens war in dem letzten Jahrzehnt des verflossenen Jahrhunderts nach der Anlage steigend, und die Landesadministration hat folgende Veranstaltungen getroffen, um die Einnahme der Staatskassen theils zu vermehren, theils sicher zu stellen.

Die Domänen sind nach ihrem wahren Ertrag abgeschätzt, theils vererbpachtet, theils verzeitpachtet, die Dienste gegen ein höheres Dienstgeld aufgehoben, und die Anlage enthält die Ergebnisse dieser Veränderungen. Auch im Lingschen sind bei den neuen Veranschlagungen die Streitigkeiten mit denen Erbmühlenpächtern beigelegt, die Kammertaxe in Ansehung des Rauchhabers erhöht, die Vogtei Gebäude zu Schapen und Lengerich verkauft, verschiedene kleine Domänen Parcellen vererbpachtet, noch ist aber das Verpachtungsgeschäft von Tecklenburg wegen der Entfernung der Commissarien und ihren anderen Geschäften nicht abgeschlossen und das Ende der Streitigkeiten über die Dienste bei der Proceßlust der Unterthanen und der nachtheiligen Influenz mancher Rathgeber nicht abzusehen.

Die Acciseverhältnisse haben durch die Verordnung d. d. Berlin, den 17 ten Mai 1798 eine wesentliche Abänderung gelitten, das platte Land hat gegen Erlegung eines erhöhten Steuerbeitrags seine Gewerbe- und Consumtionsfreiheit erhalten, die Städte sind contingentirt worden, und in diesem Jahr ist die Verwandlung der indirecten Abgaben in directe in den kleinen offenen Städten: Ibbenbüren, Lengerich, Tecklenburg und Cappeln ausgeführt worden, so daß nunmehr die Tilgung der alten Ausfälle dieses Zweiges des öffentlichen Einkommens keinem Zweifel unterworfen ist.

Der Beitrag zu der durch das Edict Januar 1799 eingeführten Militair Solderhöhung und seine Aufbringungsart ist im Lingen und Tecklenburgischen bestimmt, auch die Vorschläge wegen dessen Erhebung in dem Minden- und Ravensbergischen durch den Kammerbericht d. d. 24 sten Februar 1801 der obersten Behörde zur höchsten Entscheidung vorgelegt. Der Ertrag der Consumtions Abgaben ist bei dem fortschreitenden Wohlstand und Bevölkerung und der sich mehrenden Consumption, welche die Anlage nachweist, steigend.

Es ist zwar gewiß, daß der Aufenthalt des Demarcations Corps eine größere Verzehrung und schnellere Consumption bewirkt, auf der anderen Seite muß man aber auch erwägen, daß seit 1796 der Steuersatz vom Brandtwein um 33 pCt. vermindert worden und daß die naturelle Brodverpflegung der auf dem Felddetat stehenden Garnisonen dem Ertrag der Mühlensteuer nachtheilig ist. Man muß daher die Ursache des steigenden Acciseertrags in dem vermehrten Provinzial Wohlstand suchen und darf seine Fortdauer erwarten. Zu ihrer Sicherstellung sind zwei sehr wirksame Mittel, die Aufhebung der sogenannten Garantie und die Erhebung der darunter begriffenen Abgaben nach einem ermäßigten und den Provinzial Detail Handel begünstigenden Tarif, die Versteuerung der wirklichen Consumption des Zuckers nach der wahren Consumption statt des Aversional Quantums, so gegenwärtig von der Fabrik erlegt wird. Bei der Garantie ist das Nachtheilige, daß die Aversionalsumme sich nach einem Consumtionsquonto des Jahres 1767/8 richtet, daß der Staat also keinen Theil nimmt an dem steigenden Ertrag, daß aber auf der andern Seite er gegen Ausfälle nicht gesichert ist und dadurch unzählige Streitigkeiten mit denen Kaufleuten entstehen.

Die Contributions Abgaben sind nach der hiesigen Verfassung unveränderlich, und nur der Titel der Heuerlingsgelder ist steigend, und die Bemühungen der Landesverwaltung bei diesem Zweig der Abgaben sind auf Ordnung in der Erhebung, Aufklärung der alten Reste, Ausmittelung der Zuschläge eingeschränkt. Mit dem Anfang des nächsten Etatsjahrs wird man in Ansehung der Ordnung in der Verwaltung der einzelnen Recepturkassen können beruhigt seyn, neue Reste sind nicht vorhanden, die Liquidation der älteren, welche besonderen Commissarien aufgetragen, wird auch bald beendigt seyn, und die Zuschlagsuntersuchung ist bis auf das Amt Hausberge bewerkstelligt.

Schulen. Die Aufsicht der Erziehungs Anstalten liegt der Regierung auf, nur bei der Verwaltung des oeconomischen Theils derselben nimmt die Finanz und Polizei Behörde Antheil. Sie ist durch das Rescript d. d. Berlin, August 1799 zu Vorschlägen wegen zweckmäßiger Einrichtung der Schulhäuser, der Eintheilung der Schulstuben, der Erhöhung des Schulgeldes und Verbesserung seiner Vertheilung und Erhebungs Art aufgefordert, und ist nach eingezogenen Gutachten der Kreisbeamten beschäftigt, die Materialien zu einer Verordnung, die den bisherigen Mängeln abhilft, zu sammeln, sich mit der Regierung und Ständen darüber zu verabreden und ein möglichst vollständiges Ganze der obersten Staatsbehörde zur Genehmigung vorzulegen.

¹ „*Militairpflichtigkeit*“ bei Pertz. Der Nachsatz ergibt die Richtigkeit unserer Lesart.

² Auf die Wiedergabe der Anlagen wird hier verzichtet.

³ „*diätetischen*“ bei Pertz.

⁴ Landphysikus und Medizinalrat in Minden, Mitglied des Medizinalkollegiums für Minden und Ravensberg.

⁵ „betrachtet“ bei Pertz.

⁶ Vgl. Nr. 428.

⁷ 1723 bei Pertz. 1722 ist auch historisch richtig. Vgl. hierzu O. Schulz in Tümpels Festschrift, Minden-Ravensberg unter der Herrschaft der Hohenzollern, S. 161.

⁸ „mehrnde“ bei Pertz.

⁹ „herbeigeführt“ bei Pertz.

¹⁰ Christian Ullrich Detlev (seit 1805 Freiherr) v. Eggers war nach vollendetem juristischem und volkswirtschaftlichem Studium 1782 in die dän. Landes-Ökonomie- u. Finanzverwaltung eingetreten. Er wurde 1785 Prof. der Cameralwissenschaften und 1788 Prof. der Rechte an der Universität Kopenhagen, war daneben aber auch dauernd mit staatlichen Aufträgen beschäftigt. Schon damals wirkte er über Dänemark hinaus durch seine literarisch-wissenschaftliche Mitarbeit bei der Entstehung des Allg. Landrechts. Sehr viel weiter reichend war seine öffentliche Wirkung inner- und außerhalb des Landes als Mitarbeiter und publizistisches Sprachrohr des dän. Reformministers und Bauernbefreiers Andreas Peter Graf v. Bernstorff (1735–1797). Für Bernstorff schrieb Eggers in seinem „Deutschen gemeinnützigen Magazin“ die „Briefe an F. v. B.“, im gleichen Sinn auch das „Schreiben eines Holsteinischen Edelmannes an seinen Bruder über die Aufhebung der Leibeigenschaft in Holstein“, Altona 1795 (vergl. dazu Brandt, Geistesleben u. Politik in Schleswig-Holstein, SS. 51 u. 177). 1797–1800 Vertreter Dänemarks auf dem Kongreß von Rastatt, dann auf Reisen in Süddeutschland und Österreich, 1805 als Finanzberater der Regierung nach Wien berufen; in Anerkennung seiner Verdienste vom Kaiser in den Reichsfreiherrnstand erhoben. Um dieselbe Zeit suchte Stein, ihn als Leiter der Seehandlung nach Preußen zu ziehen. Die Verhandlungen zerschlugen sich aber, an Stelle von Eggers kam (ebenfalls aus dän. Diensten) Niebuhr. Trotzdem nahm Eggers, dessen „Memoiren über Dänische Finanzen“ (1800) I. S. 60 ff. Stein hier zitiert, lebhaften Anteil an der Agrarreform Steins, wie Rumler (Forsch. brand.-preuß. Gesch. 33, S. 181 ff.), Knapp (Bauernbefreiung I. S. 158 ff.), Lehmann (Stein II. S. 310) und Ritter (Stein I. S. 475, Anm. 46) gezeigt haben. Vergleiche dazu auch Eggers' offenen Brief an Stein vom 2. November 1807 im 2. Band dieser Publikation. In der dän. Staatsverwaltung übernahm Eggers (seit 1810 Konferenzrat) 1813 noch den Posten eines Oberpräsidenten in Altona, den er jedoch nur kurze Zeit versehen konnte.

¹¹ Nach Pertz verbessert.

¹² „Gohle“ auch geographisch unrichtig bei Pertz.

¹³ Lücke im Text

¹⁴ „können“ fehlt bei Pertz.

¹⁵ Wegen des durch die wachsende Industrie verursachten Raubbaues am Wald und der Bestrebungen der Regierung, den Holzbrand allmählich durch die Steinkohlenfeuerung zu verdrängen, s. oben S. 168, Anm. 2.

¹⁶ Über Technik und Entwicklung der Leinenindustrie in Minden-Ravensberg, ihre verschiedenen Garn- und Tuchsarten, sowie die Schwankungen der Konjunkturen und deren politische, wirtschaftliche und technische Ursachen s. Schoneweg, Das Leinengewerbe in der Grafschaft Ravensberg, dazu auch Hans Schmidt, Vom Leinen zur Seide, Die Geschichte d. Firma Delius 1722–1925 (1926). Aus der dort verzeichneten Literatur außerdem Sophie Busse, Ein Beitrag z. Gesch. d. Bielefelder Leinenindustrie in der 1. Hälfte des 19. Jahrh. (Diss. Münster 1923), und die Arbeiten von Potthoff, insbes. dessen Untersuchung „Das Ravensbergische Leinengewerbe im 17. u. 18. Jahrh.“ (23. Jahresber. d. Hist. Vereins Bielefeld, 1911), sowie seinen Beitrag über die Geschichte von Gewerbe u. Handel in Minden-Ravensberg in Tümpels Festschrift, S. 179 ff.

¹⁷ 1799. Vgl. dazu Hans Schmidt, Vom Leinen zur Seide, S. 49 f.

¹⁸ „Linnen“ bei Pertz. – Linon ist wie Batist feines Leinentuch und steht deswegen auch sachlich richtig in diesem Zusammenhang.

¹⁹ Vgl. dazu Hans Schmidt a. a. O. S. 42.

²⁰ So nach Pertz verbessert; „blaue und Bückmethode“ in der Vorlage.

²¹ Dieser sogenannte Gnadenfonds war eine Stiftung Friedrich Wilhelms II. aus dem Jahre 1786 zur Beförderung der Bielefelder Leinenfabrikation und wurde insbesondere zur Errichtung oder zum Unterhalt gemeinnütziger technischer Anstalten und Einrichtungen verwandt. S. Hans Schmidt a. a. O. S. 13 u. S. 159 ff.

²² Lücke im Text.

²³ Der Text ist hier unklar, offenbar unvollständig abgeschrieben.

²⁴ „und“ bei Pertz.

²⁵ Vgl. Nr. 442.

²⁶ „Communicanten“ bei Pertz.

²⁷ Vgl. Nr. 450 u. S. 546.

455. Denkschrift Steins

Hamm, 8. Juni 1801

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II, Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. V. Nr. 12. Vol. 2. Abschrift. – Erstdruck I. S. 324 ff.

Vorschläge zur Vereinfachung des Geschäftsbetriebs bei den Kammern: Einschränkung des bürokratischen Schreibwerks, größere Selbständigkeit der Kammern im Rahmen der bestehenden Gesetze und Verordnungen, bessere Ausbildung der Beamten, Beschränkung der Aufsicht des Generaldirektoriums über die Finanzverwaltung der Kammern auf die wichtigsten Etats- und Kassensachen, Beseitigung der Kammerjustiz. – Die Stände als Kontrollorgan für die regionale Finanzverwaltung.

Das abschriftlich beykommende Rescriptum clem. d. d. Berlin, d. 18 ten December 1800 fordert mein Gutachten über den neben bemerkten Gegenstand ab, und es ist nothwendig, mit jeder einzelnen Kammer darüber besondere Rücksprache zu nehmen und insbesondere Beschlüsse zu fassen, da bey jeder derselben eigenthümliche, aus der Provincial Verfassung selbst ihren Ursprung nehmende Geschäfts Formen beobachtet werden.

Bereits unter d. 20 sten November 1797 habe ich in Gefolge des § 19 der Ober Praesidial Instruction d. d. Berlin, d. 21sten Juny 1796 einem hochlöbl. Collegio meine Meinung über die Vereinfachung der Dienstformen eröffnet, dasselbe damahls und wiederholt d. 17 ten November 1798 und 8 ten April 1799, aber ohne Erfolg, zur Abgebung seiner Vorschläge aufgefordert, welche ich nur von denen Herren Krieges und Domainen Räthen v. Beust, v. Reden und v. Erdmansdorff in denen originaliter sub petitio remissionis beykommenden Aufsätzen erhalten.

Um die möglichste Einförmigkeit in der Geschäfts Behandlung des ganzen Staats zu erhalten, wird man auf die in dem anliegenden, an die Churmärksche, Pommersche und Neumärksche Kammer gerichteten Rescript d. d. Berlin, d. 25 July 1800 enthaltene Vorschriften Rücksicht nehmen und versuchen müssen, die für das Westphälische Departement abzugebende Vorschläge mit ersteren übereinstimmend zu machen.

Man kann ohnbedenklich als einen allgemeinen Grundsatz festsetzen: daß jede Kammer berechtigt sey, alle ihr anvertraute Zweige der Militair Einrichtungen und der Landes Policey, sie betreffen nun öffentliche Sicherheit, Gesundheit oder Gewerbefleiß oder Anschaffung von Vorräthen guter Lebensmittel nach denen vorhandenen Gesetzen und sonstigen Vorschriften zu verwalten, ohne in solchen durch die Gesetze bestimmten [Fällen]

bey der obersten Behörde anzufragen, in sofern nicht eine solche Anfrage ausdrücklich vorbehalten worden.

Es ergibt sich hieraus, wie sehr der GeschäftsGang wird abgekürzt werden, wenn öffentliche Beamte sich ernsthaft befleißigen, die Gesetze und Vorschriften kennen zu lernen, wie sehr es zu wünschen, daß dieser fast allgemeinen Unwissenheit durch zweckmäßigen academischen Unterricht und strenge Prüfungs Anstalten bey der Annahme junger Leute abgeholfen werde.

Die besondere, in dem ganzen zweyten Abschnitt enthaltene Bestimmungen des Rescripts d. d. Berlin, d. 23 sten August 1800 werden zufolge des erwähnten allgemeinen Grundsatzes auch in dem Märkschen Kammer Departement ihre Anwendung finden.

Auch der 3te in dem Rescript, d. d. 23 sten August 1800 enthaltene, auf die Verwaltung des öffentlichen Einkommens oder der Finanzen sich beziehende Grundsatz findet hier Anwendung,

daß nämlich die Aufsicht des General Directorii sich einschränkt auf die Festsetzung der Etats, auf die Bestimmung allgemeiner Bewirthschaftungsplane und Ertheilung allgemeiner Anordnungen, wonach die Ausführung sich richtet, so wie auch auf die genaueste Visitation.

Hingegen der Kammer überlassen wird

die Verwaltung aller auf dem Etat bestimmten Summen, dergestalt, daß sie für die Einnahme einstehe, alles was über den Etat einkömmt, gewissenhaft berechne, dagegen aber über die etatsmäßige Ausgabe innerhalb der Gränzen des Etats und zu dem im Etat für jede Ausgabe vorgeschriebenen Zweck, ohne besondere Approbation des General Directorii nachzusehen, disponire.

Da ein hohes General Directorium sich die Vollziehung der Etats und die Einsicht und Genehmigung der dabey zum Grund liegenden Operationen vorbehält, da ferner die meiste Ausgabe Tituls der Etats der Natur der Sache nach keine Willkühr zulassen, sondern nur in bestimmten Auszahlungen an Cassen oder sonstige Percipienten bestehen, so bleibt nur zu untersuchen übrig, ob die Ueberlassung der Verwendung der auf den Etats stehenden extraordinären Tituls zu einigen beträchtlichen Mißbräuchen Gelegenheit geben könne.

Genauere Vorschläge zur Vereinfachung des Verfahrens bei den einzelnen Kassen.

Mißbräuche bey der Verwendung des Extraordinarii der Krieges Casse sind um so weniger zu befürchten, da denen Landständen die Krieges Cassen Rechnung auf dem versammelten Landtage vorgelegt werden und diese auf willkürliche und unangemessene Verwendung sehr aufmerksam sind [. .].

Die Besetzung der geringeren in der Anlage nachgewiesenen Unterbedienten Stellen kann ohne Bedenken denen Kammern überlassen werden, da

diese Stellen fast allein mit Invaliden besetzt werden, die Magistraete, Steuer-Räthe u. s. w. den Vorschlag haben [...], und man darf mit Gewißheit auf die Aufmerksamkeit der Cantons Regimente selbst rechnen, die keine Beeinträchtigung ihrer Befugnisse [...] zulassen [...].

Es würde aus denen in meinem Schreiben d. d. Minden, d. 20. November 1797 angeführten Gründen vollkommen hinreichend seyn, wenn die historische Tabelle nur alle 3 Jahre aufgenommen und eingereicht würde [...]. Die Bestätigung der in denen kleinen Städten Castrop, Wattenscheid, Blankenstein, Meinerzhagen, Herdecke, Westhoven, Hörde gewählten Magistrats Glieder könnte der Kammer überlassen bleiben [...].

Eine auf richtigen Grundsätzen beruhende Bestimmung der Gränzen des Geschäftskreises der Regierung und der Kammer durch Uebertragung verschiedener abgerissener Polizey und Cameral Verwaltungs-Zweige an letztere und Aufhebung der Cameral Justiz, so wie es bereits in Neu-Ostpreußen nach dem Reglement d. d. Berlin, d. 3ten May 1797 und in Franken nach der Verordnung d. d. Berlin, d. 10ten December 1798 geschehen, würde den Geschäftsgang nicht allein vereinfachen, sondern ihn erleichtern und ihm mehrere Lebhaftigkeit verschaffen.

456. Stein an Wallmoden

Nassau, 1. September 1801

Früher Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden. - Erstdruck I. S. 327.

Krankheit Steins. Erholung in Nassau. Übergriffe der Franzosen am Rhein.

Votre Excellence voudra permettre que j'accompagne la lettre de Mr. Strieberg de quelques mots de justification sur ce que j'ai passé dans le voisinage de Gimborn sans lui présenter mes devoirs. Une indisposition malade dont j'avais souffert depuis six semaines se détermina, pendant que j'étais à Hagen, à devenir une dysenterie et me fit hâter mon voyage de Nassau, pendant lequel j'étais très souffrant, je me remets peu à peu, l'air natal, la grande tranquillité dont je jouis et l'usage des eaux de Schwalbach, que j'ai commencé aujourd'hui, feront, à ce que j'espère, le reste.

Je me trouve ici dans le voisinage du théâtre des violences françaises, ils ont défendu le passage des grains sur le Rhin, ils ont enlevé des bâtiments chargés de cette marchandise de la rive droite où ils étaient ancrés, on s'est fusillé de part et d'autre, on a usé de représailles à Leutesdorff, pays de Trèves, et arrêté un bâtiment chargé de grains muni de passeports français.

Le voisinage avec cette nation turbulente, avide et injuste nous amènera encore bien des scènes.

Nous osons espérer une bonne vendange.

457. Stein an Heinitz[?]

Nassau, 6. September 1801

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. LXXXI. Nr. 18. Ausfertigung. – Früher I. S. 327 (ebenso).

Behinderung der freien Rheinschiffahrt durch die Franzosen. Unrechtmäßigkeit ihres Vorgehens, „der Rhein ein Gränzfluß, dem Völker Recht und der Natur der Sache nach zum gemeinschaftlichen Gebrauch der beiden angränzenden Nationen bestimmt“.

458. Bericht Steins an das General-Direktorium „Ueber die von den Franzosen sich angemaaßte Oberherrschaft über den Rhein und Violation des Preußischen Territoriums“.

Hamm, 5. Oktober 1801

Staatsarchiv Düsseldorf. Kleve Kammer. Nr. 3377. Konzept (3. Oktober). Eigenh. – Ausfertigung ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. Tit. LXXXI. Nr. 18. – Erstdruck I. S. 327 ff. nach der Ausfertigung. – Hier nach dem Konzept, verbale Abweichungen vermerkt.

Die Sperrung des Getreidehandels auf dem Rhein durch die Franzosen. Nachtheilige Folgen für die preußische Wirtschaft. Teuerung in Westfalen. Stein verlangt energische Gegenmaßnahmen und bezeichnet die stillschweigende Duldung des französischen Vorgehens als „entehrend und die Würde der Deutschen Nation erniedrigend.“

Die Französische Republik war seit der Occupation des rechten Rhein Ufers bemüht, den Getraide Handel Deutschlands nach ihren Absichten zu leiten und einzuschränken. Es erließ bereits im Winter 1800 der Commissair der vier Departements Jollivet eine Verordnung, nach der kein Getraide vom rechten Rhein Ufer nach Holland Stroh ab gebracht werden sollte, und hiez zu war er damals in Ansehung der von der Französischen Armee occupirten Länder ohnstreitig nach dem Eroberungs Recht vollkommen befugt.

Unterdessen wurden ganz ansehnliche Quantitaeten auf Pässe der Französischen Generalitaet, denen die Ertheilung derselben in dem Arreté vom 14. Ventose ao. 9 nachgelassen war, auf dem Rhein nach Holland verschifft, die versendende Gegenden durch den Getraide Handel bereichert, ein lebhaftes Verkehr auf dem Rhein veranlaßt und denen Königl. Zoll Cassen eine ansehnliche Einnahme verschafft.

Durch den zu Luneville geschlossenen Frieden wurde der Thalweg zur Gränze zwischen Deutschland und Frankreich bestimmt, und eine Selbstfolge war, daß das Recht, welches letzterer Macht aus dem Eroberungs Recht zustand, den Handel mit Deutschen Producten zu leiten, aufhörte.

Diese Erwartung wurde nicht erfüllt, sondern die Lage des Deutschen Getraide Handels verschlimmerte sich vielmehr, indem nunmehr die Französische Generalitaet keine Pässe mehr ertheilen konnte und die Französische Civil Behörden alle Pässe verweigerten. Die Fahrt von Duisburg nach Holland blieb frey, und Versuche, welche die Franzosen durch Arretirung eines

Schiffers Knipscheer und eines anderen van Kerck machten, wurden auf nachdrückliche Verwendung des Generals v. Blücher¹ und der Clevischen Cammer nach Inhalt der anliegenden Acten zurückgenommen. Dieser Umstand wurde von denen Getraide Versendern dahin benutzt, daß man das Getraide vom Mayn und dem Neckar zu Lande bis Duisburg transportirte und hier einschiffte und nach Holland versandte, welches bey denen dortigen hohen Preisen ausführbar war.

In denen Monaten July und August a. c. gieng selbst die Rheinfarth vom Ober Rhein wieder auf und es wurden ganz² beträchtliche Quantitaeten Stroh ab versandt.

Der auf der Bereisung seines Departements begriffene Jollivet erließ in dem August ein neues Decret, worin er die Versendung des Getraides auf dem Rhein, es komme her, woher es wolle, verbot, und nunmehr eröffnete sich ein freyes Feld für die Raubsucht und Plünderungsgier der Französischen Mauth Bediente. Sie nahmen mit der Gewalt der Waffen und unter dem Beystande des Militairs

mehrere, Hessischen Unterthanen gehörige, mit Getraide, so auf dem Mayn aufgekauft war, beladene Schiffe vom rechten Rhein Ufer zwischen Maynz und Castel hinweg,

ein bey Leutesdorff, Trierscher Hoheit, auf dem rechten Rhein Ufer liegendes mit der Einladung des Getraides beschäftigtes Schiff, versuchten ein gleiches mit einem bey Linz, Cölnischer Hoheit, liegenden Schiff, wurden aber daran gehindert, indem die Cölnische Beamte eine ganze Brigade Gendarmes und Mauth Bediente entwaffnen und arretiren ließen. Die Gewaltthätigkeiten auf dem Rheine vervielfältigten sich, und nunmehr sperrten die Französische Mauth Bediente auch die Fahrt zwischen Duisburg und Holland auf dem längs dem Preußischen Territorio liegenden Theil des Rheinstrohms.

Der Landgraf von Cassel³ ließ nachdrückliche Vorstellungen durch seinen Gesandten in Paris machen, Chur Trier gebrauchte Repressalien und ließ ein Französisches mit Getraide beladenes Schiff confisciren, unterdessen liegt aber der ganze Getraidhandel auf dem Rhein, und dieses zufolge der Befehle eines Französischen Beamten.

Das Verfahren von Frankreich ist ungerecht⁴, es ist von den nachtheiligsten Folgen, es ist entehrend für seine Nachbarn, wenn es diese Gewaltthätigkeiten zahn und leidend erträgt.

Der Luneviller Frieden setzt den Thalweg zur Gränze, er hebt

- 1) also das in dem Zustand des Krieges geltende Eroberungs Recht auf,
- 2) er stellt die natürliche Unabhängigkeit beider Nationen von einander wieder her, schließt ihre Einnischung in die innere Verwaltung jedes Landes aus;
- 3) verbietet die Gewaltthätigkeiten diessaits des Thalweegs⁵ als der verabredeten Gränze, und

- 4) gestattet die freye Benutzung des Thalweegs als der Strohbahn eines zwey unabhängige, im Zustand des Friedens befindliche Nationen berührenden Gränz Strohrs.

Diese Sätze sind so evidente Selbstfolgen des Luneviller Friedens, daß es nur ihres Ausdrucks und keiner näheren Ausführung bedarf.

Die Folgen der Französischen Usurpation der Ober Herrschaft über den Rhein sind im vorliegenden Fall

- 1) daß Oberdeutschland seine Producte theils herabgewürdigt, theils ganz ohne Absatz sieht, daß ihm die Mittel entgehen, das durch den Krieg verlohrene Geld wieder zurück zu verdienen, und daß der Absatz der Preußischen Fabrique Waaren leidet, z. B. die metallische Waaren der Grafschaft Marck, die Schlesische Tücher hier, wie es die gegenwärtige schlechte Frankfurter Messen beweisen,
- 2) daß die Zoll Einnahme und das Gewerbe der Schiffarth auf dem Rhein leidet, und betrug die Zoll Einnahme vom Getraide anno 1800 gegen 70 000 Rth.,
- 3) daß durch die verhinderte Circulation des Getraides zwischen dem Ober Rhein und Westphalen in diesem Lande eine künstliche Theurung entsteht, da es die Zufuhr vom linken Rhein Ufer verlohren und man, um diese Theurung zu verhindern, wieder zu andern nachtheiligen Einschränkungen zu schreiten genöthigt ist.

Daß es übrigens entehrend und die Würde der Deutschen Nation erniedrigend ist, seinen Nacken unter das Joch eines Französischen Proconsuls zu beugen, hierin wird wohl das Gefühl jedes nicht ganz herabgewürdigten Mannes übereinstimmen.

Diese ganze den Rhein Handel einschränkende Maasregel kann gegenwärtig als eine Anmaasung einer Französischen Unterbehörde angesehen werden, sie beruht auf keinem Beschluß des Consuls, sie ist auf keine unter unabhängigen Nationen gewöhnliche Art zur Wissenschaft der andern gebracht, das Französische Gouvernement hat selbst dem Militair die fernere Einmischung verboten, und er scheint⁶ überhaupt selbst aus seinem Benehmen gegen Chur Trier und Cöln die Gewaltthätigkeiten seiner Unter Behörden nicht geradezu zu billigen und nur diesen so weit nachzusehen, als es die Schwäche und Nachgiebigkeit seiner Nachbarn gestattet, um gelegentlich einen Maasstab der Zahmheit der letzteren zu erhalten und die Vortheile einstweilen zu benutzen, welche ihm aus diesen Maasregeln zufließen. Diese Vortheile sind aber irrig berechnet, indem England, dem man die Zufuhr versperren will, Getraide aus America und der Ostsee erhalten kann.

Man wird also ohnbedenklich

- a) offenbaren gewaltthätigen Violationen des Territorii Gewalt entgegen setzen können und die Mauth Bediente, so sich auf der rechten Seite des Thalweegs gewaffnet betreffen lassen, durch das unter den Befehlen des General

Lestocq⁷ stehende Militair arretiren, entwaffnen und zurückweisen lassen, welches wie gesagt auf dem Ober Rhein bereits geschehen ist;
 b) nachdrückliche Vorstellungen gegen die angemaaste Französische Ober Herrschaft auf dem Rhein in Paris thun lassen und zu gleichen Maasregeln die übrige an den Rhein gränzende Fürsten, Hessen, Bayern auffodern,
 c) und im Fall diese ohne Erfolg sind, so wird man ernsthaftere Maasregeln durch Repressalien u. s. w. brauchen können⁸.

¹ Blücher, der im 1. Koalitionskrieg bis zum Generalmajor avanciert war, stand damals bei dem preuß. Observationskorps in Westfalen und blieb auch dort zur Deckung der Demarkationslinie, als das Korps Ende 1801 aufgelöst wurde. Im Sommer 1802 wurde ihm dann die militärische Besitzergreifung der an Preußen fallenden Gebiete von Essen, Werden und Münster übertragen. 1803 wurde er, unter Beförderung zum General, Gouverneur von Münster. Er bezog dort im Schloß sein Quartier, das er dann noch ein Jahr lang mit Stein teilte. Aus dieser Zeit datiert die freundschaftliche Verbindung beider Männer, die dann durch den gemeinsamen Kampf gegen das napoleonische Frankreich ihren eigentlichen Inhalt erhielt.

² „ganz“ fehlt in der Ausfertigung.

³ „Hessen-Cassel“ in der Ausfertigung.

⁴ „ungerechtfertigt“ in der Ausfertigung.

⁵ Das folgende bis „Thalweegs“ früher (I. S. 329) durch Korrekturversehen ausgefallen.

⁶ „indeß scheint“ in der Ausfertigung.

⁷ Anton Wilh. v. l'Estocq (1738–1815) stand als Generalmajor unter Blücher. 1802 hatte er die militärische Besitznahme Paderborns durchzuführen. 1803 erhielt er das Generalkommando über die in Ostpreußen stehenden Truppen und wurde 1805 Generalleutnant. 1806 erhielt er ein Korps im Osten der Monarchie, das Ende des Jahres dem russischen General Benningsen unterstellt wurde. Über seine Rolle im Feldzug von 1807, insbesondere bei Preußisch Eylau und seine weitere Verwendung s. B. II und III dieser Publikation.

⁸ Stein wandte sich in einem ergänzenden Bericht vom 4. Oktober 1801 noch einmal an das westfälische Departement des General-Direktoriums (Heinitz), vermochte jedoch von diesem keine wirkungsvolle Unterstützung zu erlangen, obgleich Heinitz zweimal (24. September und 22. Oktober 1801) bei dem auswärtigen Departement vorstellig geworden war. Vgl. dazu die ebenfalls Kleve Kammer. Nr. 3369 befindlichen Schreiben von Heinitz an Stein vom 22. Oktober 1801 und 28. Januar 1802. In dem letzteren wurde Stein darauf vertröstet, daß man „Gegenmaasregeln zu treffen Anstand genommen“ habe und noch jetzt der Meinung sei, „daß vorerst und bis zur Ergreifung eines festen Systems in Ansehung der Rheinschiffahrt temporisirt“ werden müßte. – Inzwischen hatte Stein auch die Presse mobilisiert, indem er dem Redakteur Kellerhaus die Akten, hauptsächlich wohl die Denkschrift vom 3. Oktober 1801, zur Verfügung stellte. Auf Grund derselben erschien in der „Lippstädtischen Zeitung“ Nr. 162 (1801) ein Artikel „Rheinstrom“ (Düsseldorf, 3. Oktober), der sich mit einem Schreiben von Kellerhaus (Lippstadt, 11. Oktober 1801) bei den angegebenen Akten befindet.

459. Stein an Heinitz

Minden, 30. Oktober 1801

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Minden-Ravensberg. Tit. V. Nr. 2. Vol. 5. Eigenh. – Früher I. S. 330 (Regest).

Vorschläge für die Vertretung Vinckes während seiner Reise nach Spanien¹. Stein beantragt, den Kriegsrat Delius von der Kammer in Minden auf eine Reise zum

Studium der Textil-Industrie nach Flandern und Nordfrankreich² zu schicken. „In einem Collegio, das wie das hiesige eine Provinz verwaltet, deren ganzer Wohlstand von Flachsbaum, Garnspinnerey, Weben usw. abhängt, ist es gewiß nützlich, wenn mehrere Mitglieder desselben Kenntnisse von diesen Gewerbe Zweigen besitzen, die sie bey der polyzeylichen Leitung derselben anwenden können.“ (Abgelehnt durch Reskript vom 21. November 1801).

¹ Von Heinitz angefordert durch Schreiben vom 20. Oktober 1801 (ebd. Konzept).

² Wo sich durch frühzeitige Übernahme der neuen maschinellen Fabrikationsmethoden aus England ein weiterer gefährlicher Konkurrent für die Leinenindustrie Minden-Ravensbergs erhob.

460. Bericht Steins an das General-Direktorium

Minden, 24. November 1801

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. V. Nr. 12. Ausfertigung. – Früher I. S. 330 (ebenso).

„Ueberreicht die per Rescript dat. Berlin, 18. December 1800 geforderten Vorschläge wegen Abkürzung des Geschäftsbetriebs.“

461. Stein an Reden

Minden, 29. November 1801

Ehemals Preuß. Staatsarchiv Breslau. Eigenh. – Druck früher I. S. 331 f.

Verkauf der linksrheinischen Besitzungen. Erbittet Redens Ratschläge wegen Ankaufs eines Gutes in Schlesien.

462. Bericht Steins an das General-Direktorium

Minden, 19. Dezember 1801

Ehemals Preuß. Geh. Staatsarchiv Berlin. Jetzt Deutsches Zentralarchiv II. Merseburg. Gen.-Dir. Cleve. LXXXV. Sect. I. Nr. 2. Ausfertigung.

Überreicht Dietfurths Darstellung der ständischen Verfassung in Cleve-Mark.

463. Stein an Vincke

Berlin¹, 17. März 1802

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke. Nr. 87. – Erstdruck Pertz, Stein I. S. 190 f., später Kochendorffer, Briefwechsel Nr. 11, auch I. S. 332 f.

Westfälische Verwaltungsaufgaben: Brückenbau, Armenhäuser, Befreiung der Domänenbauern. – Ankauf von Birnbaum. Reisepläne.

Vermerk Vinckes: „pr. 16. April, resp. 19.“

Ich habe bis zu meiner Abreise von Berlin Anstand genommen, Ew. Hochwohlgebohren zu schreiben, um Ihnen eine vollständige Nachricht von denen auf die Westphälische Provinzial Verwaltung Einfluß habenden Verhandlungen mittheilen zu können.

Die Bausachen sind sämtlich entschieden; der Wiederherstellungs Plan der Weser Brücke, welchen Hr. Funck² entworfen, sowie auch der Werre³ Brücken Bau genehmigt, und ist man mit der Ausführung von beyden nachdrücklich unter Mitwirkung des Hrn. Bau Director Lehmann beschäftigt – hingegen sind wir gesichert gegen die Besuche des Herrn Riedel⁴. Auch der Bau des Armenhauses⁵ ist vom König genehmigt, eine Zusicherung gegeben von einer Unterstützung von 40 000 Thaler unter gewissen Modalitaeten; die Aebtissin⁶ will aber das Fraterhauß vor erfolgter Königlicher Genehmigung nicht überlassen, um welche Genehmigung gegenwärtig nachgesucht worden ist. Das Geistliche Departement hat eingewilligt in eine Behandlung der Armen Sachen durch eine gemeinschaftliche Commission der beyden Collegien. Die Vorschriften wegen Abkürzung der Dienstformen haben die immediate Genehmigung erhalten, auch sieht man der Vollziehung einer Verordnung wegen Allodification der Königlichen Eigenbehörigen entgegen, und sind auf diese Art denn doch verschiedene Gegenstände, welche Veranlassung zu meinem Hierseyn gaben, theils zu Ende gebracht, theils aber auch eingeleitet.

Ihre beyde an mich gerichtete Briefe sind mir zugekommen⁷, auch habe ich verschiedene Ihrer sonstigen nach Deutschland gerichteten Briefe zu lesen Gelegenheit gehabt, so wie ich dann auch die meinige Ihren so sehr an Ihrem Schicksal theilnehmenden hiesigen Verwandten⁸ und dem Minister H[einitz] zugestellt habe.

Meine Anwesenheit benutzte ich, um mich nach Güthern zu erkundigen und kaufte nach vorhergegangener Bereisung die an der Warthe 22 Meilen von hier liegende Herrschaft Birnbaum gemeinschaftlich mit einem meiner alten Bekannten, Herrn v. Troschke⁹, ich zu $\frac{2}{3}$, er zu $\frac{1}{3}$, für 243 000 Thaler. Ich hoffe und glaube, einen guten Kauf gethan zu haben und habe bereits Contracte über 26 000 Klafter hier geschlossen, habe aber noch einmal soviel zu verkaufen. Auf Johanni geschieht die Uebergabe. Verbesserung der Viehzucht, der Schaafzucht, wovon eine Heerde von 3000 Stück ist, sind die Haupt Meliorations Objecte.

Ich reise am 19ten m. c. von hier über Hamburg nach Minden.

¹ Stein war durch Kabinetts-Ordre vom 3. Dezember 1801 nach Berlin befohlen worden (Regest früher I. S. 332).

² Landbaumeister bei der Baucommission der Kammer zu Minden.

³ Nicht „Weser“ wie bei Kochendörffer.

⁴ Geh. Oberbaurat bei der Oberbaudeputation in Berlin.

⁵ In Herford. S. Bodelschwingh, Vincke I. S. 125 f.

⁶ Friederike, Prinzessin von Preußen, älteste Tochter des Markgrafen von Schwedt, die letzte (ev.) Fürst-Äbtissin von Herford (seit 1764).

⁷ Nicht erhalten.

⁸ Vinckes Schwester Elisabeth war mit dem Minister v. d. Reck (s. oben S. 405, Anm. 3) verheiratet.

⁹ Ernst Wilh. Rud. Frh. v. Troschke (1762–1859), Herr auf Weissig und Kammers-

waldau, seit 1802 preuß. Kammerherr. Über die früheren Beziehungen Steins zu Troschke ist nichts bekannt, sie reichen aber sicherlich bis 1800 zurück. Das ergibt sich auch aus einigen zwischen den Kriegen festgestellten Briefen Steins an Troschke, deren erster vom 16. November 1800 datierte. Die Genehmigung zur Abschrift dieser Briefe wurde s. Z. von den Nachkommen aus unerfindlichen Gründen verweigert, inzwischen ist diese Korrespondenz höchstwahrscheinlich verloren. Über den Erwerb Birnbaums vgl. Pertz, Stein I. S. 189 f., dazu Ritter, Stein I. S. 122 f. (Akten im St.A.).

464. Stein an Frau v. Berg

Minden, 22. April 1802

Goethe- und Schiller-A. Weimar, Berg-Voß Nr. 25: Ausfertigung. – Erstdruck Pertz, Stein I. S. 192 f. – Danach auch I. S. 333 f.

Seine Reise durch Mecklenburg. Schärfste Verurteilung des dortigen Agrarsystems, „wo man den Menschen zum integranten Theil des Viehinventarii eines Gutes herabgewürdigt hat.“ Graf Moltke. Herder. Familiennachrichten. Tiecks Büste der Frau von Berg.

Ich verschob es, Ihnen, meine beste Freundin, zu schreiben, bis ich hinlängliche Muße und Gesundheit hatte, um es mit Sammlung und ruhiger Zurückerinnerung alles dessen, was seit meiner Abreise von Berlin vorgefallen war, thun zu können. Ich wanderte Mecklenburg in seiner ganzen Länge seewärts durch, besprach bedingungsweise zwei Besitzungen für das Stift¹, die ich für einträglich halte. Das Aeußere des Landes mißfiel mir so sehr als das neblige nördliche Climat, große Ackerfluren, wovon ein ansehnlicher Theil zur Weide und Brache liegt, äußerst wenige Menschen, die ganze arbeitende Klasse unter dem Drucke der Leibeigenschaft, jene Flächen einzelnen selten gut gebauten Höfen beigelegt, mit einem Worte, eine Einförmigkeit, eine todte Stille, ein Mangel von Leben und Thätigkeit über das Ganze verbreitet, die mich sehr niederdrückte und verstimmte. Die Wohnung des Mecklenburgischen Edelmannes, der seine Bauern legt, statt ihren Zustand zu verbessern, kommt mir vor wie die Höhle eines Raubthiers, das alles um sich verödet und sich mit der Stille des Grabes umgiebt. Gewiß ist der Vortheil auch nur anscheinend und hohe Culturenergie, voller Ackerbau nur möglich, wo es an Menschen und menschlichen Kräften nicht fehlt. Der Kaufwerth, der Ertrag, die Sicherheit des Absatzes, die Möglichkeit, große öffentliche gemeinnützige Anlagen auszuführen, ist gewiß in Ländern, wo Bevölkerung und Gewerbefleiß existirt, überwiegend größer als in denen, wo man den Menschen zum integranten Theil des Viehinventarii eines Gutes herabgewürdigt hat. Die kurzsichtige Habsucht des Güterhändlers hat auch die Möglichkeit einer vermehrten Menschenzahl durch die Devastation des in diesem unfreundlichen, nördlichen Himmelsstriche so nöthigen Holzes ganz aufgehoben.

Ich hielt mich einige Tage in Wohlde bei Graf Moltke auf, es ist ein schönes Gut, er ein thätiger strenger Landwirth, dessen Sachen sehr vorwärts zu gehen scheinen, auch sie beschäftigt sich sehr mit Kindererziehung und ihrem Hauswesen, und man vergißt über diese gute Eigenschaften ihre kleine

Extravaganzen, die größtentheils ihrer Harthörigkeit und der Unbeweglichkeit ihres gebrochenen Armes zuzuschreiben sind. Von da reiste ich über Rostock, Wismar, Lübeck, Hamburg nach Minden. Ich genieße hier meine Unabhängigkeit, meine Ruhe, meine Rückkehr zu meinen Berufsgeschäften, und mir fehlt der Umgang einer verständigen, gebildeten, theilnehmenden Freundin, der Ihrige. Es gehört zu meinen besten und häufigsten Wünschen, das Glück dieses Umgangs, das mir so abgerissen, so stückweise zu Theil ward, am Abend meines Lebens fortdauernd zu genießen – mögte ihn doch die Vorsehung erhören.

An Herdern² schreibe ich heute, ich habe bei der ganzen Sache wenig Verdienst, Ihnen allein kommt aller Dank zu, den ich nicht usurpiren will. Es ist mir nur leid, daß ein Mann wie Herder an der Spree und der Weser eine Hülfe suchen muß, die er doch unter seinen ihm nahe umgebenden Menschen finden sollte.

Ich danke Ihnen für alles Gute und Freundliche, was Sie von der kleinen Henriette sagen, sie ist ein gutmüthiges, bilsames Kind, das viele Thätigkeit und Besonnenheit hat – den Aufenthalt in B[erlin] halte ich ihr nicht für zuträglich, denn das Beispiel von Unthätigkeit und das Uninteressante der Gegenstände der Unterhaltung, die man dort auswählt, wirken nachtheilig. Ich wünschte den engen Kopf des guten A. über einen größeren Leisten zu schlagen; er ist gar zu enge und sein Herz zu kalt, unempfänglich für alles Große und nicht-Alltägliche. Er erinnert mich immer an das Wort des Helvetius, que les gens froids ont un bouclier pour se défendre, mais point une épée pour conquérir. Es ist schade, daß so viele Mittel zu einer liberalen, wohlwollenden, kenntniß- und genußreichen Existenz in den Händen eines Mannes sind, der die Stelle eines Subalternoffiziers oder eines Landedelmannes mit 1500 Thaler Einnahme vollkommen ausfüllen würde.

An Ihren Leiden, meine beste Freundin, nehme ich lebhaften Antheil, Sie erscheinen als Pflegerin und Hülfe einer leidenden Mutter³ in einem Ihrer würdigen Licht – schonen Sie aber Ihre Gesundheit.

Der meinigen ist die Reise nachtheilig gewesen, noch immer hat mich ein sehr heftiger Husten nicht verlassen, der zwar keinen böartigen Charakter hat, unterdessen aber lästig ist und mir Sprechen und jede Bewegung beschwerlich macht. Die sehr milde Witterung wird ihn auch wohl entfernen. Empfehlen Sie mich dem Andenken Ihrer liebenswürdigen Tochter. Heute geht alles an Herdern ab – doch ich sagte es ja schon einmal.

Für Ihre Büste danke ich, Sie sind so gütig und schicken sie an Rosenstiel, der sie mir zukommen läßt. Herr Tiecke⁴ hat es mir überlassen, sie ganz zu vollenden und Ihren Geist, Ihre Thätigkeit, Ihr ruhiges, besonnenes, freundliches Wesen noch hineinzutragen, welches ich thun werde. Was hören Sie von meiner Schwester Werthern und von Louise? wo werden diese ihren Sommer verleben?

22. APRIL 1802

Bleiben Sie meine Freundin und seyn Sie so glücklich, als ich es wünsche und Sie es verdienen.

¹ Wallenstein. Vgl. S. 155, Anm. 1.

² S. dazu Haym, Herder II. S. 812. – Neudruck (1954) II. S. 865.

³ Sophie Christina Dorothea, gesch. Frau v. Marschall.

⁴ Christian Friedr. Tieck (1776–1851), Bruder des Dichters, Schüler G. Schadows und Davids. Er war 1801 nach seiner Ausbildung in Paris und mehrmonatigem Aufenthalt in Weimar nach Berlin gekommen, wo er u. a. die erwähnte Büste der Frau v. Berg anfertigte. Das hier von Stein erwähnte Exemplar scheint verloren. Ein 2. Exemplar befand sich in der National-Galerie in Berlin (Thieme-Becker 33, S. 139 l.).